

September 47

BP03\_1947\_09



Rapport du Cde Lalmand au B.P. du 10/9/47  
=====

Comme chacun a pu s'en rendre compte, au cours de ces dernières semaines, la situation internationale est restée tendue et ne s'est pas modifiée dans ses éléments essentiels, tels que nous les avons déterminés lors du dernier C.C.

L'évènement le plus important de ces dernières semaines est incontestablement la décision prise par le gouvernement de Londres, de suspendre la convertibilité de la £ en \$.

La décision prise par Londres a fait apparaître au grand jour les véritables desseins de la doctrine Truman. D'autre part, à l'occasion de cette décision, on a vu se manifester plus brutalement que jamais les contradictions inhérentes au régime capitaliste à son déclin. Et c'est ainsi que les partisans les moins bien informés ont fait certaines constatations et notamment celle-ci : il se livre dans le monde une lutte pour la conquête des débouchés et on constate que la suprématie des E-U rend la lutte plus inégale.

Pour 1947, le boni des E-U est de 8 à 10 milliards. Cela signifie que les E-U exportent des marchandises pour 8 à 10 milliards de plus qu'ils n'importent.

C'est là un décalage énorme.

Pour la Belgique, durant les 6 premiers mois de 1947, les importations de l'Amérique se montent à 8½ milliards alors que le total de nos exportations vers ce pays ne s'élève qu'à 1½ milliard.

Je rappelle la question des bas nylons que nous avons importés pour plus de 600 millions de francs depuis le début de l'année. Ces importations ont menacé très sérieusement un secteur important de notre industrie la bonneterie. Les usines de l'industrie de la bonneterie s'occupent en effet de la fabrication des bas, notamment de bas de soie artificielle. Les bas nylons représentent une concurrence dangereuse pour cette industrie et cela à tel point que plusieurs usines ont dû fermer leurs portes. Lorsqu'il fut demandé aux E-U de nous fournir des matières premières, on s'est heurté à un refus.

Citons encore l'industrie du cuir. Ici aussi même situation. On nous fournit des produits manufacturés, mais on nous refuse les matières premières qui nous permettraient de fabriquer nous-mêmes.

Le fait que l'Amérique exporte plus qu'elle n'importe, provoque une pénurie de dollars, laquelle, à son tour, rétrécit le marché mondial et modifie les courants commerciaux, ce dont les E-U sont les premiers à pâtir.

D'où la politique des crédits consentis par l'Amérique lesquels doivent lui permettre de maintenir ses exportations. Mais en contre-partie, elle impose des conditions de plus en plus dures à des débiteurs aux prises avec d'énormes difficultés financières.

Les crédits s'épuisèrent plus rapidement qu'il n'avait été prévu.



Le plan Marshall ou plus exactement, les propositions Marshall, apparaissent comme une sorte de projet de moratoire consenti par des prêteurs tout-puissants à des emprunteurs dans une situation très serrée.

Les conditions deviennent draconiennes : injonctions précises à l'Angleterre, à la France d'avoir à renoncer aux nationalisations, de raidir la position à l'égard de l'Europe Orientale et des communistes.

OBSERVER dans "Le Soir" du 25/8 écrivait à ce sujet :

"Les milieux américains, d'une part, reprochent à l'Angleterre d'avoir suspendu ses exportations de charbon et, d'autre part, ils invitent la France à manifester par des actes sa volonté de redressement, condition indispensable d'une collaboration américaine étroite et efficace."

~~Les milieux américains, d'une part, reprochent à l'Angleterre d'avoir suspendu ses exportations de charbon et, d'autre part, ils invitent la France à manifester par des actes sa volonté de redressement, condition indispensable d'une collaboration américaine étroite et efficace."~~

"De tels avertissements faits dans de telles circonstances, ont manifestement une portée politique. Ils équivalent à une critique indirecte de la nationalisation des mines en G.B. et sans doute aussi des méthodes administratives et gouvernementales françaises. Ils peuvent être rapprochés d'autres déclarations américaines, considérant l'appui des E-U aux pays d'Europe comme un élément de défense de l'Europe ~~contre~~ l'URSS."

Par ailleurs, l'organe du mouvement coopératif, le "Reynolds News" de Londres s'insurgeait récemment contre la tendance capitaliste américaine à ne voir les choses en Europe que sous l'angle de la lutte contre l'URSS et les communistes.

"La Libre Belgique" écrivait le 6 septembre sous le titre "Qu'est-ce que Bretton Woods?"

"Il était manifeste que Bretton Woods prêtait de l'argent sans tenir compte des risques et que seules des considérations d'ordre politique étaient entrées en ligne de compte. La France obtenait son prêt le lendemain du jour où les communistes avaient été rejetés du gouvernement. La Hollande obtenait le sien au moment où elle entreprenait une opération militaire contre l'Indonésie, opération qui n'était certainement pas mal vue des Américains. Le moniteur français du communisme s'est aperçu avec mauvaise humeur que Bretton Woods comme l'Import et Export Bank ~~comme~~ le Trésor américain ne prêtent qu'aux enfants bien sages." C'était la vérité. La France et la Hollande étaient de toute évidence des pièces maîtresses sur l'échiquier de l'idéologie et de la stratégie américaines, il fallait les aider en hâte à fonds perdus.

Les événements qui se sont déroulés au cours des dernières semaines, ont fait apparaître plus clairement l'intention de l'impérialisme des E-U de contrôler et d'orienter à son profit l'économie mondiale.



Les événements qui se sont déroulés au cours des dernières semaines ont fait apparaître plus clairement l'intention de l'impérialisme des E-U de contrôler et d'orienter à son profit l'économie mondiale.

La décision de Londres de suspendre la conversion de la £ en \$ apparaît comme une sérieuse tentative de la GB d'échapper à l'emprise du dollar.

A cette occasion, des commentaires fort sévères pour les E-U ont paru dans la presse d'Outre-Manche. «L'Economist» de Londres écrivait récemment «Peu de Britanniques accordent croyance à la thèse communiste selon laquelle, de propos délibéré, la politique américaine vise à ruiner la Grande Bretagne, mais on pourrait certainement en faire la preuve.»

Monsieur Buset, le Président du PSB de son côté écrivait dans «le Soir» du 28 août :

«Il n'est pas impossible, d'autre part, que les seize gouvernements qu'avait séduits de prime abord le plan Marshall ne se mettent à regarder de plus près ce qu'on leur offre. Peut-être même découvriront-ils un jour que l'entraide des pays éprouvés par la guerre serait aussi une «voie de salut».

«Tout cela ne manque pas d'être inquiétant du point de vue américain. Car les Américains ont beau se croire «on top of the world» ils ont aussi leur problème, leur très gros problème, qui est d'exporter rapidement, massivement et profitablement, sous peine d'arriver tôt ou tard à une effroyable crise de chômage».

Depuis que Londres a suspendu la conversion de la £ en \$, plusieurs pays ont été amenés à renoncer à de nouvelles commandes aux Etats-Unis, voire même à décommander des ordres passés antérieurement.

Comme ces pays ne peuvent plus continuer à s'approvisionner presque exclusivement aux E-U, ils sont obligés de se tourner vers d'autres pays. Ainsi se précisent les possibilités de rapprochement entre les deux Europe que les E-U ~~ont~~ essayent par tous les moyens de diviser. Ainsi se précisent les possibilités de ~~rapprochement entre les~~ voir l'Europe Orientale se détourner de la politique du dollar.

La décision de Londres et ses conséquences vont entraîner un rétrécissement du commerce international ce qui provoquera une diminution des exportations des E-U. ~~xx~~

la menace de crise

Ainsi se précise/que les E-U avaient espéré écarter grâce aux propositions Marshall.

Le plan Marshall ne provoque plus grand enthousiasme. La conférence de Paris est loin d'avoir donné les résultats escomptés.

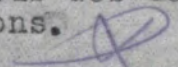
L'Agefi des 23 et 24 août dernier signalait :

«Des experts américains ont déclaré également que ces mesures ( suspension de la convertibilité du sterling)



1° accentueraient la crise mondiale du dollar,  
2° réduiraient les demandes du marché pour des denrées importantes. On prévoit que de nouveaux contrôles d'importation seront exercés par des pays de l'Amérique latine....  
Les observateurs américains font un nouvel examen de l'étendue de la crise britannique et avouent que la crise sera peut-être plus grave qu'on ne l'avait supposé d'abord."

La tension entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne est incontestable. Par contre, la commune hostilité à l'égard de l'URSS subsiste et E-U et Grande Bretagne sont apparemment d'accord en ce qui concerne le redressement de l'Allemagne. Les anglo-américains ont décidé de porter le plus rapidement possible le potentiel industriel de l'Allemagne au niveau d'avant-guerre.

La décision anglo-saxonne, prise au mépris des accords de Potsdam signifie pratiquement la fin des réparations. 

Il y a quelque chose de révoltant dans cette attitude des Américains qui accordent de larges priorités aux Allemands, au détriment de ceux qui furent les victimes du IIIe Reich.

Cette décision risque d'avoir des conséquences graves pour la sécurité des voisins immédiats de l'Allemagne. En effet, la reconstitution du potentiel industriel signifie aussi la reconstitution du potentiel de guerre de l'Allemagne.

J'ai déjà dit que l'attitude adoptée par certains de leurs clients provoque l'inquiétude des Américains qui craignent de voir leurs satellites essayer de se libérer de l'emprise du dollar.

L'aggravation de la situation en Europe a fait naître en Amérique un courant en faveur d'une aide anticipée. De nombreux politiciens et économistes soulignent que la situation est tellement grave qu'il faut porter secours immédiatement là où menace le danger.

On sait ce que ces messieurs entendent par "danger". Pour eux, il y a danger chaque fois qu'on peut craindre que les communistes reviennent au pouvoir.

Pour parer à ce danger, on est prêt à aider.

Ainsi, la politique du dollar apparaît de plus en plus comme une politique de financement de l'anti-communisme, de l'anti-socialisme de l'anti-démocratie.

Il est certain que la situation actuelle sur le plan internationale est tendue.

Voici quelques réflexions auxquelles se livre à ce sujet un économiste bourgeois, Monsieur Maspoin :

"Il faut dès lors comprendre que l'Europe occidentale, prise dans son ensemble, vit actuellement au-dessus de ses moyens. Ou bien elle réduira sa consommation à la hauteur de sa pro-



page 4

Il y a quelque chose de révoltant dans cette attitude des Américains qui accordent de larges priorités aux Allemands, au détriment de ceux qui furent les victimes du IIIème Reich.

Cette décision des Anglo-Américains risque d'avoir des conséquences graves pour la sécurité des voisins immédiats de l'Allemagne. En effet, la reconstitution du potentiel industriel signifie la reconstitution du potentiel de guerre de l'Allemagne. A ce propos, le News Chronicle écrit ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ qu'il ne faut pas dissocier le niveau industriel et le contrôle de la production.

On a ~~complètement fait fi du~~ souci de protéger la sécurité des voisins de l'Allemagne; on a uniquement songé à développer son potentiel industriel dans songer à établir un contrôle quant à son utilisation.

Comment se fait-il que la Grande Bretagne se soit prêtée à ce jeu ? et ait soutenu les Américains ?

C'est parce que cet accord permet à l'Angleterre de contrôler la production charbonnière de la Ruhr ~~et~~ d'intervenir, dans une large mesure, dans l'utilisation de ce charbon et de financer ainsi l'occupation en Allemagne.

Quant à la France, on est tenté de croire que si elle n'a pas réagi d'une façon plus violente, c'est qu'elle espérait qu'on lui accorderait un nouvel emprunt de 500 millions de \$.

J'ai déjà dit que ~~les réactions de l'Europe provoquaient de sérieuses craintes aux E.U.~~ *celle-là adoptée par certains de leurs clients* Ils craignent de voir ~~les satellites de Washington~~ *essayer de se libérer de l'emprise du \$.*

*Alors qu'on discute sur les propositions vagues de Marshall, qu'on s'étend par contre sur les garanties exigées en contre-partie, alors qu'on dit que les propositions Marshall ne sortiront leurs effets qu'au printemps prochain, l'U.R.S.S. a déjà mis sur pied toute une série d'accords bi-latéraux avec différents pays de l'Europe orientale.*

Tenant compte de l'aggravation de la situation en Europe ~~et des critiques sévères de l'Europe occidentale,~~ nous voyons se développer en Amérique un courant en faveur d'une aide anticipée, ~~c'est-à-dire que de nombreux politiciens et économistes soulignent que la situation en Europe est tellement grave qu'en ne peut pas attendre que se réalise le plan Marshall pour voler au secours de l'Europe en danger.~~

On sait ce ~~qu'ils entendent par "secours" et par "danger".~~ Pour eux, il y a danger chaque fois qu'on peut craindre que les communistes ~~ne reviennent au gouvernement, c.à.d qu'on peut craindre une fin de la politique de servilité des pays vis-à-vis des E.U.~~

Pour parer à ce danger, on est prêt à ~~vous aider mais il faut mener une politique hostile à l'U.R.S.S. et à l'Europe orientale, et isoler les communistes à l'intérieur du pays.~~ Les intérêts immédiats ~~seront éventuellement sacrifiés~~ par les ~~impérialistes yankee~~, en vue de sauvegarder leur régime, en vue d'éviter que se produise une crise économique grave, de maintenir l'isolement de l'URSS.



~~C'est~~ Ainsi que la politique du dollar apparaît de plus en plus comme ~~étant~~ une politique de financement de l'anti-communisme, de l'anti-démocratie. *soit le terme de l'anti-démocratie*

Il est certain que la situation actuelle sur le ~~pâle~~ <sup>plan</sup> international est tendue. On peut répéter avec plus de certitude que jamais que nous nous trouvons à la croisée des chemins. *a ce sujet*

Voici quelques réflexions auxquelles se livre <sup>un</sup> économiste bourgeois, tel que Monsieur MASUIN :

Voir Article

Je pense qu'il faut voir que nous nous trouvons devant deux ~~seules~~ <sup>deux</sup> alternatives : *Voici comment se présente l'alternative*

- 1) ou bien les pays de l'Europe occidentale resteront ~~enchaînés~~ enchaînés à la politique du dollar et ~~à la~~ politique de Truman, et ~~ils~~ continueront à ~~s'engager~~ s'avancer dans la voie dans laquelle ils ~~sont~~ sont engagés à ce moment.

*existe de voir les impérialistes*  
Dans ce cas, il existe le danger sérieux de voir ceux qui, actuellement, dirigent cette politique, se rendre compte qu'ils sont de plus en plus acculés dans l'impasse et essayer d'en sortir en recourant à un moyen devenu classique : la guerre. Dans la mesure où cette politique continue à être appliquée, il existe un danger de voir éclater une nouvelle guerre mondiale.

- 2) *ou bien* ~~Seconde alternative~~ : les pays de l'Europe occidentale se rendent ~~compte~~ <sup>ont</sup> du danger que crée cette politique, ~~et~~ ~~se~~ tourneront leurs regards vers l'Union soviétique et l'Europe orientale et collaboreront économiquement avec elles.

*Et ce cas, le danger consiste de voir les impérialistes  
gâchées de plus en plus enfoncées dans les contradictions  
essayer d'en sortir en recourant à la guerre*



Revenu National.- D'après le rapport de Baudhuin, le revenu national passe de 64.150 milliards en 1938 à 202.400 en 1946 ce qui donne le coefficient 3,15

L'ensemble des salaires et traitements est estimé à 95½ milliards pour 1946 contre 36½ en 1938. ~~XXXXXXXXXX~~ Il faut tenir compte que dans ces 95½ milliards, il y a 7, 2 milliards versés à la Sécurité sociale et 3 milliards de salaires noirs. Il s'agit donc d'une estimation "généreusement comptée" Le coefficient d'augmentation ne dépasse pas 2,61.

D'après M. Baudhuin lui-même, le cout de la vie dépasse 315 ce qui corrobore notre thèse que "depuis la libération, le standard de vie des travailleurs n'a jamais dépassé 70 à 80% de ce qu'il fut avant guerre.

Mais les revenus autres sont estimés à 10.900 milliards en 1946 contre 27,650 en 1938. ce qui donne un coefficient de 3,87.

La comparaison s'impose entre les deux indices :  
2, 61 pour les travailleurs, 3,87 pour le reste.

Les travailleurs ont été frustrés des avantages résultant de la reprise économique dont ils furent les principaux artisans.

Si l'actuelle politique des prix et salaires est maintenue, il y a grès à parier que la répartition du revenu national sera en 1947 moins équitable encore qu'en 1946.

Une autre constatation à tirer de l'étude de M. Baudhuin, c'est que le capital est rémunéré dans des conditions tellement généreuses qu'il y a incontestablement possibilité de relever les salaires et traitements sans augmenter les prix.

En 1938 les salaires et ~~XXXXXXXXXXXXXX~~ appointements représentaient 57% du revenu national, aujourd'hui 47%. Pour arriver à la même répartition du revenu national qu'en 1938, les salaires et traitement auraient pu être en 1946 supérieurs de 20% à ce qu'ils furent.



Conclusions du Rapport du Camarade Lelmand, B.P. du 10/9/47

On a quelque peu exagéré le raidissement. Il s'agit plutôt d'une mise au point des modifications successives au cours des dernières semaines. Ce n'est pas un tournant, mais une revue de l'évolution. Notre position avant le BP est apparue avec assez de précision et ne ~~diffère~~ diffère pas tellement de la position développée aujourd'hui.

Nous revendiquons ~~xxxx~~ d'adapter les salaires en partant de la constatation que les travailleurs n'obtiennent pas la part qui leur revient. Mais le gouvernement, lui, n'accorde des rajustements qu'au compte-goutte. Il prétend toujours qu'il faut attendre le salut de la baisse des prix. Campagne spectaculaire auprès de l'acheteur campagne qui fait crouler le gouvernement sous le ridicule. Campagne contre les petits commerçants. Discours de Moens à la Radio.

Pendant que le Gt amuse le tapis :

- 1) Le prix normal fait monter les prix.
- 2) Augmentation des loyers ouvrant la porte à toutes sortes de pressions de la part des propriétaires.
- 3) Suppression des subsides provoque une psychose de hausse.
- 4) Gt accepte l'augmentation du prix du ciment qui, dans le secteur du bâtiment et de la reconstruction équivaut à l'augmentation du charbon.
- 5) Subside de 500 millions pour engrais azotés, alors qu'il avait été entendu que la hausse du charbon n'entraînerait pas de hausse.
- 6) Il a suffi que le Parti parle de diminution du prix du charbon pour que les charbonniers revendiquent la hausse.

La classe ouvrière reste disposée à appuyer une politique de baisse des prix. Mais si les prix sont lâchés, les travailleurs exigeront le déblocage des salaires.



Nouvel argument : l'analyse magistral de Baudhuin du revenu national. Lutte contre la vie chère. Ce serait une erreur de croire qu'il est question d'honnêteté. (malhonnête est donc celui qui veut gagner ~~l'argent~~ plus? L'ouvrier qui revendique meilleur salaire?)

Comités de Vigilance dont a parlé Dejace : il serait faux d'y participer dans l'esprit où ils fonctionnent actuellement. Poser le problème de la lutte pour l'abaissement des prix, tel que nous le posons et l'opposer à la position démagogique des milieux gouvernementaux.

Tendance du Gt à nous compromettre : invitation aux Femmes Communistes à participer au Comité de Lutte contre la Vie chère. Nos camarades devront y défendre nos positions. Impossible adopter position gouvernementale.

Faire mieux apparaître le Parti dans la question des petits commerçants. D'accord pour autant qu'en parlant au nom du P. nous puissions atteindre d'aussi larges masses.

Dans notre presse, avons marqué nettement notre position. Malheureusement notre presse ne pénètre pas suffisamment.

Les articles du DR traitant des questions de petits commerçants devraient être abondamment diffusés dans les classes moyennes (exemple d'un camarade envoyant à tous ses amis) Exposition de la RV à Vilforde dans une boucherie fermée.

Le meeting de Bruxelles pourrait être répété et je n'ai pas renoncé à parler devant un auditoire de petits commerçants.

Insiste sur la nécessité d'une manifestation de solidarité des employés des grands magasins avec les petits commerçants touchés par la répression. Mais pour cela, il faut qu'il y ait en même temps grève revendicative des employés, sinon cela ne donnera rien.



### Conclusions Lalmend 3.

Rapport entre Parti et les syndicats.- Deja ce demande que le P. aide plus les syndicats. Sous forme d'appui aux actions revendicatives?

N'avons jamais hésité de renforcer les organisations syndicales. A l'occasion de la CNT avons rendu hommage aux dirigeants syndicaux. Avons lancé le mot d'ordre de soutenir les dirigeants syndicaux. Avons même proposé de créer commission avec représentants FGTB et représentants des deux partis ou vriers. D'accord de prendre de nombreuses initiatives et de consulter au préalable les syndicats.

D'accord de travailler sur le plan parlementaire en accord aussi étroit que possible avec la FGTB.

Apolitisme.- La meilleure façon de réagir, ce n'est pas de polémiquer mais de donner des mots d'ordre justes. Nous touchons ainsi au point le plus délicat soulevé par Terfve. Donner des mots d'ordre peut être interprété comme de l'ingérence dans les affaires syndicales. C'est une question de tactique. Mais un parti prolétarien ne peut pas ne pas avoir d'avis sur des problèmes ouvriers. Il faut tenir compte des susceptibilités. C'est une question de poids et de mesure.

Aujourd'hui, si nous demandons le déblocage des salaires, ce n'est pas un geste de mauvaise humeur de notre part, mais la traduction de la volonté de la classe ouvrière. La preuve en est que nos ~~ennemis~~ adversaires sont des plus prodents à nous combattre. Pas de tollé parce que politique des prix et salaires du Gt est discréditée. Volonté de lutte accrue dans la classe ouvrière.

Cela ne veut pas dire que nous pouvons faire fi de la susceptibilité des organisations syndicales. D'accord que c'est au syndicat de donner des mots d'ordre. Eviter de faire apparaître publiquement nos mandataires, les porte-paroles du Parti. Cela doit être le fait des







Situation Internationale. Des camarades ont dit que la peur de la répression amène des membres à quitter le Parti. C'est peut-être vrai, mais je proteste contre cette façon de présenter les choses. Il faut dire que le nombre de nouveaux membres comble largement le nombre de démissionnaires. Depuis des mois, les effectifs augmentent. J'ai la conviction que si le Parti était mobilisé, nous obtiendrions de meilleurs résultats. Or, aujourd'hui, les bulletins d'adhésion simplement publiés dans le journal rendent. A Laeken, à un meeting de moins de 50 personnes on fait 9 adhésions. Felicie Mertens, après un meeting fait 6 adhésions. Multiples exemples de ce genre. Nous avons incontestablement en ce moment le vent en poupe. L'influence du Parti grandit. Ce n'est pas en nous repliant que nous allons combattre le courant de frousse. Il faut voir la situation dans son ensemble.

Perspectives de guerre.- La guerre est le commun des mortels. Là n'est pas la question. S'il y a une perspective de guerre, nous devons le dire, ~~xxxxxxx~~ il est de notre devoir d'alerter les partisans de la paix, les ennemis de la guerre. On peut éviter la guerre. Les fauteurs de guerre ne sont pas du tout certains de ~~xxxxxxxxx~~ remporter la victoire. Nous avons déjà souligné la faiblesse de l'impérialisme américain. C'est la meilleure façon de neutraliser la propagande de ces fauteurs de guerre. ~~xxxx~~ Il faut en parler pour démontrer qu'on peut l'éviter.

Dépérissement de notre économie et menace de guerre; On ne peut lutter contre le dépérissement que dans la mesure où on amène les pays de l'Europe occidentale à renoncer à la politique du dollar. La perte de notre indépendance constitue un des aspects ~~xxxxxxxxx~~ de la politique du dollar.

Masoin a d'une façon lumineuse fait ressortir les perspectives que comporte pour l'Europe la politique du dollar. La politique du



Conclusions Lalmand 6.

dollar entraîne l'affaiblissement de la situation des peuples d'Europe. Il est certain qu'il n'est pas plus facile d'empêcher ce dépérissement de notre économie que d'empêcher la guerre. La politique du dollar implique le dépérissement de notre économie et peut contribuer à conduire à la guerre. Aussi, il n'y a qu'un moyen, c'est de lutter contre la politique du dollar. Ceux qui défendent la politique du dollar sont les mêmes que ceux qui provoquent à l'intérieur une politique néfaste ~~xxx~~ ~~xxxxxxxxxxxxxxx~~ Ils essaient d'appliquer ici les méthodes américaines d'hostilité à l'égard des organisations ouvrières et à toute réforme qui ne soit plus capitaliste et libérale à 100%.

D'accord pour la brochure sur l'uranium.

Politique des prix et salaires.- Il est temps de prendre une position nette, ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ La politique de valorisation des salaires par la baisse des prix est un leurre. Il faut exiger l'adaptation des salaires.

(Terfve craint qu'une hausse générale consacre l'inégalité des salaires)

Nous devons dire déblocage des salaires parce que cela permet des rajustements de salaires de toute nature permettant de mettre plus d'ordre dans les salaires. <sup>ou</sup> Il ne faut pas dire augmentation générale de 10%. Il y a des secteurs/il n'y a pas lieu d'augmenter, tandis que dans d'autres secteurs, il faudrait plus que 10%.

Déblocage avec la notion de remettre aux commissions paritaires de régler la question des salaires.

Nous ne lâchons cependant pas notre volonté de mettre tout en œuvre pour faire baisser les prix.

~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ La proposition d'une convocation de la CNT m'enthousiasme de moins en moins, c'est une des formes les plus typiques de la tactique employée à l'égard des salaires.



## Conclusions Lalmand 7.

Provoquer des réunions entre patronnat et salariés et faire jouer au Gt le rôle ~~de~~ de conciliateur, or, le Gt comptant des socialistes, les syndicalistes le présentent comme le défenseur de la classe ouvrière. Et pratiquement, cela joue toujours en faveur du patron et. Avec le gouvernement que nous avons, des pourparlers directs seraient de nature à donner de meilleurs résultats.

Rapports avec MSU. A la suite de l'entretien de Terfve avec Renard, nous devons être alerté par cette campagne de semi opposition à notre égard que Renard adopte. Il y aurait peut-être lieu de provoquer une assemblée générale au sein de laquelle des militants communistes seraient en contact avec des militants MSU. Devons faire l'impossible pour entretenir des rapports avec le MSU. Cependant il faut bien leur faire comprendre que notre désir d'unité n'ira pas jusqu'à leur permettre de croire que nous adopterions leurs positions.

Devons dire clairement à Renard : "Tu défends une position fausse, la prime d'assiduité, c'est une façon de faire avorter ~~le~~ le mouvement actuel. ~~Les travailleurs ont réalisé des bénéfices suffisants~~ ~~c'est une façon de faire avorter le mouvement~~

Que propose encore Renard? un congrès de la FGTB, c'est à dire qu'il rejette à un congrès la responsabilité de prendre position sur la question des prix et salaires plutôt que d'agir immédiatement.

Dans la mesure où le MSU s'obstine à pratiquer une telle politique, nous ne pouvons pas ne pas le combattre parce qu'une telle position apparaît d'autant plus dangereuse qu'elle est défendue par des syndicalistes de gauche. Notre désir d'unité ne peut nous amener à participer à une politique aussi néfaste. Nous ne pouvons appuyer le MSU que dans la mesure où il défend une position que nous pouvons appuyer. Aujourd'hui Renard soutient plus efficacement le Gt qu'un Major ou Finet.



Conclusions BP du 10/9/47  
-----

D'accord avec le/ rapport et les conclusions de Lalmand : décisions :

Résolution dans le journal de samedi : Tarive, Dejace, Burnelle, Hersens

Schéma pour meetings Bruxelles : Burnelle.

D'accord pour petite brochure sur uranium.



.....  
En ce qui concerne la situation en Belgique, <sup>les milieux</sup> ~~non seulement~~  
~~sous l'angle d'approvisionnement en dollars, mais en général, on~~  
~~fait~~ preuve d'un optimisme béat, ~~et nous pouvons affirmer que~~  
~~cela~~ ne se justifie pas du tout. Examinons <sup>la</sup> situation, <sup>les conclusions</sup>  
~~nous constatons un recul sensible de la production qui était en~~  
avril <sup>à l'indice</sup> 115,2 - <sup>nous descendu</sup> et est devenue à l'indice 101,8 en août.

Il y a également au cours du mois d'août, <sup>il est évident</sup> un inquiétant  
recul en matière d'exportations, qui ~~était~~ de 6 milliards <sup>en juil.</sup>  
juillet, et ~~est~~ descendu brusquement en dessous de 4 milliards  
en août. <sup>le mois précédent</sup>

<sup>on a enregistré</sup> Nous avons constaté à la bourse une hausse que l'on doit  
qualifier de spéculative, de la plupart des valeurs industrielles,  
et qui <sup>se produisant</sup> s'est produite au moment où les affaires <sup>ne justifient</sup> économiques sont  
<sup>nullement l'optimisme</sup> loin de la justifier; et nous assistons <sup>on a vu</sup> en même temps à une bais-  
se persistante des fonds d'Etat. Nous voyons ainsi se manifester  
avec plus de <sup>netteté</sup> précisions, une série d'indices de la crise écono-  
mique, <sup>l'indice qui se fait</sup> et nous voyons se préciser la menace de la dévaluation.

Le Gouvernement SPAAK détient le pouvoir depuis 6 mois, et  
le moment est venu où l'on peut procéder à établir un bilan.  
<sup>ns</sup> On dispose <sup>donc</sup> aujourd'hui d'une période <sup>de référence suffisamment</sup> assez longue pour peser  
objectivement <sup>la</sup> gestion de Spaak.

Spaak a dit que son gouvernement serait plus à gauche que  
les autres et qu'il <sup>que</sup> fallait s'attendre à voir la Belgique <sup>exact</sup> sau-  
vée grâce à la collaboration de la civilisation chrétienne et <sup>du</sup>  
le socialisme.

Je ne crois pas que beaucoup d'ouvriers <sup>ont</sup> été convaincus  
ou enthousiastes par la formule, - parcontre je suis tenté de croi-  
re que l'entrée du P.S.C. au gouvernement, avait fait naître une  
grande espérance parmi les paysans et la <sup>classe</sup> moyenne; on a dû  
déchanter dans ces milieux et les espérances ont fait place à



<sup>la</sup>  
~~une~~ morne désillusion .

En effet le gouvernement <sup>Donni</sup> est loin d'avoir apporté satisfac-  
tion aux paysans, ~~et nous avons vu au D.R. un article dans lequel~~  
~~notre collaborateur au journal résumait ce que le gouvernement~~  
~~avait réalisé de négatif pour les paysans.~~

Je ~~vous conseille de lire cet extrait, il nous~~ <sup>arme</sup> ~~servira pour~~  
~~notre propagande parmi la paysannerie .~~

En ce qui concerne <sup>la</sup> classe <sup>moyenne</sup>, <sup>la</sup> désillusion est en -  
core ~~beaucoup~~ plus grande, ~~et je suis persuadé que jamais nous~~  
~~n'avons eu une possibilité aussi grande de pénétration parmi la~~  
~~classe moyenne , et on se rend compte de la démagogie à laquel-~~  
~~le s'est livrée le P.S.C.~~ <sup>matière de</sup> En ~~ce qui concerne la~~ politique des prix,  
il <sup>est clair</sup> apparaît ~~clairement~~ qu'on entend faire jouer <sup>aux</sup> ~~les~~ classes moyen-  
nes le rôle de bouc émissaire , ~~et je n'hésite pas que nous~~  
~~devons qualifier de démagogue l'attitude adoptée par le gouverne-~~  
~~ment .~~ <sup>P.S.C.</sup> Malheureusement ~~les socialistes~~ <sup>socialiste</sup> et ~~les milieux~~ syndica -  
listes se sont associés à cette campagne. Si la politique des prix  
s'avère être un fiasco total, c'est pour la raison <sup>he</sup> simple que le  
gouvernement s'obstine à ne pas contrôler les prix dans le sec-  
teur <sup>de la</sup> distribution; ~~et ce qui vient confirmer ce point de façon é-~~  
~~clatante , c'est qu'un syndicaliste dit , après la déclaration~~  
~~de SPAAK à propos des sidérurgistes , " ... doit - on attendre~~  
~~qu'on ait le couteau sur la gorge pour découvrir qu'il y a moyen~~  
~~de céder ..... % et de réduire le prix de 100 fr la tonne; nous~~  
~~regrettons pour eux qu'ils n'aient pas fait ce geste spontanément,~~  
~~et nous regrettons davantage que le gouvernement ne se soit pas~~  
~~rendu compte de la chose."~~

Ce qui se passe en sidérurgie est également vrai pour toutes  
les autres ~~produits~~ industries, et nous nous rendons compte que  
tous les prix essentiels en Belgique sont des prix ~~surfait-~~ tru -  
qués; la plupart des ~~membres~~ du gouvernement en sont convaincus



tout comme nous, et ils ne font rien pour faire apparaître au grand jour le profond échec en matière de leur politique des prix.

*Et puis on se tourne contre*

~~On se retourne contre la~~ classe moyenne, désignée<sup>seulement</sup> comme responsable de tout le mal et on se lance contre elle dans une campagne de répression que jamais je n'aurais voulu, étant au département du ravitaillement. *une incohérence que tout le monde*

~~Aujourd'hui pour les moindres peccadilles on leur inflige des amendes très lourdes; cette fois-ci le parquet est du côté du ravitaillement, et celui-ci inflige des des fermetures qui ne sont pas en rapport avec l'importance du délit, et tout le temps on donne au petit comme çant en exemple les coopératives et les grands magasins.~~

Dans ~~la~~ campagne <sup>apparaît nettement</sup> actuelle il y a le désir d'éliminer par la violence des éléments qui incontestablement se trouvent <sup>en revanche</sup> dans le secteur de la distribution; mais, s'il y a trop de petits commerçants, <sup>- ce que ceux-ci</sup> il est certain que les petits commerçants sont les premiers à regretter ~~ce fait; que~~ n'est pas de leur faute ~~XXXXXX~~ <sup>si</sup> aujourd'hui encore tout le monde peut <sup>n'importe que</sup> s'inscrire au <sup>si j'ose</sup> registre

de Commerce. <sup>on</sup> Et on leur dit comparez le prix fait par les coopératives <sup>et les grands magasins d'une part à ceux pratiqués par les petits</sup> et celui des petits magasins. Est-ce de leur faute que dès le début le petit commerçant doit payer une taxe de 9 % et plus, <sup>qui il paye des taxes de consommation de 9% - parfois de 10%</sup> alors que les coopératives et les grands magasins ne paient que <sup>bandes qui</sup> ~~0.1...~~ %.

<sup>On reproche aux petits</sup> Les méthodes utilisées par le détaillant sont des méthodes du passé qui ne peuvent pas se comparer avec les méthodes <sup>désuètes et anti-économiques</sup> évaluées des grands magasins; mais <sup>qui a fait</sup> le gouvernement qu'a-t-il fait pour encourager la constitution de coopératives, <sup>de</sup> dans le secteur de distribution, <sup>n'est-ce pas</sup> il est le principal responsable de la situation <sup>de laquelle se nourrit le petit commerce</sup> du petit commerçant, et celui-ci est le premier à en pâtir alors que c'est lui qu'on veut rendre responsable de tout.



<sup>uniques</sup> Les socialistes <sup>des deux</sup> dans leur majorité et <sup>des chefs</sup> certains éléments syndicalistes, <sup>refusent de</sup> font preuve d'une incompréhension totale, et montrent une fois de plus qu'ils sont d'exécrables politiciens, car ils perdent de vue ce dont ils devraient tenir compte, à <sup>de</sup> savoir, qu'il y a une communauté d'intérêts entre les ouvriers et la <sup>la</sup> classe moyenne. <sup>qui ont la dam accue</sup> Cette politique dirigée contre les classes moyennes <sup>réfèrent de voir que la lutte actuellement menée</sup> est directement favorable au grand capital, et nous constatons qu'une presse ultra réactionnaire fait une charge à fond contre le gouvernement, et se livre à une démagogie qui ressemble à celle qui se livrait lorsque le P.S.C. ne faisait pas partie du gouvernement.

Le P.S.C. est infiniment plus habile.  
Pendant que ces ministres prennent les mesures de répression, des parlementaires de droite, la presse de droite se reprend les mots d'ordre démagogiques dont on se servait naguère contre le g. de gauche.



## Politique prix et salaires:

baissé des prix? prix normal - subside - hyper  
ciment - azote - charbon | Restes partisans humains

Débloccage des salaires - revenu national  
possible moyen

---

Parti - syndicat Effort du P rapprocher syndi-  
cat syndicat

comment réagir contre apolitisme -

par mots d'ordre juste - mais éviter interventions directes  
repreneurs mot d'ordre travail. (Bispy)

Parti doit apparaître davantage à la gauche - (Bun).  
à travers des assemblées gles - etc.

seule presse

propositions Bertrand

Revenez action commune - large action  
Congrès FGTB - Congrès revendicatif

pour donner manœuvres anti-unitaire

Les patrons cèdent : résultat positif

affiliation au syndicat. **FP**



---

✓ Lutte et vie chère - à poser pas sur le plan  
de l'honnêteté

Comités de vigilance (Oguz).

conflict pet comm. parti apparaît P



presse -

journal special  
w<sup>th</sup> meeting -

recrutement - parlant.

Solidarity among -



exemple Wilson

---

Parliament: indemnité parlementaire

person S.P.

situation économique. Spéciale absol.

Situation <sup>internationale</sup> ~~globe~~: peu répression? augmentat

nombre de membres - repli possible réaction

recrutement.

Perspective de guerre = effraye - il faut dire la parole  
et autant plus qu'on peut éviter la guerre. -

dépensement - guerre -

distinction entre 2 Amériques

Parlement de guerre  
serait meilleur

---

Orateurs - brochure.



Montenue - Coenen - Burkand -

VH. ~~138~~

~~80.000~~

500.000.

80.000

Rapports avec MSU -

Contact avec nos militants  
essentiellement réunion commune

Campagne systématique Renard -

Compte au C.F.G.T.B. avec perspectives  
de faire abandonner politique pure  
préparé en soutenant cette politique

C.N.T. 94 - page important!!

Prime d'annuité Adenauer  
13ème mai



B.P. 10.9.47.

La situation internationale reste tendue, elle ne s'est pas modifiée dans ses éléments essentiels, tels qu'ils furent déterminés par le dr. C.C.

La décision de Londres, prise le 20/8 dr. de suspendre la convertibilité du ~~sterling~~ la livre en dollar, a fait apparaître au grand jour les ~~véritables~~ véritables desseins de la doctrine Truman, tandis que se manifestaient plus brutalement que jamais, les contradictions inhérentes du régime à son déclin.

Les partisans les plus naïfs du régime ont été amenés à faire certaines constatations, ~~et~~ c'est ainsi qu'ils découvrent la lutte brutale pour la conquête des débouchés et des sources de matières premières, c'est ainsi qu'ils constatent que la suprématie des E.U. rend cette lutte très inégale, c'est ainsi qu'ils en arrivent à se demander si les E.U. ne sont pas uniquement soucieux de sauvegarder leur propre prospérité au détriment du reste du monde.

Les spécialistes estiment que pour 1947 la balance des comptes des E.U. donnera un solde en boni de l'ordre de six à huit milliards.

Angleterre 1946 importations des E.U. 50%

exportations vers E.U. 15%

Belgique 6 premiers mois import. 8,5 milliards

export. 1,35 "

Répercussions en Belgique : bas nylon - industrie du cuir -  
froment - etc.

aggravation lorsque marché intérieur E.U. saturé et que export.  
diminuant, concurrence américaine donnera en plein.

L'écart constant et constamment croissant entre exporta. et imp. E.U. devait fatalement conduire à la pénurie du dollar rendant celui-ci plus précieux et le prestige des E.U. plus grand, mais en même temps, la pénurie de dollars



devait forcément conduire à un rétrécissement du commerce international, à de profondes modifications dans les échanges commerciaux. Il est clair que les E.U. auraient été les premiers à pâtir de pareille évolution de la situation.

Pour parer au danger, Washington pratique la politique des crédits, qui lui permet d'une part de maintenir ses exportations et avec elles son niveau de production indispensable, d'autre part d'imposer des conditions de plus en plus dures à des débiteurs aux prises avec de très sérieuses difficultés financières.

Les crédits s'épuisèrent plus rapidement que ne l'avaient prévu les emprunteurs.

Optimisme des ministres labouristes.

Augmentation des prix aux E.U. suite retour à la liberté.

Au fur et à mesure que s'accroissait la pénurie de dollars, la pression exercée par les E.U. devenait plus forte, ses interventions plus directes.

Plan Marshall ébauche de moratoire.

Grèce (ministères) (formation gouvernement)

Injonctions concernant nationalisations

OBSERVER "Le Soir" 25/8

" Les milieux officiels américains, d'une part, reprochent à l'Angl. d'avoir suspendu ses exportations de charbon et, d'autre part, ils invitent la France à manifester par des actes sa volonté de redressement, "condition indispensable d'une collaboration étroite et efficace". améric.

De tels avertissements en de telles circonstances, ont manifestement une portée politique. Ils équivalent à une critique indirecte de la nationalisation des mines en G.B., et sans doute aussi des méthodes administratives et gouvernementales françaises. Ils peuvent être rapprochés d'autres déclarations américaines, considérant l'appui des E.U. aux pays d'Europe comme un élément de défense contre l'U.R.S.S. "

Par ailleurs, l'organe du mouvement coopératif "Le Reynold News" de Londres s'insurgeait

~~récent~~ récemment contre "la tendance capitaliste américaine à ne considérer

les choses essentielles de la vie en Angleterre et en Europe que sous l'an-



gle d'une lutte contre la Russie et les communistes. "

*L. B. 64 " Bulletin World - America I Soc. All. Ann. I A.*

L'intention bien arrêtée de l'impérialisme yankee de contrôler et d'orienter à son profit l'économie mondiale ne peut plus faire de doute. Comme l'a souligné le précédent C/C. il s'agit pour les E.U. de transformer l'économie européenne en une économie de complément .

La politique du dollar conduit les satellites des E.U. à la vassalisation et à la misère.

● Nous avions déjà au précédent C.C? attiré attention sur certains signes d'inquiétude qui se manifestaient à Londres et à Paris.

La décision de Londres de suspendre convertibilité apparaît comme un effort courageux en vue de desserrer l'étreinte.

Cet effort a été accompagné de maints commentaires fort peu favorables ~~xxxx~~ à la politique du dollar.

Economist. "Peu de Britanniques accordent créance à la thèse communiste selon laquelle, de propos délibéré, la politique américaine vise à ruiner la G.B. mais on pourrait certainement en faire la preuve....

La dépendance à laquelle nous astreignent les A. ne durera pas éternellement. Un jour viendra où la G.B. sera capable de se débrouiller sans dollars.... "

Buset - Soir 28/8

" Il n'est pas impossible, d'autre part, que les seize gouvernements qu'avait séduits de prime abord le plan Marshall ne se mettent à regarder de plus près ce qu'on leur offre. Peut-être même découvriront ils un jour que l'entr'aide des pays éprouvés par la guerre serait aussi une voie de salut.

Tout cela ne manque pas d'être inquiétant du point de vue américain. Car les Américains ont beau se croire "on top of the world" ils ont aussi leur problème, leur très gros problème, qui est d'exporter rapidement, massivement et profitablement, sous peine d'arriver tôt ou tard à une effroyable crise de chômage."



La mesure prise par Londres a été contagieuse, constatent les Américains  
 Nombreuses commandes passées en Amérique ont été décommandées à cause de  
 la pénurie de dollars.

Plusieurs pays qui s'approvisionnaient aux E.U. presque exclusivement -  
 France - Angleterre - essayent de se couvrir ailleurs -

Possibilités de rapprochement avec l'Europe Orientale, d'abandonner la politi-  
 que du dollar.

Rétrécissement commerce international - diminution des exportations E.U. de  
 7% en juillet après un premier recul en juin - recul beaucoup plus sensible  
 août - septembre

Menaces de crise qu'on avait cru pouvoir écarter grâce au plan M.

Plan M. ne crée plus grandes illusions - conférence Paris n'a pas donné  
 résultats escomptés - méfiance britannique commonwealth)

Sérieuses inquiétudes en Amérique .

~~Sixième~~ "Agence Financière et Economique des 23/24 août signalait déjà que:

" Des experts américains ont déclaré également que ces mesures (suspension  
 convertibilité du sterling)

1°) accentueraient la crise mondiale du dollar

2°) réduiraient les demandes du marché pour des dentées importantes.

On prévoit que de nouveaux contrôles d'importation seront exercés par des  
 pays de l'Amérique latine.....

Les observateurs américains font un nouvel examen - de l'étendue de la crise  
 britannique et avouent que la crise retardée sera peut-être plus grave qu'on  
 ne l'avait supposé tout d'abord. "

Se trouve-t-on devant un revirement profond qui clarifierait situation et  
 permettrait de grands espoirs.

Tension entre E.U. et G.B. incontestable ( proposition ~~xxxxxxxxxxxx~~ par-  
 tage or - injonctions yankees)  
 mais par contre continuent à communier dans commune hostilité à l'égard de  
 l'U.R.S.S.

Redressement de l'Allemagne

augmentation production acier - machines -



conséquences : charbon (livraisons américaines)  
 diminution prestations réparation *augm. prix charbon Ruhr pte dollar*  
 entrave développement économique voisins Allemagne  
 ravitaillement *et contrôle.*  
 sécurité (News Chronique: reproche dissocie pas *niveau indust*  
 contre partie pour G.B. charbons de la Ruhr, financement occupation  
 do. pour France nouvel emprunt de 500 millions dollars ?

Sérieuses appréhensions aux E.U. ~~émancipation~~ (émancipation satellites - plan  
 Molotov)  
 Eventuellement disposés à anticiper sur plan Marshall - à ~~xxx~~ se montrer  
 plus coulants -

Les intérêts immédiats - les profits immédiats - seront éventuellement  
 sacrifiés en vue de consolider le régime - de maintenir le "prestige"  
 du dollar - en vue de maintenir l'isolement de l'U.R.S.S. en même temps  
 que l'emprise américaine - FINANCEMENT DE l'ANTI-COMMUNISME ( Prêt à l'Ital  
 Convocation anticipée Congrès Annexell

Politique Truman crée sérieuse menace de guerre  
 néfaste pour pays Europe Occidentale

Ce danger fait apparaître clairement :

signification de la présence des communistes au sein des gouvts.

rôle de gérant loyal du régime capit. joué par certains  
 socialistes.

II A

POLITIQUE ETRANGERE de la BELGIQUE place notre pays au tout premier rang  
 des défenseurs de la politique du dollar en Europe.

Annexe - article de Terfve .

II B

Redressement Allemagne - augmentation prix charbon - aucune  
 protestation - agent de l'étranger

A l'occasion de la décision de Londres milieux officiels belges ont

multiplié déclarations optimistes - Déclaration Frère -

La source de nos dollars - Uranium -



Avons réussi à alerter opinion publique - Enquête "La Lanterne"

article professeur "HOMES" AGEFI 13/8

" Il a fallu l'effort de guerre des E.U. pour décider le monde industriel à maîtriser l'énergie nucléaire, en marge de la réalisation des bombes atomiques. Le grand espoir de demain réside donc de ce côté et la bataille du charbon devrait être remplacé par la bataille du noyau de l'atome. A vrai dire, en 1947, en fonction de la science publiée, nous devons plutôt appeler cette lutte: la bataille de l'uranium.

Qui ne sent que la Belgique se devrait de livrer de toutes ses forces cette bataille là? L'armement et les combattants se trouveraient; mais, voilà; nos gouvernants veulent-ils livrer cette bataille?

Il conviendrait qu'on le sache.

Spaak trahit les intérêts vitaux de la Belgique en même temps que ceux de l'Europe.

L'optimisme béat qu'on affiche volontiers dans les milieux officiels ne se justifie nullement.

Recul de la production - passe de 115,2 en avril à 101,8 en août.

Recul des exportations - descendu en dessous de 4 milliards en août contre près de 6 milliards en juillet.

Hausse spéculative valeurs industrielles - baisse fonds d'état - nouveau relèvement du ~~taux de~~ loyer de l'argent -

indices de crise - menace de dévaluation.

Le moment est venu de faire le bilan du gr. Spaak.

~~XX~~  
~~XX~~

~~XX~~

Promesses Spaak - méfiance travailleurs -

Espérances paysans et classes moyennes

Paysans - Annexe 4

Classes moyennes - propriété commerciale - bouc émissaire -  
contrôle - grandes possibilités pour le Parti.  
Attitude du P.S.C. attitude des socialistes.

Sinistrés : indemnité parlementaire -

Travailleurs : on avait promis résorbé écart entre prix et salaires -

C.N.T. succès suivi de désillusion



On compare à nouveau : production-bénéfices - salaires  
Revenu national 1946 - 190 milliards contre 65 milliards en 1938

mais gouvernement maintenant blocage des salaires - (réajustements difficiles)

d'accord - comment réaliser ?

Ce qu'il a fait : éducation de l'acheteur -  
campagne contre secteur détail

mais en même temps :  
prix normal - suppression subsides - augmentation loyer - prix ciment -  
subside azote - pour parler patrons charbonniers

Grand mécontentement - nombreux arrêts du travail

Leit motiv : ~~augmentation de la puissance des machines~~-adaptation  
salaires au coût de la vie.

Prix pratiquement libres , gouv't. qui prétend les faire baisser, s'avère dans la plupart des cas incapables de les maintenir aux niveaux officiels Bénéfices capitalistes soumis à aucune contrainte - blocage des salaires ne se défend plus à

Objections - hausse salaires - hausse prix - dévaluations

Gouvernement obligé jeter du lest -

C.G.S.P.

Sidérurgie Liège -

Nous soutenons revendications travailleurs -

Attaques du côté des amis du gouvernement -

Grève des dockers -



Préparation offensive contre unité syndicale -

Dr. Comité National F.G.T.B.

Prise de position Gailly.

Défendre l'unité en développant l'action.

Parer a toute éventualité - journal tendance.

Renforcer parti - travail aux entreprises - pénétration classes moyennes

paysannerie - disposons d'immenses possibilités -

ne pas nous laisser isoler -

Mener l'attaque résolue contre le gouvernement :

1 dénoncer comme agent de l'étranger, valet de l'impérialisme yankee -

nous faire les défenseurs de l'indépendance du pays, des intérêts vitaux de la nation -

rassembler tous ceux qui s'opposent à la main-mise américaine (certains milieux capitalistes)

Sur le plan intérieur : incohérence et incompetence -

situation financière ( Bretton Woods)

Pas de plan économique malgré crise qui approche ( reequipement)

Pas de plan pour parer aux difficultés ravitaillement -

Politique du chien crevé - politique du laissez faire dont les couches laborieuses paye les frais

~~Si coalition- très divisée- tient encore, c'est grâce à l'ap-  
pui de Washington~~

mais perdu confiance du pays

~~XXI~~



Burnelle. - Demande que le P. apparaisse plus dans la question des classes moyennes. Signale que la vente par les BJ du n° du DR contenant l'article Lalmand sur les classes moyennes a été fort bien accueillie. Liège en fait un tract. Suggère qu'on trouve pour les classes moyennes un slogan.

Conflit des métallurgistes. Le P. devrait apparaître, parler aux entreprises.

Situation crée une certaine panique. Nécessité de développer à nouveau campagne de meetings. Montrer les forces de paix. Appel à la lutte. Menor campagne pour échanges commerciaux avec l'Est.

Borremans. - Illusions Marshall envolées. Courant anti-américain.

Réactions dans les cinémas contre Spaak et Amérique.

Travail aux entreprises est meilleur, mais encore insuffisant. A Liège, avons grosse influence, le MSU n'est plus maître. Renard a demandé 3 mois de congé à FGTB pour retourner à Liège. Aujourd'hui, ordre du jour pour extension de la grève.

Influence Gailly maintenue à Charleroi.

Progrès dans le Centre.

Pas assez de n. du P. syndiqués.

Position à l'égard du Gt, s'attaquer contre certains éléments, mais pas à la politique socialiste en bloc.

Signale désaffection syndicale.

Glineur propose que chaque membre du BP reçoive le rapport de Lalmand.

Signale qu'il est question d'une fourniture américaine de 500.000T.

d'anthracite que le Gt devrait subsidier. Confirme mainmise am. sur écon.

Propose propagande dans le DR et brochure très simple sur l'uranium.

Demande dans le DR des petits articles courts développant les déceptions conséquence du Gt Spaak;

Y accrocher la question du recrutement. Créer psychose de recrutement.

Souligne la gravité de l'exclusion des dockers syndicalistes d'Anvers.

Menace pour unité syndicale.

Dejae. - Ne pas se leurrer quant aux possibilités de grève de solidarité des petits commerçants. Personnel grand magasin ne marchera pas.

FGTB commence à demander contrôle des prix, non chez détaillant mais à la source.

Réactions Comités de Vigilance contre la vie chère.

Blocage des salaires ne se justifie plus. Il faut populariser. Position nette. Récontentement des ouvriers. Grèves. Fais attention à l'apolitisme.

Le P. se contente trop de se laisser appeler par les syndicats. Devrait aller au-devant.

Il faudrait documenter les syndicats régionalement.

Devrions lancer slogan : mouvement général de la classe ouvrière. Congrès extraordinaire FGTB.

Nécessité journal de tendance avec appui de tous ceux qui veulent y collaborer.

Lutte contre tendance de certains camarades à vouloir refaire des syndicats. Au contraire, action de base pour faire marcher les dirigeants syndicaux.

~~Borremans~~ - ~~Insistons sur la nécessité de faire marcher les dirigeants syndicaux.~~

Dispy. - D'accord avec rapport Lalmand. Signale les articles de la presse dénonçant le danger américain, difficultés dans lesquelles se trouvent pincées certaines branches de notre industrie.



Il n'y a pas, sur le plan international, que l'alternative : guerre ou progrès social. Il y a aussi dépérissement de nos régions. Important d'insister sur ce dépérissement. Impression dans la masse qu'on peut plus facilement influencer la situation économique intérieure que la situation internationale.

Propose de montrer issues possibles, possibilités lutte contre dépérissement.

Mettre en avant notre plan, en reprendre les éléments essentiels : contrôle PR, orientation économie, nationalisations, rééquipement. Raidissement de notre attitude doit se prononcer plus encore. Plus de meetings mieux préparés. DR doit traduire ce raidissement. Pour grève métallurgistes, sommes trop objectifs. Y intéresser ensemble des ouvriers.

Souligner possibilités de recrutement. Campagne massive. Bulletin d'adhésion. Poser le problème dans les meetings. Peut-être schéma spécial. Dans le DR chronique du renforcement du Parti.

Impérialisme américains. Il faudrait faire la distinction entre les 2 Amériques.

Attitude à la Chambre. Propose interpellation sur politique économique. Projet sur l'indemnité parlementaire.

Grève de Liège. Position du P; n'apparaît pas suffisamment. Article de Joye pas assez simple.

Terve. - A rencontré Renard. Il est certain que notre influence a grandi à Liège et inquiète Renard. Nous reproche d'avoir deux attitudes : contact au sommet et développement d'actions à la base. Reproche entente préalable des communistes entre eux, avant les réunions.

Il y aura incontestablement des frictions à la base entre MSU et P. MSU entend limiter la grève à la région liégeoise. Cependant craint de perdre contact avec la base. A partie liée avec Spaak. Cherche à gagner du temps. N'est pas d'accord de renoncer à la politique des prix et salaires. A comme objectif le congrès statutaire de la FGTB au cours duquel serait posé le problèmes revendicatifs. Ensuite CNT pour mettre décision congrès en application. Entre-temps distraire les ouvriers. Pas de Conseil National de l'Economie; mais une préfiguration. Campagne pour le double pécule en 1948. Nouveau paiement de 650 millions en octobre. Reconnaissance syndicale. Considère quelle scission syndicale serait un gros danger pour la cl. ouv. Propose de discuter du déblocage des salaires à une réunion ultérieure.

Dejace. - Signale qu'il y a eu entrevue avec les patrons de la sidérurgie. Renard a proposé attribution nationale d'une prime de productivité et d'assiduité.

Terfve. - D'accord avec analyse politique extérieure. Raidissement dans le journal a été porté à son maximum.

Lalmand nous propose un tournant dans la politique du P. Le BP ne réagit pas. Nécessité de marquer nettement notre position sur déblocage des salaires. Délicat parceque mot d'ordre politique et syndical. Ne pas sous-estimer capacité de manœuvre de nos adversaires. Ne pas nous substituer aux syndicats.

Attention dans position de raidissement de ne pas faire de l'individualisme. Attaquer les anti-unitaires, mais pas attaquer les individus. L'occasion est-elle bonne pour interpellier la Chambre sur question économique? D'accord pour interpellation sur 180.000 et dommages de guerre.

Van Hoorick. Grosses possibilités étendre notre influence. Et très mal vu. On parle de crise au sein du PSC. Marshall est démesqué. Transposer plan Marshall sur régions.



[illegible]

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX B B X e x t e r n a l x e x e s s e x e x e x e x e x o x c o u r s e x d e o  
d e f i n e v u v u v t o t v i e n e n t x d e v i x v a x i i n i k i y w a i n o r t e w a n x o r i g i n e x e n t x w x



~~Quand on examine ainsi les deux ~~branches~~ branches de l'alternative, on danger de guerre ou possibilité de marche vers le progrès, on comprend mieux la signification profonde de la puissance des communistes au sein des gouvernements et on comprend mieux l'importance énorme que les impérialistes américains ont accordée au départ et à l'isolement des communistes et même leurs tentatives de les mettre hors la loi.~~

~~En examinant les deux branches de l'alternative, on comprend mieux que les socialistes de différents pays ont joué le rôle défini par Blum, le rôle de garant du régime capitaliste.~~

~~La Belgique prend place au premier rang~~  
~~Notre pays est placé au tout premier rang des défenseurs du capi-~~  
~~talisme américain. Terfve rappelle dans son article que c'est la~~  
*l'impérialisme*

~~délégation belge qui a introduit la notion du relèvement prioritaire de l'Allemagne comme condition du redressement économique de l'Europe occidentale, alors que c'est la Belgique qui peut être la première victime du redressement de l'Allemagne. C'est le métier, non seulement d'agents, mais de plate vaolets de l'étranger.~~

~~A la Conférence de Genève, c'est la Belgique qui a soutenu la thèse du libre échangeisme/<sup>intégral</sup> dont seuls les Américains peuvent tirer profit au détriment de la Belgique. Si l'Europe veut se défendre contre le dumping des américains, c'est en se protégeant par certains droits d'entrée. Faisant fi des intérêts vitaux du pays, c'est la Belgique qui se charge ~~xuxuxuxuxux~~ d'introduire cette thèse inadmissible. Au Conseil de Sécurité de l'ONU c'est une fois de plus la Belgique qui a défendu la thèse de l'incompétence du Conseil, thèse dont le seul effet pouvait être de favoriser la guerre~~



thèse dont le seul effet pouvait être de favoriser la guerre colonialiste menée par la Hollande.

Je pourrais ajouter les attaques continuelles de Spaak contre le droit de veto tentant ainsi de détruire le dernier rempart de la paix en faisant sauter le droit de veto. Une fois de plus, la Belgique fait la sale besogne de l'impérialisme yankee. L'augmentation du prix du charbon, les réparations payées en dollars, tout cela n'a pas provoqué la moindre protestation de notre ministre des Affaires Etrangères. La Belgique joue le rôle d'agent de l'étranger dans des conditions particulièrement peu honorables.

Le Gouverneur de la Banque Nationale prenant la parole à la dernière Assemblée des actionnaires <sup>de la Société d'Emis</sup> a déclaré que nous n'avions aucune inquiétude à avoir en ce qui concerne notre approvisionnement en dollars.

<sup>En effet,</sup> Cependant la Belgique continue dépenser des dollars comme si nous étions l'Amérique elle-même, alors que toute une série de pays qui ne se portent cependant pas mal financièrement, <sup>depuis plusieurs mois déjà,</sup> dès juin dernier ont estimé nécessaire de réduire leurs achats en dollars. <sup>vous nous sommes demandés depuis longtemps</sup> mais la Belgique n'a pas ce souci, car en juin dernier les importations augmentaient de

10%. C'était là un problème assez mystérieux pour les ministres communistes lorsqu'ils siégeaient au Gouvernement. D'où venaient les dollars? <sup>qui, et qui ne demandent cette abondance de B.</sup> Aujourd'hui, le mystère s'éclaircit, <sup>m.</sup> Frère a fait des allusions <sup>à nos</sup> discrètes aux sources d'approvisionnement en dollars. Cette <sup>occulte</sup> <sup>Il est à présent généralement admis que c'est de la France aux EO</sup> abondance de dollars constitue la contre partie du cadeau magnifique de la totalité de notre production d'uranium.

de l'uranium congolais qu'il faut chercher la clé du mystère



Claude 3. (3)

*grâce à*  
*ne avons réussi*  
~~Nous devons considérer cela comme un succès que notre propagande a~~  
~~alerté l'opinion publique sur ce sujet. Spaak ne pourra plus long-~~  
~~temps répondre par des grossièretés aux questions posées à la Chambre~~  
~~et au Sénat. En effet, depuis que Spaak a dit Cambronne à Libois, l'o-~~  
~~pinion publique s'intéresse à l'uranium.~~  
*de plus en plus*

*à Marseille*  
Ainsi l'enquête de la "lanterne" (B. ruffin) reprenant les thèses dévelop-  
pées par nous, *après ça* puis un article de l'Agefi sur le problème du charbon  
*parce qu'*  
dans lequel le professeur Homey écrit :

" Il a fallu l'effort de guerre des E-U pour décider le monde indus-  
triel à maîtriser l'énergie nucléaire, en marge de la réalisation des  
bombes atomiques. Le grand espoir de demain réside donc de ce côté et  
la bataille du charbon devrait être remplacée par la bataille du noyau  
de l'atome. A vrai dire, en 1947, en fonction de la science publiée,  
nous devons plutôt appeler cette lutte : la bataille de l'uranium.  
Qui ne sent que la Belgique se devrait de livrer de toutes ses forces  
cette bataille-là? L'armement et les combattants se trouveraient; mais  
voilà, nos gouvernants veulent-ils livrer cette bataille?  
Il conviendrait qu'on le sache?"

~~Spaak trahit les intérêts vitaux de la Belgique et de la Paix~~  
~~européenne~~

~~xxxxx l'opinion publique commence à s'intéresser et que~~  
~~dans des milieux capitalistes la solution du problème de l'uranium~~  
~~a cessé de plaire. C'est devenu un point capital de la situation~~  
~~internationale. La Belgique et les communistes belges peuvent jouer~~  
~~un rôle particulièrement important.~~

~~Ceci nous prouve que l'opinion publique commence à s'intéresser et que~~  
~~dans des milieux capitalistes la solution du problème de l'uranium~~  
~~a cessé de plaire. C'est devenu un point capital de la situation~~  
~~internationale. La Belgique et les communistes belges peuvent jouer~~  
~~un rôle particulièrement important.~~

~~En matière d'uranium et de tractations internationales, il apparaît~~  
~~que la politique étrangère de la Belgique trahit les intérêts vitaux~~  
~~de la Belgique, de l'Europe et de la Paix.~~



Nous ~~serions des idiots~~ si nous ne profiterions de la situation favorable et des bêtises de nos amis socialistes. Je tiens à souligner l'importance du meeting de demain organisé à l'initiative des communistes. Perspectives : déclencher grève de petits commerçants. Mais il faut veiller à ce que leur grève soit de très courte durée. Si les petits commerçants font grève, nous devons en profiter pour faire ressortir de façon éclatante la communion d'intérêts entre les ouvriers et les classes moyennes aussi essayons-nous de mener le syndicat des employés à déclencher une grève revendicative, coïncidant avec une grève de solidarité. Il apparaît qu'il y a une forte résistance. Quoiqu'il en soit, des ouvriers ou employés devraient saluer le meeting des classes moyennes et dire qu'ils comprennent l'enjeu de la bataille menée par les petits commerçants marquant ainsi leur accord de lutter avec les classes moyennes.

Dans la mesure où de telles manifestations réussissent, nous porterions un coup particulièrement important à la politique du gouvernement et à l'influence du PSC au sein des classes moyennes.

*Le sort des sinistres, qui n'est toujours pas réglé, provoque*  
~~Sinistres. - Cela continue à provoquer dans le pays un très grand mé-~~  
~~contentement. Lorsqu'on parle de sinistres une comparaison s'impose :~~  
*Mais plus grande encore est l'effervescence provoquée*  
~~les sinistres attendent depuis 36 mois et en 36 heures les parlementaires~~  
~~par l'augmentation de l'indemnité parlementaire~~  
~~ont augmenté leur indemnité. Les répercussions de cette déci-~~  
*Réponse* ~~La question n'est pas grande et elle n'est pas sans~~  
~~sion idiote sont très importantes. Cela a porté atteinte au prestige~~  
~~sans changer pour le prestige des institutions parlementaires~~  
~~du Parlement. Nous avons voté contre. Lorsqu'on nous reproche d'ac-~~  
~~cepter l'argent, nous avons de bonnes raisons à donner. Mais nous~~  
~~commettrions une erreur de ne pas tenter d'envisager la possibilité~~  
~~juridique de déposer un projet de loi marquant notre volonté bien nette~~  
*de ne pas annuler l'augmentation d'indemnité votée*  
*recentement.*



~~de ne pas prendre la responsabilité de cette décision combattue par le pays tout entier.~~

L'écart entre les prix et les salaires ne se résorbe <sup>l'ombrage</sup> pas mais au contraire s'aggrave, <sup>augmente</sup>

La CNT fut un succès, mais fut suivie de désillusion. La plupart des

engagements pris n'ont pas été tenus. La réquisition civile est toujours <sup>à la CNT</sup> maintenue. <sup>Elle vient d'être appliquée au pays à scandaleux de</sup> Condamnation d'ouvriers du Hainaut. En sidérurgie, réquisition prenant allure de provocation directe. Cette réquisition <sup>la région lazariste</sup>

civile prend d'autant plus d'importance que des voix s'élèvent pour

mettre en cause le droit de grève. L'exemple des Américains apparaît

<sup>Dans certains milieux on semble hésiter de s'inspirer de l'exemple américain</sup> tentant à suivre dans certains milieux. Raison de plus pour exiger

avec le maximum d'énergie que soit abrogé l'arrêté de réquisition civile.

Cogestion - nationalisations. Silence le plus complet. Cela n'étonne

pas de la part d'un gouvernement à la solde de W. <sup>qui condamne</sup> Nous serions naïfs

<sup>formellement les réformes de structure</sup> de nous attendre à un geste quelconque en vue de hâter les réformes

de structure après les déclarations faites par les porte-paroles de W.

Retard dans le double recule. L'augmentation de la puissance d'achat

<sup>obtenue à la CNT</sup> des salaires a été annulée par l'augmentation du coût de la vie.

On compare production.

Répartition du revenu national. Dans une lettre Dejace nous dit :

"Le dernier édit du journal Syndicats est article de Finet et indique quel est en ce moment le cheval de bataille du secrétaire général FTB.

Il s'accroche en ce moment à une étude faite par l'économiste Bauduin établissant que les salaires <sup>et hautement</sup> depuis l'avant-guerre ont peut-être été <sup>de 1946 comparé à ceux de 1936 pour</sup> multipliés par 2,5 mais les bénéfices des sociétés anonymes par une

<sup>offices de coefficient 2.6</sup> fraction à peu près négligeable, tandis que les bénéfices des inter-

médiaires auraient augmenté dans des proportions astronomiques. Dans

son édit, contrairement à ce qui avait été fait au Comité National

de la FGTB Finet ne repère pas du multiplicateur négligeable des bé-



Claude 4(3)

Pour tout ce qui concerne revenu national, résumer les brièvement

~~figures exagérées des intermédiaires. Il est en fait fort de voir un syndicaliste de gauche s'appuyer sur des données de Baudhuin, mais il serait intéressant que les techniciens du P. tâchent d'établir là-dessus des données plus ou moins scientifiques sur la répartition du revenu national entre les différentes couches de la population.~~

J'y trouve la preuve convaincante que nos thèses sont exactes. On peut comme Finet suivre Baudhuin, mais on peut dire il y a d'une part le revenu du travail salaire et paiement y compris les fonctionnaires, il y a d'autre part le revenu ~~général~~ notamment du marché noir. Il y a ~~également~~ enfin le revenu de l'artisanat mais la grosse partie est à caractère capitaliste.

Examinons les chiffres.

Pour l'ensemble les revenus 1946

3,15 par rapport à 1938

Il y a pour les traitements et rémunérations du travail 95,5 milliards dont 7% de sécurité sociale et 3 de salaires noirs. Il s'agit donc d'une situation (2) - ~~estimation~~ *estimation généralement gonflée, et néanmoins d'ordre de grandeur* arrivons à Comparons à 1938, nous ~~retrouvons~~ 2,61. Baudhuin admet que le coût de la vie dépassait 315. Pour l'ensemble des revenus 315.

~~La répartition des catégories de revenu national n'a pas évolué de la même façon pour les différentes catégories.~~

Pour l'ensemble le revenu est à 315. Pour le travail à 2,61, pour les autres revenus à 3,87.

~~C'est convaincant et c'est un scandale que Finet ait fait semblant de ne pas s'en rendre compte.~~

Cela confirme notre thèse que les travailleurs ont été frustrés de l'avantage de la reprise économique. Il est démontré par les chiffres de Baudhuin qu'on entend faire subir aux ouvriers les frais de la reprise

"Il est certain qu'en 1947 se présentera mieux que 1946". Mais nous sommes convaincus que la part du travail sera plus importante qu'en



Claude 4 ( 4 )

le  
1946, il est à craindre au contraire qu'elle/soit moins.

Nous pensons que ~~l'augmentation~~ le blocage des salaires ne se justifie plus. (voir édité de 13/9)

Ces chiffres publiés par Baudhuin constituent un argument très important pour nous et viennent renforcer notre thèse.



Claude 5(I)

Au dernier comité national de la FCTB on a voté une résolution qui implique un blâme à l'égard du P.C. Gailly, aussi se désolidarise de nous. ~~Il y a dans tout cela une menace d'offensive~~ <sup>Le signeur nous intéresse d'une</sup> contre l'unité syndicale. Il <sup>est</sup> fort question d'une affiliation collective des organisations syndicales de la FCTB au PSE. <sup>Voyez</sup> De plus, il y a les mesures prises par le syndicat des transports à l'égard des camarades du comité de grève des dockers. Ils ont été exclus de l'organisation syndicale dont plusieurs étaient des fondateurs. Nous commettrions une lourde erreur en ne les défendant pas. ~~et~~ Au congrès de Gand Major aurait laissé sous entendre que c'était à l'intervention de certains pays amis <sup>que les mesures d'exclusion ont été prises</sup> Nous aurons une entrevue avec les dockers pour examiner la situation et les mesures à prendre. ~~Il n'est pas exclu qu'on soit amené à retenir comme perspective la constitution d'une organisation syndicale nouvelle. Bien que le problème soit infiniment complexe, il y a un danger d'être techniquement incapable de gérer un syndicat, et d'autre part, ne rien faire serait lourd de conséquences.~~ Il y a incontestablement de lourdes menaces contre l'unité syndicale. Comment réagir? Le mieux, c'est <sup>d'être à la tête de</sup> de ~~coller~~ <sup>sur la main</sup> aux ouvriers et mener à <sup>dans</sup> travers tout la lutte revendicative. <sup>pour</sup> Plus nous serons compris et plus il sera difficile de nous éliminer. La bagarre anti-unitaire pourrait avoir pour conséquence un renforcement de l'influence communiste au sein des syndicats. Il est en 1947 plus difficile de mettre les communistes à la porte qu'il y a 10 ou 15 ans. Néanmoins, il faut ~~parer~~ <sup>parer</sup> à tout. Il faudrait trouver le moyen de créer, le journal de tendance. Je dois souligner une fois de plus les les pénibles résultats obtenus dans le domaine syndical. Il est d'autant plus étonnant de voir combien peu le Parti est parvenu à former des militants syndicalistes. Le spectacle des dirigeants du syndicat unique des mineurs est lamentable. Il est grand temps que le Parti comprenne la gravité de la situation et se rende compte des manquements dans le travail



Claude 6 ( 2)

car notre influence est à 80% fonction du rôle que nous jouerons  
dans les entreprises et les organisations syndicales.

A ~~REVENIR~~ cela s'ajoute la nécessité d'efforts plus grands en vue de  
prendre ~~PREMIER~~ pied parmi les classes moyennes et les paysans;



.....

*Nos assistants aux manifestations de plus*

Je pense qu'on se rend de plus en plus compte dans *en plus nombreuses, de plus en plus violentes* le pays, par les manifestations multiples, du mécontentement qui *existe* <sup>regne</sup> parmi les couches laborieuses de la population, *Labouren* mécontentement qui se traduit par de nombreux arrêts du travail, revendiquant l'adaptation des salaires au coût de la vie.

*Le mécontentement est causé en ordre principale par la hausse des prix. En faveur politique <sup>après</sup> pour le salu qui le fait enlever un peu au prop.*

Le gouvernement prétend faire baisser les prix, et chaque jour on constate davantage qu'il n'est pas capable de maintenir les prix au niveau officiel. *Le capitalisme ne subit aucune contrainte. Les prix sont pratiquement libres, les*

*benefices capitalistes ne subissent aucune contrainte - des fois le blocage des prix devient intolérable et catastrophique. On cède les salaires au coût de la vie simplifié.*

Nous devons savoir que nos mots d'ordre, et analyse de la situation sont bons; nous avons constaté que le gouvernement a dû jeter du lest, notamment dans le secteur des Services Publics, *parmi les quels on a admis - dans l'avenir -* et cela pour éviter que les concessions faites aux agents des Services Publics, apparaissent comme une *partielle* réadaptation du traitement au coût de la vie. Il n'a pas réussi et chacun comprend qu'il s'agit bien d'une réadaptation du traitement modeste au coup de la vie.

L'action syndicale peut être considérée comme satisfaisante du point de vue parti. Nos camarades, tout en manifestant certaines déviations, ont néanmoins dans la grande ligne suivi les directives du Parti; l'attitude ferme que nous avons réussi à leur faire adopter, intervient pour une grande part dans le résultat obtenu, et considéré comme satisfaisant dans le conflit important ~~minier, textile, sidérurgique, etc.~~ *Sidérurgie*.

*Il y a actuellement un conflit important, celui de la Sidérurgie. Il faut signaler toute l'importance de cette grève qui a été déclenchée malgré que le premier ministre ait jeté tout son prestige dans la lutte. Il y a un facteur dont il serait faux de ne pas tenir compte; cette grève a été déclan-*



cette grève a été déclanchée contre la volonté des dirigeants syndicalistes, y compris les dirigeants M.S.D.; <sup>qui ont pris parti</sup> sans se prononcer contre la grève, ils ont essayé de présenter la situation sous un aspect tendancieux <sup>de la</sup> ayant pour but de décourager les ouvriers <sup>et</sup> les faire renoncer à la grève; <sup>En l'occurrence</sup>, Renard et ses amis <sup>semblent avoir</sup> ont été plus soucieux de ne pas créer de difficultés à l'équipe gouvernementale que de défendre les intérêts de leurs membres; néanmoins, la grève a éclaté, nous devons comprendre la signification de cette grève, tacher de faire apparaître cette revendication du 13e mois, non comme un problème d'augmentation de salaire, mais obtenir que ce treizième mois soit considéré comme un dû, .

<sup>Nous devons ne employer à</sup> Un second souci est celui d'élargir l'action, <sup>d'obtenir</sup> de ne prendre comme point de départ la cause du développement de ce mouvement, <sup>la libération</sup> : ~~mettre~~ fin au blocage des salaires, - la réadaptation des différents salaires, <sup>et nous</sup> ce qui est beaucoup plus juste que de réclamer une augmentation uniforme pour l'ensemble des catégories. <sup>La détermination de la grève a fait apparaître</sup>

~~Nous avons convoqué une réunion des S.P. et syndicalistes du secteur métallurgie à Bruxelles; nous avons donné des instructions très précises à nos camarades, mais cela n'a pas donné beaucoup de résultats. Il faut souligner que, malgré certaines améliorations dans le domaine du travail aux entreprises <sup>et les</sup> et syndicats, <sup>restent</sup> il est très difficile pour la direction du Parti, de suivre de plus ou moins près le développement de la situation sur le plan syndical et sur le plan entreprises.~~

~~Malgré les possibilités, et la justesse de nos mots d'ordre, le travail fourni par les camarades dans les organisations syndicales et entreprises, <sup>ne nous permet pas toujours</sup> n'est pas encore de nature à nous permettre de faire adopter <sup>et appliquer</sup> par les travailleurs, des mots d'ordre~~



<sup>pourtant</sup>  
qui correspondent à leurs aspirations .

~~Malgré nos efforts~~

Des informations dont nous disposons il semblerait qu'un avis par téléphone donné par certains dirigeants syndicaux ont suffi pour neutraliser l'effort qu'aurait dû faire les camarades en vue d'élargir le mouvement .

Cela démontre que notre travail d'organisation n'est toujours pas en rapport avec notre influence parmi les ouvriers, et je pense qu'il y aurait lieu d'examiner à quoi tient cette absence de résultats, et cela doit nous mettre en garde contre certaines faiblesses dans le domaine du travail aux entreprises dans les organisations syndicales .

Nos mots d'ordre portent .

Thys , métallurgiste d'Anvers<sup>qui</sup>, écrit dans le Volksgazet, en prendant textuellement notre position, et il s'exprime comme nous pourrions le faire .

Le lendemain c'est ~~un autre~~ journal que l'on peut lire des reproches très sévères à l'adresse du gouvernement .

D'autre part n'avez-vous pas été frappés combien faibles sont leurs attaques à notre égard dans ce domaine, alors que nous sommes seuls à soutenir, à provoquer l'action, alors que nous ne cachons pas notre volonté d'élargir notre mouvement ? Silence complet, et personne ne nous jette la pierre, parcequ'on sait que c'est nous qui sommes le plus près de la situation, et qu'il suffirait d'un geste imprudent pour élargir le mouvement, c'est à dire, on désire ignorer la chose plutôt que de nous mettre en accusation face à la classe ouvrière . Les attaques en seront d'autant plus venimeuses en petit comité, qu'il leur sera impossible de le faire en public .



Même Major est obligé de faire plus que des réserves  
à propos de la politique des prix pratiquée par le  
gouvernement .

Cela doit nous inciter à poursuivre nos actions  
avec une énergie redoublée .



.....

Nous devons dénoncer beaucoup plus énergiquement  
que par le passé le gouvernement, <sup>ne pas nous ennuier</sup> et nous devons re-  
~~noncer à l'espoir~~ que nous allons faciliter les choses <sup>en le</sup>  
<sup>ménager</sup> ~~en aidant~~. Nous ne devons pas nous soucier de nous séparer  
des socialistes <sup>au Gouv.</sup> dans leur action actuelle - le meilleur

<sup>de ne rapprocher des soc. consistant à dénoncer le rôle qu'a leur fait jouer au sein du Gouvernement.</sup>  
<sup>sur de la majorité</sup> ~~moyen de nous rapprocher des socialistes~~, <sup>je pense que la meilleure façon</sup> c'est de combattre  
leur action au sein du Gouvernement. Il faut raidir notre  
position vis à vis du gouvernement car, ne nous faisons  
<sup>en ces circonstances présentes, notre éventuelle participation</sup> pas d'illusion, ~~notre rentrée au gouvernement, ça ne se~~  
~~desse~~ pas en Belgique; dans la mesure où l'on continuera  
à pratiquer la politique du Dollar, notre chance de rentrer  
au gouvernement représente plutôt la moitié de nos chances  
de rentrer à St. Gilles.

Si l'on abandonne la politique du dollar, le Gou-  
vernement nous invitera à y entrer.

Comment peut-on ramener la Belgique à abandonner  
la politique du Dollar? ~~la meilleure chance,~~ <sup>la seule</sup>  
façon de mener la lutte consiste à dénoncer <sup>énergiquement</sup> avec brutalité  
<sup>cette politique du \$ et</sup> la valeur et la hausse du \$ à l'étranger, mais surtout ceux  
qui dans notre pays servent de la façon la plus servile  
les intérêts de l'étranger, ~~et imposent au pays à l'avanta-~~  
~~ge des~~ et puissances d'argent - mais au détri-  
~~ment de la classe laborieuse - la politique du \$.~~ Et ce  
n'est pas en tendant une patte de velours et en ménageant  
le gouvernement que nous servirons la cause; sur le plan syndi-  
cal et partout nous devons attaquer sans réserves le gouvernement

Il est certain que <sup>le</sup> gouvernement se discrédite de plus  
en plus, <sup>on nous pourra unir</sup> cela nous permet de rassembler tous ceux qui s'oppo-  
sent à la main mise américaine sur notre économie, <sup>et</sup> ~~et ne pas~~  
perdre de vue qu'il y a possibilité de nous trouver plus près



*Certains milieux industriels*

~~et d'agir en collaboration avec certains milieux capitalistes ,  
qui admettent notre point de vue plutôt que de collaborer  
avec le gouvernement qui s'oppose à certains intérêts capita-  
listes . Peut-être que dans un avenir rapproché nous pourrions  
prouver qu'aujourd'hui nous sommes plus près de certains ca-  
pitalistes, que de la majorité des socialistes au gouv. et  
autres en Belgique .~~

*Il est compréhensible que le g't ait des crédits,*

~~Ce gouvernement se discrédite et en effet, sur le  
financière  
plan intérieure la situation est plus trouble que jamais,~~

~~l'Etat continue à vivre <sup>un dessous de</sup> sous ses moyens ; et en ce qui  
concerne la situation économique et la gestion de notre  
économie, les articles qui paraissent dans la Libre Belgique  
sont appelés à avoir un certain retentissement. Il y a tant  
de choses ahurissantes dans la manière dont on gère dans notre  
pays les finances nationales :~~

~~Il n'existe toujours pas de plan économique  
sur le plan économique, il n'y a pas le moindre progrès  
malgré la crise qui menace  
Dans le domaine du rééquipement, ~~xxxxxxxxxxxx~~ carence totale.~~

~~Pas de plan en vue de parer aux difficultés très grande s  
auxquelles <sup>la matière de ravitaillement</sup> nous devons faire face dans un avenir très rappro-  
ché .~~

~~Sur le plan du ravitaillement, rien n'est prévu que des  
discours creux prononcés par Moens de Fernig ; il reproche  
à l'opinion publique de verser dans la panique, alors que  
lui et Orban ont prononcé des discours qui ne pouvaient pas  
ne pas créer la panique . Dans ce domaine également incompéten-  
ce totale.~~

~~Le gouvernement Spaak mène une politique du laisser -  
faire; depuis que les libéraux ne sont plus au gouvernement  
on pratique une politique plus libérale que jamais, dont les  
classes laborieuses paient les frais .~~



*gouvernemental hier*  
Si la coalition ~~existe~~ encore - *malgré le désaccord général*  
~~et les divisions internes~~  
~~se : il y a une crise au P.S.C. - bon nombre de socialistes~~  
~~sont moins enthousiastes que jamais de la politique des~~  
~~socialistes - si la coalition tient encore c'est grâce~~  
~~uniquement à l'appui qu'elle obtient de Washington.~~

*les bonnes grâces de*  
Si Spaak a réussi à conserver la confiance de  
Truman, il est clair pour nous qu'il ~~l'a~~ a perdu la con-  
fiance du pays, *non devons en tenir compte de l'action*  
~~et il faut en tenir compte, en nous assi-~~  
~~gnant de combattre ce gouvernement avec les armes dont~~  
~~nous disposons, au besoin en recourant à la dissolution.~~

*changement que ne menons contre le g1.*  
-----



Compte-rendu Bureau Politique du 26/9/47  
=====

Présents : Lalmand, Lahaut, Terfve, Borremans, Glineur, Van Hoorick, Van Aerschot, Marteaux, Bertrand, Herssens, Burnelle, Avaux, Gillis, Black, Paquay, Dubois, Beelen, Van den Bergh, Dejace.

Absents : Dispy (malade) Coenen,

Ordre du Jour : Communication sur Congrès Wallon.

Unité Syndicale et grèves de Liège.

Communication sur question Wallonne par Glineur.

Il apparaît incontestablement que le Parti n'a pas fait ce qu'il avait été entendu qu'il ferait. Nous apparaissions comme ayant fait des déclarations spectaculaires, mais sans suite. Avions proposé le dépôt de deux projets de loi. Celui de Laboulle est enterré et le nôtre n'est pas achevé. Or, on nous en demande souvent des nouvelles. Nous paraissions manquer de sérieux. De plus nous avons trop souvent manqué des réunions. A la dernière réunion à laquelle j'ai assisté, j'ai pu constater que rien ne se fait sur le plan propagande et meetings. Insiste sur la présence des délégués du Parti à la prochaine séance au cours de laquelle sera examiné le projet de fédéralisme. Il sera également question à cette réunion du rapatriement du corps de Trifaux. On y examinera aussi les conséquences pour la Wallonie, du point de vue économique, de certains accords tels Benelux, accords avec la France etc...

Terfve.- D'accord qu'il y a eu carence du P. Au cours d'une réunion de la Commission, ai pu contrer le projet Grégoire qui a été renvoyé devant des techniciens. Danger de voir resurgir le projet de rattachement à la France. Notre projet de loi devrait être soigneusement mis au point et déposé avec d'autres parlementaires. Le BP devrait charger de la surveillance de la question wallonne un autre camarade qui moi qui ne dispose pas du temps nécessaire.

Bertrand.- Rappelle que Burnelle avait été chargé de la responsabilité de la question wallonne. Rappelle qu'on avait pris une position plus en flèche dans le domaine du fédéralisme, position permettant de rassembler de nombreux éléments socialistes. On avait prévu des meetings qui n'ont pas eu lieu. Suite à une réunion des commissions flamande et wallonne, il avait été question de porter la discussion devant le CC ce qui n'a pas été fait.

Burnelle.- Dans la région liégeoise les socialistes se sont prononcés contre des meetings en commun. Il y a eu un meeting wallon du P. dans le Luxembourg. Il faudrait désigner immédiatement un responsable pour la rédaction de l'exposé des motifs. Il faut revoir la composition de la Con Wallonne.

Lahaut.- Renvoie la question devant le Secrétariat : composition nouvelle de la commission, présentation de la question nationale au CC, la nouvelle commission mettra au point le projet de loi.



Discussion sur Rapport Borremans, Unité Syndicale, grèves de Liège.

Dubois.- Unité.- On n'est trop efforcé de gagner uniquement les dirigeants à l'unité. Il faut s'attacher à gagner les ouvriers.  
Grève de Liège.- La section d'Ougrée a pris en main la revendication de prime de fin d'exercice. Le Sec. Féd. a examiné position P. et l'ensemble des camarades actifs ont été touchés.  
 Avons eu le tort de ne pas réunir le Cté fédéral, et de larges assemblées. Craignons d'être taxés de vouloir mener la grève. Nous efforçons de mettre sur pied des sections d'entreprise vivantes. Proposons des commissions par branches d'entreprises. Sorte de commissions d'étude chargées d'examiner les problèmes de la branche. Lorsque les entreprises comptent trop peu d'ouvriers les organiser par groupes d'entreprises.  
 Des assemblées générales par district ont lieu dans le domaine minier

Black.- Unité. Article Buset. Il s'agit d'un projet d'affiliation de certaines centrales régionales au PSB préparant ainsi l'affiliation massive au PSB. Il est à craindre que plusieurs centrales acceptent l'affiliation collective.  
 Devons mettre tout en oeuvre pour faire ressortir le caractère unitaire de certains congrès comme celui de la CGSP.  
 Congrès métallurgistes du 11 octobre risque de faire courir grave danger à l'unité. On risquerait de voir réaliser une caricature d'unité en voyant placer aux postes responsables des gens qui apparaissent comme communistes mais le sont pas.  
 Propose l'édition d'un manifeste sur la question de l'unité syndicale.  
Grève de Liège.- Dénonce les manoeuvres de ceux qui, dès le début se sont montrés des adversaires de l'extension de la grève, et sont parvenus à empêcher les grévistes de Liège de demander l'extension aux autres régions et à la mécanique. On a essayé de faire passer ce conflit, aux yeux de la classe ouvrière comme un conflit politique dirigé contre le Ct. C'est seule ent maintenant que les ouvriers comprennent.  
 Il y a dans la classe ouvrière un esprit combattif mais qui est freiné par la crainte ~~de~~ de ne pas voir la grève suivie par les autres régions. Ils craignent toute action ne touchant pas l'ensemble du pays. Ils espèrent toujours un mot d'ordre venant de l'organisation syndicale, appelant à la grève dans tout le pays.  
Travail aux entreprises.- Travail fort délicat, les camarades ne comprenant pas toujours la limite entre le travail parti et le travail syndical. Il faut mettre à la portée des camarades des entreprises des informations sérieuses sur leur entreprise, de façon à élever leur niveau politique. Ils ont trop tendance à écartonner à de petites revendications sans voir le raccord avec la situation générale.  
 Propose de rédiger un questionnaire qui serait remis au personnel des entreprises traitant de certaines de nos positions. Par ex. demander aux travailleurs ce qu'ils pensent du déblocage des salaires.  
 Demander aux travailleurs à combien ils estiment le déficit du budget ménager. A combien ils estimerait que soit porté le salaire pour rétablir l'équilibre entre les prix et salaires.  
 Cela permettrait de prouver aux travailleurs que le Parti s'occupe d'eux.  
 Signale que le PSB se propose de mettre sur pied des cellules d'entreprise. Cela risque de provoquer des luttes au sein des entreprises.



Beelen.- D'accord avec rapport Borremans.

Grève de Liège. Signale que la grève a été conduite sans enthousiasme. Ouvriers pas convaincus de la nécessité de l'extension. Craignant qu'en étendant la grève leurs chances de succès diminuent. Confiance ~~des~~ des ouvriers en Renard. C'est la première fois qu'il s'oppose à une grève.

Explique la cabale qui a été menée à la FN contre Bernimolin, dénoncé comme ne faisant plus partie de l'organisation syndicale. Tract édité par nous a été fort sympathique à la FN mais exploité habilement par Renard en assemblée.

Signale la carence de nos camarades délégués.

Manque d'esprit de décision de nos camarades dans les luttes et les assemblées.

Bertrand.- Demande que nous réagissions à l'article de Buset.

Borremans n'a pas parlé du congrès extraordinaire de la FGTB.

Travail de sape de l'unité. DR n'a pas assez souligné les résultats unitaires du congrès CGSP.

Rapports avec MSU sont tendus. Renard a perdu de son prestige.

(Paquay donne connaissance d'un coup de téléphone reçu de Liège lui signalant que Renard a complètement lâché Bernimolin à la FN)

Renard collabore à la politique d'isolement du Parti. Il faut dénoncer les positions de Renard devant les ouvriers.

FN.- Propose lettre ouverte de Bernimolin à tous les ouvriers.

Solidarité financière à l'égard de ce camarade.

Pétitions de protestation des ouvriers.

Camarade de Liège n'ont pas assez lié les masses à la grève.

Auraient du organiser large assemblée de cadres.

Dejace.- Anvers.- Faire connaître les exclusions d'Anvers. Provocquer des réactions. Créer une association pour réintégration. Lettre ouverte des exclus à toutes les organisations syndicales. Recours à la FGTB, et populariser ce recours.

Robbrecht.- Alerter les membres et faire appuyer recours avant que position soit prise par la Centrale de Tubize. Van Brussel et Cheval cas moins nets.

Ai proposé de mettre Jacquet en accusation.

Propose que l'on dénonce les syndicalistes communistes à la manque.

Signale que Verdoot aurait transféré d'office 50 membres à la Centrale de Liebaerts.

Democratie syndicale.- Beaucoup de nos camarades ignorent les statuts de la FGTB. On devrait faire appliquer démocratie syndicale. Propose le regroupement des syndicats uniques. Journal. Service de documentation. Demande des locaux dans ceux des Synd. Uniques. Propose une sorte de conférence nationale des victimes de la non-fusion.



Terfivé Souligne importance unité syndicale. Dejacé a proposé prise de position FGTB sur article Buset. cela ne servira à rien. Devons préciser nos positions. Réagir éneffiquement dans lutte contre unité. Réagir dans presse contre article Buset. Dénoncer manoeuvres d'inspiration étrangère. Dénoncer prodédés antidémocratiques FGTB. Devons faire comprendre que nous sommes décidés à lutter en bloc sur question unité.

Anvers.- devons revenir à la charge. Nouveau syndicat n'est pas à écarter, mais difficile.

Devons renforcer les syndicats uniques existant. Mais là se posent les questions de personne et de compétence.

MSU.- Incontestable que Renard fricotte avec PSB. Cependant défend l'unité syndicale. Prendre des contacts avec MSU à tous les échelons. Les amener à prendre position sur tous les problèmes qui se posent. Devons dénoncer les faux communistes. Devons être très durs à l'égard des anti-unitaires.

Ne devons pas écarter l'idée que nous pourrions perdre la bataille de l'unité syndicale.

Lalmand.- D'accord avec rapport Borremans. Subissons sur plan syndical fluctuations situation internationale. Influences étrangères. Abti-soviétisme, anti-communisme, anti-FSM. Ecartement communistes des gouvernements. Là où PC est trop fort, tentatives désagrégation. Essais de scission dans les syndicats unifiés. Essai d'écarter les communistes des postes de commande.

Ingénace étrangère provoque recul en ce qui concerne réformes favorables à classe ouvrière. Retardement des nationalisations, des conseils d'entreprise, des contrôles des P.R. Fisaco politique prix et salaires.

Cas Anvers.- D'accord qu'il y a eu cqrrence du P. et fédé Anvers. Devons envisager perspective de scission, plus inquiétante que surtout ailleurs, grosses difficultés techniques.

Article Buset, Congrès PSB?- Ne pas user de l'apolitisme contre le PSB, mais dénoncer manoeuvre PSB comme affaiblissant le mouvement ouvrier.

Reprendre l'idée du comité de coordination: les deux partis prolétaires et la FGTB.

Nécessité bien préparer congrès qui sera utilisé par les anti-communistes.

Notre objectif : maintien de l'unité, même avec concessions sur points accessoires. Ne pas envisager de gaieté de coeur constitution de nos organisations syndicales propres.

Importance primordiale maintien FGTB. Axer notre travail unitaire sur des actions revendicatives à la base. Mener lutte revendicative contre impérialisme yankee, qui joue rôle important dans politique intérieure de notre pays.

Déblocage salaires devient revendication essentielle. Devons expliquer différence entre déblocage et augmentation. Déblocage égale série de rajustements, maintiend'autres salaires et éventuellement baisse notamment dans les salaires noirs. Seul moyen de ramener de l'ordre dans la question des salaires.

Seconde revendication essentielle : application immédiate des décisions CNT, avec réforme de structure, suppression mobilisation

Civile etc....



Congrès FGTB doit être congrès revendicatif.  
 Devons faire comprendre davantage importance unité syndicale :  
 scission au sein FGTB fait passer à l'avant-plan CSC.  
 Devons consolider nos positions au sein CGSP, et au sein des centrales.  
 Cela signifie mobilisation de ces organisations syndicales pour réagir  
 contre tendance à exclure les communistes ou danger de scission.  
 Maintenir et développer nos liaisons avec le MSU, malgré attitude  
 peu sympathique Renard. Éléments favorable dans la lutte pour l'unité  
 au sein FGTB.

Clarifier nos rapports avec les syndicats. Dénoncer les accords  
 à la démocratie syndicale.

Comment mener le travail à bonne fin?

Avons réalisé des progrès mais beaucoup reste à faire. Essentiel  
 réside dans travail aux entreprises. Sommes arrivés au fonctionne-  
 ment des comités de sections d'entreprises, mais les sections elles-  
 mêmes ne fonctionnent pas encore. Les communistes doivent par leur  
 bon travail devenir le moteur et le guide de l'entreprise.

Les réunions syndicales seront dirigées par les meilleurs syndicalis-  
 tes qui, dans ces conditions seront les communistes. S'ils défen-  
 dent le mieux les intérêts des travailleurs de l'entreprise, il  
 sera très difficile de les dénoncer comme défendant avant tout la  
 ligne d'un parti.

Notre travail n'est pas encore assez un travail de masses.

Eviter le contrôle direct du Parti sur l'activité syndicale. Le  
 contact doit se faire normalement du comité fédéral au comité de  
 la section d'entreprise. Pas de contact conspiratif.

Souligne l'attachement des ouvriers liégeois à leur organisation  
 syndicale.

Éventualité de scission. Devons éviter d'être pris au dépourvu.  
 Nos faiblesses nous apparaissent. Beaucoup de nos copains syndi-  
 caux ne valent guère mieux que les autres, moins de connaissance.  
 Devons développer le contrôle constant des militants syndicaux  
 par les syndiqués.

Syndicat unique, situation peu réjouissante.

Mettre de l'ordre dans le syndicat unique des mineurs et celui  
 de la pierre, car ils pourraient devenir notre point de ralliement  
 pour battre en retraite en cas de rupture.

Presse, documentation, appareil.- Tout cela doit être reporté  
 sur ce qui subsiste comme syndicat unique. C'est de là qu'il  
 faudra mener la lutte pour l'unité.

Liège.- Grève a donné des résultats positifs. Travail de nos cama-  
 rades de Liège est aussi positif. Succès remporté sur Speak que  
 d'avoir pu mener la grève. Camouflet à la politique prix et salair

D'autre part, nous avons pu constater ~~l'existence~~ ~~du~~ ~~MSU~~ que mal-  
 gré la puissance du MSU les ouvriers sont partis en grève.

La baisse du prix de l'acier est aussi une victoire puisque a  
 permis de démasquer la politique patronale et prouver une fois  
 de plus que les PR sont truqués et que le Gt ne fait preuve d'au-  
 cune vigilance en ce qui concerne les prix et salaires.

La prime à l'assiduité signifie incontestablement une nouvelle  
 brèche dans la politique des prix et salaires.

Aspects négatifs : Malgré nos efforts n'avons pu étendre la grève.  
 Si on a dû se déclarer satisfaits du compromis, mais c'est par-  
 cequ'il y a eu usure.

Il faudra veiller à ce que les décisions prises soient appliquées.



Autre aspect négatif : nos militants sont apparus comme les porte-paroles du P. et non ~~comme~~ du mouvement syndical. Mauvais fonctionnement de nos sections d'entreprise, ce qui a permis notre isolement. Effort du Secrétariat fédéral et de toute une série de militants, mais pas de participation de l'ensemble des travailleurs. Aurait fallu assemblées générales partout. Nécessité organiser travail parmi les flamands et les étrangers. D'accord pour mise au travail de Georges Glineur. Grandes conférences d'information.

Nos meetings à Liège sont venus 3 ou 4 jours trop tard. Rapports avec MSU. Ne pas s'exciter. Renard soutient le Gt alors qu'il prêche l'apolitisme. Renard a formulé des accusations précises. Il faut y répondre en l'invitant à venir s'expliquer au cours d'un meeting d'information. Nous nous y expliquerions sur l'unité. S'il se dérobe, faire néanmoins le meeting. Objectif : maintenir bons rapports avec MSU

Borremans. - Propositions concrètes :

Consultation classe ouvrière sur certains points "proposition Black" Glineur adjoint Borremans.

Meeting d'information avec Renard et Beelen et Borremans.

Bernimolin : pétitionnement, référendum.

Conférences d'information sur unité syndicale.

Elimination des faux communistes par les instances régulières du P.



October 47

BP03\_1947\_10



Rapport Lalmand sur situation politique.

La résolution de Varsovie ne doit pas être considérée comme devenant le point central de nos préoccupations.

Il est indispensable que le BP examine la question de la déclaration des 9 partis. Nous avons fait une déclaration dans le DR qui donnait une interprétation prudente mais suffisante de la décision de certains partis communistes d'Europe.

La déclaration des 9 partis est venue sans que nous aoyons été informés de quoi que ce soit. Nous ne pouvons donner que notre opinion à nous.

Cette déclaration attire l'attention sur la gravité de la situation sur le danger que représente l'impérialisme américain.

C'est la mobilisation des 9 partis contre l'impérialisme américain.

C'est un avertissement aux fauteurs de guerre.

C'est la preuve que les PC entendent se défendre contre les yankees.

Pourquoi 9 pays et pas d'autres?

Réponse à cette question dans la déclaration lors de la dissolution du komintern.

Les facteurs invoqués dans ce document sont pour la plupart valables aujourd'hui: facteur géographique, rapport de forces, maturité des partis communistes, de la population etc...

Il est tout à fait logique que les différents pays désignés communément comme "satellites de l'URSS" aient jugé nécessaire de faire bloc.

Ils doivent en effet se défendre contre un ennemi commun. La France et l'Italie peuvent paraître moins compréhensibles, bien qu'elles

occupent l'une et l'autre une position toute particulière. Il est certain que la pression de l'impérialisme yankee s'exerce en ordre principal sur la France et l'Italie. Ce sont deux pièces maîtresses sur l'échiquier du monde. Elles se trouvent dans une situation très difficile que les gouvernements exagèrent encore pour créer la panique créant ainsi une situation inquiétante. Le rapport des forces dans ces deux pays et l'influence des PC nous permettent de dire que la situation révolutionnaire a atteint un degré plus avancé qu'ailleurs.

Ce sont les éléments essentiels qui semblent avoir justifié la conférence de Varsovie, sa composition et la résolution.

Le coup semble avoir porté. L'indignation des socialistes est amusante ils essaient d'y trouver un prétexte pour expliquer leurs attaques contre les PC et l'URSS. L'anti-communisme est redevenu une des armes préférées des socialistes depuis le retour de Blum d'Amérique.

Les socialistes ont eux aussi des contacts internationaux, De Brouckère et Buset se sont prononcés pour la reconstitution de la 2e internationale.

Pourrions rappeler que ces mêmes socialistes n'ont jamais hésité à envoyer leurs représentants à Washington depuis que l'impérialisme américain a pris le pas sur l'Angleterre.

Notre politique n'est pas modifiée dans son essentiel par la conférence de Varsovie. Dans les semaines qui ont précédé, nous constatons que notre attitude a été d'accorder plus d'importance à l'impérialisme yankee qu'en France.

Il y a dans la conférence de Varsovie des accusations très précises formulées contre l'impérialisme yankee. Nous sommes décidés à ne pas nous laisser faire par l'impérialisme américain et à résister par tous les moyens.

Il y a lieu pour nous d'accorder à la paix et à l'indépendance du pays une place plus grande que par le passé.



Il apparaît nécessaire de grouper les patriotes, les démocrates de notre pays. C'est dans cet esprit que le rapport a été élaboré. ( Le camarade Lalmand donne alors lecture du rapport auquel on ajoute quelques légères modifications ).

Marteaux. - Propose que le texte soit remis aux membres du CC pour permettre exposé raccourci.

Uranium. - D'autres pays n'auraient pas demandé la possibilité d'acheter de l'uranium ce qui prouve qu'il y a d'autres sources. Marque la complicité de Spaak dans la politique de guerre. Monopole des américains en uranium est défendu par Spaak. Ne pas exagérer l'idée du monopole américain et laisser ainsi accréditer la légende de leur invincibilité. Il est fort possible que les soviétiques connaissent le secret de la bombe atomique.

Politique économique des E-U c'est l'étouffement de toutes les autres nations.

Avaux. - Réunion de Varsovie n'a fait que confirmer analyse situation internationale présentée aux derniers BP et CC. Il faut en tirer des conclusions :

sur le plan syndical : forte campagne anti-communiste. Incompréhension du travail syndical chez les communistes. Nécessité renforcement travail aux entreprises. Accent sur revendications des travailleurs. Trop de camarades travaillent non pas aux entreprises, mais dans les sections locales. Notre action pour les revendications des travailleurs au sein des entreprises est trop réduite. Trop de travailleurs échappent parce qu'ils travaillent dans de petites entreprises. Unité syndicale. - Pauvreté de nos cadres que nous devons former. Confusion dans les questions techniques syndicales. Nécessité de cours. Nécessité de développer par priorité le travail parmi les travailleurs plutôt que parmi les autres couches ; paysans, cl. Moyen

Herssens. - Conférence Varsovie. Le communiqué à Belga était juste, néanmoins le CC pourrait aller plus loin. Gros appui pour nous. Choc psychologique. C'est une contribution à la paix. Laisse porte ouverte au rassemblement de tous ceux qui veulent la paix. La position des socialistes "juste milieu" pourrait avoir répercussion sur les travailleurs socialistes. Conférence d'Anvers en décembre verra probablement reconstituer la 2e internationale. Ce rôle soi-disant pacifique du PS peut avoir influence sur les masses. Dès avant Varsovie, notre parti a pris la tête de la lutte contre la vassalisation à l'Amérique. Ce caractère n'est pas perceptible à la grande masse. Signale pléthore de marchandises américaines. Souligne menace pour notre industrie.

Lalmand dit qu'il faut un Gt plus démocratique, mais il apparaît impossible aussi longtemps que nous sommes inféodés à l'Amérique. Attitude des libéraux qui accuse gouvernement de mener politique marxiste. Peut-être s'orientent-ils vers alliance avec PSC.

Il faut engager le combat sur le terrain du PSB pour dresser les travailleurs socialistes contre la politique de Spaak. Il faut trouver au sein du PSB des compagnons de route.

Il faut trouver une forme d'organisation pour le mouvement contre la guerre et la vassalisation. FI?

Devons exiger divulgation acte secret avec Amérique pour uranium.



Dispy. - Varsovie. - Devons l'apprécier très nettement. D'accord que notre P. dès avant Varsovie menait une politique ferme à l'égard E-U. Nécessité marquer aggravation situation et volonté de lutte en groupant autour d'une vaste organisation les défenseurs de la Paix. Sommes entrés dans période de régression sociale. Nécessité de renforcer défense des travailleurs.

Répercussion à la base? Devons prendre position nette au CC et la faire largement connaître à la base.

Large mouvement de défense de la Paix.

Cl. Moyennes. - La commission des Cl. Moyennes a marqué son accord pour suppression des arrêtés instituant les sanctions administratives. Cependant nécessité de maintenir le contrôle.

Question des inciviques. - Commission a été constituée mais n'a pas travaillé. Propose qu'elle retravaille et désire en faire partie. Campagne devrait être annoncée à l'initiative des PP.

Terfive. - Déclaration à Belgg : bonne à 99%. Craint impression de mauvaise humeur.

Devons tenir compte de Varsovie. Aggravation de la situation, danger de guerre accru. danger de l'impérialisme américain correspondant à position que nous avons développée. Pas d'accord que nous avons été plus violents que France. Dans les 9 pays les PC occupent position forte. Dans 7 pays l'unité s'est réalisée complètement. En France et Italie le rassemblement autour des PC a été réalisé partiellement.

Le rassemblement des démocrates autour de nous est perspective lointaine. Pas de perspective de crise au sein PSB Buset est à la tête d'une politique anti-communiste. Appel en rassemblement autour de nous est vain.

Devons mener propagande dans tous les milieux : danger de guerre.

danger inféodation à l'Amérique.

Concrétiser. Démontrer. Avons influence à l'opinion concernant plan Marshall. Soulèver problème textile, charbon. Cite influence discours Libois uranium.

Propose interpellation sur politique étrangère dès la rentrée. Devons surtout mettre l'accent sur la propagande plus que sur le programme.

Van Hoorick. - 9 partis ont été sages ne pas nous inviter. Sommes trop faibles. Veiller au risque d'isolement de notre Parti. moindre que si nous avions été invités à Varsovie.

Le Parti a eu raison de mettre l'accent sur la nécessité de travailler parmi les paysans et classes moyennes.

D'accord qu'il faut concrétiser inféodation à l'Amérique.

(textile, stock américains, allumettes) Propose "Belges achetez Belges". Les campagnes de meeting ne suffisent pas. Devons trouver autres moyens. Notre AP use de clichés démodés. Technique des affiches est mauvaise. Très peu lues. Il faut des slogans.

Auto-radio.

Demande examen secteur AP et organisations de masses prochain BP. Nombreux membres et sympathisants influencés par campagne anti-communiste.

Rôle du FI pourrait se développer.



Au FI on ne s'occupe plus que de dossiers de résistants.

Demande impression du rapport Lalmand.

Inciviques.- Il est faux de dire que rien n'a été fait. Nous nous sommes basés sur les PP. Devons soutenir les PP contre Gt.

(Borremans signale qu'il y a une résolution des PP.)

Intervenir au prochain CC. Propose des interventions politiques portant surtout sur le recrutement. Populariser résultats.

Bertrand.- Approuve communiqué Belga. Résolution plus nette après CC. Signale que Varsovie, à la base, est considéré comme premier pas vers Kominter, déchaîne anti-socialisme. D'accord pour conférence d'information. Devons dénoncer position anti-ouvrière de certains socialistes. Unité est question de rapport de force.

Glineur.- Rapport complet et précis, mais pas de moyens pratiques de défendre la ligne. Offensive anti-communiste bat son plein. Varsovie, machine de guerre, reconstitution Kominter. Psychose de guerre, de famine. Décalage de notre situation sur plan intérieur et extérieur. Effort de presse à déployer. Publier dans le DR des tracts à reproduire dans les sections.

Soutien l'auto-radio.

Nécessité groupement forces de paix, profiter de tous les contacts possibles.

Borremans.- D'accord avec position sur Varsovie. Position des membres du P. 2 positions : anciens et nouveaux. Il faut examiner la position des socialistes qui essayent de se placer comme arbitres entre 2 impérialismes.

Nécessité souligner forces de paix. Varsovie a donné une impression Nde force de paix. Devons dénoncer politique américaine à l'égard Allemagne. Meilleure politique de réparations permettrait des dégrevements.

Meilleur centre lutte pour l'unité : l'entreprise. Y réaliser l'unité d'action sur le plan revendicatif lié à la situation internationale

Lahaut.- Ce que dit la base : "Ils attaquent et nous ne leur répondrions pas,". Populariserons notre position au prochain CC. Avons affirmé notre force : fête du Heyssel, rentrée des Cahmbres. Dans rapport au CC il faudrait parler des résultats dans les démocraties populaires. (alimentation en tchécoslovaquie, baisse des prix, hausse des salaires). Opposer situation Angleterre, France. Interpellation mardi prochain.

Lalmand.- Uranium. Marteau considère possibilités de vente limité, parce que stade expérimental surtout. C'est pourquoi nous recommandons stockage et possibilité pour tous les pays de s'en provisionner. Ne pas oublier refus à la France, à nos savants.

Action sur le plan syndical. Devrons développer notre travail entreprises.

Rapport au CC. Sam Hersens pourrait rédiger introduction sur question de Varsovie. Faisons ressortir que pas Komintern.

Ne pas nous laisser isoler.

Un des éléments déterminants de la situation actuelle, c'est la capacité de larges couches de la population de se rendre compte de



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE — KOMMUNISTISCHE PARTIJ VAN BELGIË

BRUXELLES, le

15 OCTOBRE 1947.

BRUSSEL, den

Avenue de Stalingrad, 18-20, Stalingradlaan  
Tél. 12.01.00 - 12.01.08 - 12.01.09

*E. Lalmand*

*18 8. 1*

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE.  
=====

Cher Camarade,

Nous te prions d'assister à la prochaine réunion  
du Bureau Politique qui se tiendra le

SAMEDI 18 OCTOBRE à 10 H.

au Centre du Parti.

A L'ORDRE DU JOUR:

- SOLIDARITE : rapporteur: HOLLENDER.
- INTERPELLATION : par : R? DISPY.

Bien fraternellement,

Le Secrétaire Général du Parti:

E. LALMAND.

*E. Lalmand*



November 47

BK03\_1947\_11



Présents : J. Terfve, Bertrand, Glineur H., Coenen, Van Hoorick, Marteaux, Avaux, Burnelle, Herssens, Borremans, Van Aerschot, Gillis.

Excusés : Dejace (retenu au Luxembourg) et Dispy.

Absent : J. Lahaut.

Rapport Terfve

Congrès P.S.B. : 1) problèmes internes  
2) position en matière internationale  
3) position sur la politique intérieure

12 résolut.: section d'entreprises - affiliations collectives.  
des hésitations : surtout dans le domaine des sections d'entreprises : Marlot et Bondas.  
leurs positions antiunitaires surtout développées en Flandres.  
Nous appuyer sur leurs divisions pour démontrer que nos sect. d'entrepr. ne sont pas des organes de noyautage.  
Stimulant pour nos militants. Mais attention aux déviations sectaires.

Affiliations collectives : très peu d'hésitation (1) pas de noyaut.com  
d'abord Centrale des Mineurs )  
" " Transports ) les régionales ?  
" du Textile )

Déclaration de Buset relative à l'apolitisme.  
(2) lier à la pénétration de l'impérialisme américain en Belgique - Socialistes - agents!  
(3) Participation du D.R.  
(4) Comités de contacts : là où se constitueront des sect. socialistes et où nous sommes seuls (à l'entreprise).  
- Ne pas attendre les initiatives socialistes: prendre le devant : assemblées ouvrières, des congrès régionaux et des assemblées de secteurs.  
Prochain Congrès régional de la F.G.T.B. (l'axer sur les revendications ouvrières.)  
la lutte contre les exclusions : faire le point (Borr.).

Fusion des Centrales : Mineurs : accord au sommet pris - pourparlers arrêtés -  
Centre : Sect. Rég. CIM: pas affiliées à sect. rég. F.G.T.B.

Pierre : pourparlers au sommet (suspendus).  
ég. sauf à Liège.

Alimentation : avec Lauwers - reste Van C.  
Vêtement : situation spéciale.

Cuir et Peaux : CGT veut bien ouvrir ses rangs au S.U.

Tabac : ?

Presse : veut rester Centrale socialiste;

Transports : on connaît situation.

Livre : ne paient plus cotisations FGTEB.

Textile : accords de fusion remis en cause.

Effectifs Centrale S.U. : ?







voux ne croit pas qu'il faut reconstituer le S.U. là où la démocratie syndicale ne fonctionne pas. A Anvers, dit-il, nous voulons, par referendum, savoir si les dockers se prononcent pour une autre organisation syndicale. S'ils se prononcent à la majorité pour un autre syndicat, pourquoi serions-nous incapables d'exiger le fonctionnement normal de la démocratie au sein du syndicat des transports? La Centrale SU du Vêtement que reste-t-il ? Quelques centaines d'adhérents auxquels on joindra les 1000 syndiqués du textile d'Alost, les 200 syndiqués du Borinage. Dans le meilleur des cas, la nouvelle Centrale comptera 4000 membres contre les 48.000 de la Centrale du Textile. Va-t-on miser sur Cheval pour mener cette opération dans le Borinage ? La vérité, c'est que nos militants, dans l'organisation syndicale, accumulent les erreurs et les gaffes. Ils ne sont aptes à remplir un rôle dirigeant dans une organisation syndicale. Avaux cite encore deux exemples : Duchamps, du Luxembourg, qui a abandonné son poste de secrétaire régional au Batiment, sans avertir ni le Parti ni son secrét. ~~xxx~~ régional FGTE et Smits, de Vilvorde, qui se laisse manœuvrer stupidement par les réformistes.

Il faut surtout porter l'effort sur le développement du SU de la Pierre et du SU des mineurs et entretenir notre influence dans les grandes Centrales.

Accorder une importance exceptionnelle à la formation des cadres syndicaux.

#### COENEN.-

Le Congrès socialiste est incontestablement un beau Congrès. Mais les résolutions pèchent par la discussion. La base n'était pas représentée. C'était un congrès de fonctionnaires. Il n'y a pas eu d'intervention par des délégués de base. Les résolutions expriment ce que ne pensent pas les dirigeants du PSB. Ces derniers ont voulu se réserver des sympathies électorales. Cela est important pour nous. Le désir des gens du PSB est d'en revenir à la situation d'avant-guerre, c'est-à-dire d'avoir le contrôle absolu de la classe ouvrière au travers de ses organisations coopératives, mutualistes et syndicales. Ils ont réussi dans le domaine des mutualités et des coopératives car dans ces deux organisations, il n'y a pas d'actions de masse. Il reste les syndicats : on a commencé à nous en exclure. L'effervescence n'a pas fait la distinction entre "adhésions collectives" et "affiliations collectives". La distinction faite par le congrès du PSB est pourtant de la plus grande importance. Elle présuppose l'utilisation des moyens différents selon les rapports de forces en présence.

Comment réagir ? Le rapport Dejaire manque de chiffres. Il faut le chiffrer et s'en servir comme base de discussion. Coenen critique également les agissements des militants syndicaux membres du Parti. Il cite Jacquet du Vêtement qui a laissé ~~xxx~~ passer en entier la section du Roi du Caouthouc à la Centrale réformatrice. Bloquer efforts sur Pierre et Mineurs.

Le travail aux entreprises sera déterminant. Il faut encore le développer, baser notre riposte également sur les Centrales fusionnées : Services Publics et Métallurgistes.

#### BURNELLE.-

Il faut faire attention aux subtilités. Coenen a raison d'insister sur la différence entre "adhésions" et "affiliations". Le PSB commencera par enregistrer "l'affiliation collective" des groupes de syndiqués (sections régionales) et poursuivra, après avoir usé les unitaires à ce jeu, par l'adhésion des régionales et des Centrales.



Nous perdons encore des positions. C'est ainsi que deux camarades n'ont plus été réélus au Comité régional de l'Enseignement, à Liège. Il faut absolument apprendre aux camarades à conquérir les postes syndicaux. Après le Congrès du PSB, nous devons réagir dans les usines et dans les régionales, y dénoncer les menaces que constitue la résolution du Congrès du PSB pour l'unité syndicale, y faire voter des ordres du jour par les assemblées ouvrières et les congrès régionaux. Des militants syndicaux (par ex. dans les Services Publics) pourraient signer des manifestes en faveur de l'indépendance syndicale.

BERTRAND.-

croit que Terfve aurait dû se livrer à une analyse plus complète du Congrès du PSB. Il n'a rien dit des discours de Spaak, d'I. Blume et des conclusions de Suset. Estime que le discours de Spaak suffit, à lui seul, à justifier devant le C.C. une discussion de nos rapports avec le PSB. Les militants fédéraux, membres du CC, considèrent que nous ne dénonçons pas suffisamment les agissements réactionnaires du chef du gouvernement qui apparaissent cependant comme répondant aux désirs de l'imperialisme américain. Les mêmes camarades expriment avec brutalité l'avis que notre action parlementaire n'est pas assez vigoureuse. Ils font allusion à l'interpellation du Cde Dispy et au manque de réactions pendant la réponse démagogique de Spaak. Certes, nos militants ont un peu trop les yeux tournés vers la France. Mais il est certain qu'il y a, dans le Parti, suffisamment d'hésitations et de flottement que pour justifier la convocation du Comité Central.

Les membres du B.P. échafaudent des hypothèses sur le caractère que prendra l'offensive du PSB contre l'unité syndicale. Vont-ils grignoter les syndicats et passer ensuite à l'adhésion des Centrales ? Leurs procédés différeront sensiblement de région à région. Offensive brutale là où ils sont forts. Grignotage là où l'unité est solidement charpentée. Le moment est venu de répondre à chaque coup et de dénoncer dans notre OR toutes les atteintes à l'indépendance syndicale. Nous devons absolument réagir à Anvers, dans le textile et consolider les positions du SU des mineurs et du SU de la Pierre. Indique mesures déjà prises. Dans les usines déclencher l'offensive contre les intentions socialistes. Dans le cas où se crée une section socialiste d'entreprise, proposer xxx comité de contact entre section FGEB, section d'entreprise PSB et PC.

N'est pas d'accord avec l'intervention de Van Hoorick qui fait preuve d'une légèreté inconcevable et d'un mépris total pour tout ce qui est organisation. L'exemple d'Anvers prouve qu'on sait organiser les communistes à l'entreprise, en Flandres. Nous ne prétendons pas que les méthodes d'organisation doivent y être les mêmes qu'en Wallonie. Nous l'avons dit aux secrétaires fédéraux flamands, mais Bert Van Hoorick n'était pas là. Quant à Rénovation, pourquoi Bert ne dit-il pas que le travail a été entrepris à Grammont depuis la libération ?

Le congrès socialiste était nécessaire aux socialistes. Ne surestimons pas la force du PSB. Il est redoutable mais les discussions préparatoires au Congrès national ont donné lieu à des séances mouvementées. La bureaucratie socialiste coûte cher et le PSB a de grandes difficultés financières. La base ne marque pas son accord avec la politique intérieure de Spaak et les positions de De Brouckère en matière internationale. Il serait intéressant de connaître l'avis de la base socialiste sur discours d'I. Blume.



VAN HOORICK.-

Après la libération, les socialistes n'ont pas commencé par reconstituer leur Parti. Ils ont reconstitué et développé leurs coopératives et leurs mutualités. Ensuite, se servant des cadres qu'ils ont dans ces organisations, ils ont réorganisé leur Parti. Nous ferions bien de profiter de cette expérience. Il faut à tout prix faire de "RENOVATION" une véritable organisation de masse. Or, nous n'y parvenons pas. Le seul exemple positif est celui de Grammont. Il ne faut pas disperser nos forces. Certes, le travail aux entreprises est nécessaire, mais il convient, à ce sujet, de ne pas imposer aux camarades flamands les mêmes méthodes d'organisation qu'en Wallonie. A fait une expérience décevante. Il a repéré, dans une usine d'Alost, 30 communistes, les a convoqués. 4 sont venus et ont refusé de se mettre au travail prétextant l'absence des autres. Faut aller, en Flandres, jusqu'à constituer des groupes de 3, inconnus les uns des autres.

VAN AERSCHOT.-

Parle longuement de la situation syndicale à Anvers. On ne peut avoir confiance en Thys, Secrétaire National de la Centrale des Métallurgistes. Aujourd'hui, Thys, dans la "Volksgezet", recommande l'affiliation de la FGTB au PSB. Il y a peu de temps, il recommandait des contacts entre FGTB et S.P. se réclamant de la classe ouvrière. Le champ de manoeuvre des socialistes est particulièrement favorable en Flandres. Si nous savons faire réagir les camarades que nous avons déjà en main, les socialistes rencontreront néanmoins beaucoup de résistance.

BORREMANNS.-

Nous avons dû, sur la base des décisions de notre dernier C.C. et des B.P. antérieurs, dénoncer l'impérialisme américain qui procède, en Belgique, à l'aide d'agents dont nombre se trouvent dans le PSB et la FGTB. Plusieurs passages des résolutions socialistes prouvent que notre campagne a porté. Elles constituent indirectement un hommage au travail de nos militants.

Le PSB veut revenir à la situation d'avant-guerre. Devons-nous craindre la constitution de sections d'entreprises socialistes ? Non, à condition que nous déployions dans nos sections d'entreprise, un travail unitaire en profondeur. Les socialistes veulent faire de leurs sections d'entreprises des instruments de destruction de l'unité syndicale. Ils veulent porter des querelles anti-unitaires dans les entreprises. Ils pourraient le regretter. Nous ne pouvons laisser agir impunément les antiunitaires. Partout où leurs manoeuvres se développent et se concrétisent par la suppression de la démocratie syndicale ou l'exclusion des militants unitaires, il faut envisager la reconstitution du SU. Le plus urgent, c'est la soudure du SU Vêtement et textile; fait la critique des SP et resp. entreprises des régions textiles et de la féd. d'Anvers qui n'a pas encore le résultat du pétitionnement parmi les dockers. Signale les mesures prises pour diminuer le retard. Annonce que le travail aux entreprises se développe - sauf en Flandres - et nous donne de larges possibilités de réagir à la base et à l'échelon régional.

HERSSENS.-

Le Congrès du PSB laisse percer l'inquiétude des dirigeants socialistes devant leur perte d'influence dans la classe ouvrière (interruption de Coenen : ne prenons pas nos désirs pour des réalités. Est-il bien vrai que les socialistes perdent de l'influence parmi la classe ouvrière ?). Malgré nos faiblesses, le PSB n'est pas parvenu à reprendre la direction de la classe ouvrière. N'oublions pas que sa tactique était



de résorber le Parti libéral et nous supprimer par l'absorption. Où en est-il ? Pas loin, ni dans un sens, ni dans l'autre.

En exploitant ce qu'il y a de positif dans le sectarisme des communistes de base, la section socialiste d'entreprise peut être un stimulant. Puisque nous avons l'avantage dans l'entreprise, nous devons l'améliorer. Constate le manque de régularité dans l'édition des journaux d'entreprise; à l'avantage des journaux communaux et électoralistes. Il faut donc beaucoup plus de journaux d'entreprises et beaucoup moins de journaux communaux, lesquels font d'ailleurs une concurrence regrettable au D.R.

Herrens estime qu'il serait dangereux de parler dans le Parti de la reconstitution éventuelle de certains SU. Les sectaires y sont trop nombreux et il est à craindre qu'ils ne fassent plus rien pour sauver l'unité syndicale.

On ne peut pas séparer l'analyse des résolutions socialistes de l'analyse et critique des actes des dirigeants socialistes.

A son avis, les commentaires et nos positions doivent graviter autour de deux thèmes :

1. Vous avez voté une bonne résolution, mais pourquoi vos actes sont-ils en contradiction avec la résolution ?
2. Aux travailleurs socialistes : voilà ce que font vos dirigeants. Ils couvrent leurs agissements coupables par la résolution du Congrès socialiste.

Il y a, dans le Parti, une aile flaibarde. En raison de cela et des conditions politiques, nous devons raidir notre position à l'égard du PSB.

#### MARTEAUX.-

Il existe un Front unique anticommuniste qui va des socialistes aux conservateurs. Nous devons nous préparer au pire. Les militants socialistes jouissent actuellement d'un complexe d'euphorie. Ils croient que notre influence diminue rapidement et que le moment est venu de frapper un grand coup. Pendant la guerre et après la libération, le PSB a joué la carte de l'unité en attendant d'être assez fort pour rétablir la situation d'avant-guerre en nous chassant des syndicats et en transformant le PSB en POB.

Ce qui nous intéresse dans le syndicat, ce n'est pas le militant syndical, c'est la masse des syndiqués. Sauf en Flandres, où ils peuvent faire avaliser leur volonté par leur bureaucratie syndicale; en Wallonie et à Bruxelles, les socialistes doivent compter avec la masse des syndiqués et cela dans la mesure où notre organisation se redresse. Encore faut-il voir ce "qu'aller à la masse" signifie concrètement. Marteaux a son opinion sur les sections d'entreprises : ne peuvent être qu'un moyen inopérant si leur activité ne trouve pas de prolongement dans les organisations syndicales. A tout prix, doter le Parti d'une meilleure organisation. S'engager dans le Tournaisis et à Liège, converser avec des secrétaires de sections. Leurs sections sont saines et actives. Tel n'est pas le cas à Bruxelles. Il le signale à Bertrand.

Heureusement, les contradictions économiques qui crèvent les yeux - parfois en l'absence du travail du Parti - travaillent pour nous.

Revenant aux résolutions du Congrès socialiste, Marteaux déclare qu'il y a un monde entre ce que les socialistes disent et ce qu'ils font, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

En résumé, réagissons en développant notre travail de masse, en notant les velléités de l'appareil bureaucratique du PSB. L'outil, c'est : des sections vivantes et saines. .../...



### H. GLINEUR.-

Nous aurons encore beaucoup de difficultés pour remonter le courant dans les S.U. Il faudrait, dans chacun d'eux, un porte-drapeau. Ce n'est pas facile. Des clauses statutaires rendent difficilement accessibles à certains militants politiques les postes de commande des S.U. L'apolitisme est plus ancré que nous ne le pensons, parmi les travailleurs. Il convient de l'exploiter en faveur de l'indépendance syndicale. Nous pouvons déjà affirmer qu'il y aura scission dans une partie du mouvement syndical. Nous devons, dès à présent, nous prémunir contre l'accusation d'être des diviseurs. Dans le Parti, l'orientation : entreprises, travail syndical, doit être favorable. La rappeler à toutes occasions.

### CONCLUSIONS DU Cde TERREVE.-

Début de la discussion, a marqué un courant de défaitisme. Indispensable de venir devant le CC. B.P. devra se mettre d'accord unanimement sur un nouveau rapport. Il y a un incontestable danger à souscrire aux positions sectaires des camarades qui sont nombreux à la base et dans l'appareil syndical. Mais il en existe un autre qui consisterait à ne pas réagir devant les manœuvres et exclusions. Pour en sortir, il se dégage une seule voie : porter le problème devant les travailleurs. Des mesures ont déjà été prises. Les Secrétaires fédéraux ont été réunis. Des ordres du jour vont être votés. Le travail aux entreprises se développe. Accélérons. Politisons-le. Reconstitution des SU : ne la tenter qu'après large consultation des travailleurs intéressés. Etudier soigneusement sous cet angle le cas des dockers et textiles. Il y a le problème des cadres syndicaux. Borremans devrait l'étudier immédiatement et faire propositions à un prochain secrétariat.

Ne pas surestimer les forces de l'adversaire. C'est un problème de méthodes, mais aussi de temps.

### COMMUNICATIONS.-

- 1) rencontre P.C. belge, hollandais, luxembourgeois;  
rapport à   a) action commune contre Bénélux.  
              b) attitude à l'égard du Bureau d'Informations de Belgrade.
  - le délégué luxembourgeois ne considère pas qu'une action doive être menée au Grand-Duché.
  - le délégué hollandais étudiera les répercussions de Bénélux en Hollande et nous transmettra un rapport contenant ses propositions.
  - la position à l'égard du Bureau d'Informations de Belgrade est identique. Les événements politiques ne rendent pas actuellement nécessaire l'adhésion.
- 2) Vice-présidence de la Chambre. Le B.P. estime que pour des raisons de prestige, il n'y a pas lieu de présenter un autre candidat que le Cde Lahaut, le groupe socialiste n'ayant pas à prononcer d'exclusive contre le Président du Parti.



*Lalmand*

Présents : Lalmand, Bertrand, Coenen, Herssens, Burnelle, Terfve, Marteaux, Van Hoorick, Van Aerschot, Borremans, H.Glineur, Dejae.

Excusés : Dispy.

Absent : Lahaut, Aiaux.

Communication sur la vice-présidence de la Chambre, par Lalmand.

Lalmand est d'avis que le B.P. du 3/11, en concluant au maintien de la candidature du Cde Lahaut à la vice-présidence de la Chambre, s'est trompé. Il s'est basé sur les raisonnements suivants :

Si les socialistes prononcent une exclusive contre notre candidat, nous avons le droit d'examiner le lieu et nous ne voterons, au Sénat, pour Rolin, que si leur groupe vote pour Lahaut à la Chambre.

Cet examen est superficiel. D'abord, les socialistes n'ont, officiellement, pris position contre notre candidat. Nous ne pouvons prétendre, comme l'an dernier, qu'il est porté atteinte à notre prestige.

Les socialistes nous ont fait part des difficultés qu'ils auraient à obtenir l'unanimité sur la candidature de Lahaut. À l'exclusion de toute considération personnelle et sentimentale, une seule chose nous intéresse : ne pas être isolés davantage sur le plan parlementaire.

Lalmand demande l'avis du B.P. et estime qu'il faut proposer Marteaux à la vice-présidence de la Chambre.

Discussion.

Coenen : se prononce contre le remplacement de Lahaut.

Si les socialistes ne votent pas pour lui, il faut aller jusqu'à leur donner une dure leçon en votant pour Gillon au Sénat.

Borremans : craint que la non-représentation de Lahaut ne crée un malaise dans le Parti.

Marteaux : ne croit pas qu'un autre candidat recueillerait l'unanimité des voix socialistes? D'autre part, l'inconnue est la position du groupe libéral.

Terfve ; Herssens, Van Hoorick, Bertrand et Van Aerschot, reconnaissent que la position de Lalmand est plus juste que celle adoptée par le B.P. du 3/11.

Décision : prise de contact avec les socialistes et les libéraux. Si les libéraux votent pour notre candidat, présenter Marteaux.

Au Sénat, présenter H.Glineur ou F.Coenen.



*Lalmand*

Présents : Lalmand, Terfve, Marteaux, Lahaut, Herssens, Bertrand, Van Hoorick, Gillis, Van Aerschot, Borremans, H.Glineur, Avaux, Dejace,

Excusé : Dispy.

Rapport sur la situation politique, par E.Lalmand (schéma ci-joint).-

Discussion :

Dejace : d'accord avec ligne dans le domaine syndical.

S.U. doivent, à son avis, participer aux mouvements de protestation contre l'exclusion des communistes des directions syndicales.

Autre tactique des socialistes : isoler permanents syndicaux membres du Parti, en les isolant pour les discréditer ensuite.

Pont est jeté entre FGFB-ATO-FSS-COOP. et Mutualités socialistes. C'est assez dire si les socialistes veulent aller plus loin.

Donner des renseignements sur exclusion de la FGFB, par son bureau national, du SU du Vêtement.

Le SU des Cuirs et Peaux vient de se reconstituer. Annonce que l'assemblée générale des ouvriers d'Obourg (Fabelta) s'est prononcée contre la rentrée à la Centrale du Textile sans satisfaction sur les cas Robbrecht et Cheval.

Souhaite que s'établisse une collaboration agissante entre "Rénovation" et le SU.

Van Hoorick : En ce qui concerne le recrutement à Rénovation qu'il faut accentuer, des Odes comptent trop sur la propagande, alors qu'il faut davantage employer le système du recrutement de porte à porte, système qui donne de remarquables résultats à Grammont et à Alost.

Il faut ~~xxxxxxxx~~ revoir le cas de certains permanents de "Rénovation" qui sont des paresseux.

Nos militants de base ont une tendance à confondre socialistes de droite avec tous les socialistes. Parle du cas de la régionale du textile d'Alost en liaison avec le cas de son secrétaire Robbrecht. Il estime qu'il faut une solution, rendue difficile par le fait que détaché de la Centrale du Textile le SU du Textile n'aurait pas de ~~xxxxxx~~ représentation dans les commissions paritaires. A Alost, une dizaine de journaux d'entreprises sont en préparation.

Burnelle : Il faudra faire l'autocritique du passé. Il sera nécessaire de la nuancer, la ligne politique n'est pas en jeu. Il y a eu des faiblesses dans l'exécution et dans l'application. Dans certains milieux, on dénature le caractère unitaire des gouvernements de démocratie populaire. Propose que nos militants, dans leurs réunions, dans leurs meetings, mettent l'accent sur le rôle extrêmement important que jouent les P.C. dans ces pays.

Croit qu'il faut habituer et inviter les syndiqués, dans les assemblées de base, à émettre des critiques sur le travail de leurs dirigeants. Cela leur donnera un caractère largement démocratique.

Herssens : Nous n'avons pas commis d'erreurs politiques.

Dénoncer davantage les dessous de l'aide américaine. Ne pas considérer que le PSB constitue un bloc antiunitaire. Nous ne nous sommes pas suffisamment occupés des "Amitiés" - bien y répartir nos mandataires.

Nous ne devons rien faire pour apparaître comme scissionnistes et nous devons répéter que nous avons été, pendant la guerre, les promoteurs de la lutte syndicale et de l'unité syndicale.



Borremans : En faisant l'autocritique de l'application de la ligne, insister sur le fait que nous n'étions qu'une petite minorité au sein des gouvernements auxquels nous avons participé. A son avis, nos mandataires s'attachent trop à l'aspect "technique" de leur mandat et pas assez à l'aspect "contact avec masses". Dénoncer - sur la base de faits concis - le tort causé à notre industrie et à notre classe ouvrière, par les importations américaines.

Montrer les contradictions entre les résolutions votées par le PSB, les articles de Larock et les actes des socialistes des pays de l'Est.

Les positions de nos militants syndicaux sont fortes en fonction de leur travail de base. Les articles de "deSwaef" dans "Le Peuple" constituent un recul sur les intentions socialistes en ce qui concerne l'affiliation des syndicats au PSB. Nous devons renforcer encore notre travail aux entreprises. Signale certaines faiblesses dans la préparation du congrès régional FGTB de Bruxelles qui prouvent que nos militants dans les syndicats n'ont pas toujours une conception juste de la démocratie syndicale. Croit aussi que la reconstitution du S.U. du textile non représenté en commission paritaire, le désavantagerait dangereusement par rapport à la Centrale du Textile.

Terfve : Pour dénoncer l'impérialisme américain, les militants devraient fournir des éléments concrets venant de leur entreprise. Jusqu'à présent, les éléments que nous recevons ne sont pas tellement nombreux. C'est d'eux que dépend que notre Drapeau Rouge puisse suffisamment mener la campagne.

Systématiser l'organisation de "Conférences Tribunes" ailleurs qu'à Bruxelles, pour populariser les démocraties populaires.

Dans le secteur des "Amitiés", nous n'avons pas été aidés par les diplomates.

Propose 1 camarade pour s'occuper des "Amitiés".

Les jeunes qui sont allés en Yougoslavie n'ont pas fait rapport sur leur voyage. C'est une erreur.

Regrette que la délégation parlementaire, à la suite de son voyage en Pologne, n'est pas organisé une conférence de presse.

Notre attitude envers les socialistes doit être ferme. Il faut déterminer les moyens pratiques d'entrer en contact avec les travailleurs socialistes.

Souhaite que le rapport de Lalmand soit édité par le Parti.

Glineur : Nos adversaires rappellent souvent le pacte germano-soviétique.

Ne faudrait-il pas en parler dans le rapport et demander à nos militants de réfuter les calomnies réactionnaires. Nous devons également dénoncer la fausse démocratie existant aux Etats-Unis et dénoncer l'action unilatérale du PSB en ce qui concerne l'aide à l'Espagne républicaine.

Notre ligne politique est très juste mais pas suffisamment connue. Il faut populariser davantage à l'extérieur du Parti, avec des moyens plus puissants.

Bertrand : s'étend surtout sur les possibilités de contacts avec les travailleurs socialistes et signale que la base du PSB exprime son mécontentement de la politique gouvernementale.

Avaux : A son avis, les trotskystes sont agissants et influencent nettement les socialistes. Il n'y a pas de recul des socialistes en ce qui a trait à leur volonté de rompre l'unité syndicale.

Axer ~~xx~~ le travail du Parti sur les entreprises, les femmes, les jeunes et Rénovation.

Donner des détails sur les indices d'une crise économique très grave. Nous devrions lutter pour les minima de salaire dans le cadre du déblocage général.

.../...



S'étend sur le problème de la Sécurité Sociale dont le régime doit être révisé. Nous n'en parlons pas assez. Cela intéresse vivement la classe ouvrière.

Sur le plan syndical, nous sommes très faibles dans le secteur "Enseignement". Nous pouvons y pénétrer en utilisant l'action contre l'incivisme.

Dans notre lutte pour l'indépendance du pays, passer de l'abstrait au concret en proposant un planing.

Il est absolument nécessaire d'accentuer notre pénétration en Flandres et de clarifier un certain nombre de problèmes syndicaux : le chronométrage, le mode de rémunération, le salaire familial. Dans le travail aux entreprises, ne pas confondre l'agitation et l'organisation.

Lahaut : Tous les camarades doivent réserver leur samedi au B.P.

Dans la popularisation des démocraties populaires, surtout insister sur le résultat des nationalisations.

Il est indispensable d'ouvrir une large discussion au C.C. sur nos rapports avec les socialistes.

Mettre en évidence les réalisations des députations permanentes démocratiques, des collèges unitaires.

Lalmand : Il n'est pas indiqué, à son avis, de reconstituer le SU des Cuirs et Peaux. Porter l'effort sur la Pierre et le SU des Mineurs afin d'avoir une solide base de retranchement.

Etablir une collaboration entre "Rénovation" et les Centrales SU (Borremans), "Rénovation" et les jeunes (Gillis), "Rénovation" et les Femmes Communistes (J. Mullier).

Etablir une statistique sur le % de croyants membres du Parti. Populariser déclarations de socialistes tchèques contre la reconstitution de la IIIe Internationale et de Saillant contre le plan Marshall. Terfve s'intéressera au problème des "Amitiés".

Borremans devrait rechercher les possibilités de provoquer la constitution des "comités de défense" dans les secteurs industriels menacés par les importations américaines.

Bertrand et Van Aerschot font des propositions pour la désignation du resp. national des "Amis des démocraties populaires".

La meilleure formule de rapprochement avec les socialistes se trouve dans les comités d'Amis des démocraties populaires, dans le travail aux entreprises et le travail syndical.

Terfve devrait entrer en contact avec des militants socialistes de gauche : I. Blume, Somerhausen, Housiaux.

Borremans devrait se livrer à une enquête sur la situation syndicale à Alost et Grammont.

Axer notre action revendicative sur le déblocage des salaires en réclamant énergiquement le blocage des prix.

Propose la réunion du C.C. les 29 et 30/11/47. Un schéma de son rapport sera remis aux membres du C.C. immédiatement après son intervention.

Sur proposition de Van Aerschot, le B.P. transmet ses vœux de prompt rétablissement aux Cdes J. Mullier et R. Dispy.



*Lalmand*

Bureau Politique du 22/II/47

Présents. Lahaut, Lalmand, Tervé, Bertrand, Marteaux, Van Hoorick, Van Aerschot, Gillis, Burnelle, Borremans, Avaux, Dejae, Herssens, Coenen.

*Thaffin Ruband ci-joint.*  
Discussion.

Marteaux. Il est exact que beaucoup de camarades n'accordent pas assez d'importance aux problèmes d'organisation. Un problème doit particulièrement attirer notre attention: la répartition des tâches et du travail entre le plus grand nombre des membres du Parti. La rationalisation du travail doit être cherchée dans une large déflation des activités. <sup>Costate,</sup> par le surcroît des tâches, une lassitude et une fatigue chez les communistes à la base. Aurait désiré un rapport écrit et distribué à l'avance. Se plaint du comité de sa section locale de Bruxelles, qui n'est pas assez représentative pour l'importance de la ville.

Avaux. En ce qui concerne le travail aux entreprises, il est nécessaire de tenir compte des situations régionales. A Bruxelles, notamment il faut réunir les ouvriers communistes sur la base locale. L'organisation à l'usine n'est possible que dans les cas où elle occupe un nombre assez élevé d'ouvriers. Nous devrions aussi organiser les ouvriers des spectacles. Voudrait connaître les fédérations où il n'y a pas de responsable paysans, est d'avis qu'il n'en faut pas dans les fédérations industrielles. Croit aussi qu'il faut simplifier <sup>considérablement</sup> le travail. S'étonne que le rapport ne parle pas du fonctionnement des commissions d'études, du travail des mandataires et des intellectuels.

Borremans. Pas d'accord avec Avaux en ce qui concerne l'organisation des ouvriers sur la base locale. Quand les entreprises sont petites, il faut y constituer un groupe et en rassembler plusieurs pour constituer la section qui a dans ce cas un caractère régional.

Il faut encore rendre le travail de direction du secteur «entreprise» plus concret. Est convaincu que l'organisation des services centraux peut et doit s'améliorer. Propose des contacts plus suivis entre l'A.P. et lui-même pour l'édition des journaux d'entreprises. Le travail, dit-il en concluant doit être plus collectif.

Van Hoorick. Une directive générale recommande la revue «Rénovation» même en Flandres-Ne pourrait-on avoir une revue doctrinale en flamand? Parle de la situation spéciale du Limbourg et de la nécessité de renforcer la direction fédérale et d'accorder une aide financière.



Contradiction entre la campagne pour abonnements obligatoires et l'organisation de la vente au numéro. Signale qu'Alost a désigné un vendeur professionnel qui atteint aujourd'hui 150 N° par jour. Propose que le Congrès National supprime la cotisation de 2,50frs. Ont affiliés 100 ouvriers agricoles à Renovation. S'étonne que Renovation n'organise pas encore le prêt au marigge pour les jeunes. Signale que des milliers de jeunes flamands descendent tous les jours à la gare du Midi à Bruxelles. La J.P. pourrait les travailler spécialement.

Ne pas commettre l'erreur de comparer les appareils fédéraux à l'appareil Central. L'accumulation des tâches décourage les secrétaires fédéraux qui doivent souvent, tout faire eux mêmes. Trop de directives nationales. Il cite toutes les tâches auxquelles il doit faire face. Pour décembre, les fédérations devraient établir un plan de recrutement. Est d'accord avec désignation des percepteurs de cotisations avec rôle qu'on veut leur faire jouer.

Glineur. L'abonnement collectif à la revue "Renovation" n'est qu'un minimum. Il faut aller plus loin et inviter nos militants à le lire régulièrement. Les cartes de membres sont en circulation. Il faut faire de leur placement une large campagne et lier au recrutement. Mandataires sont surchargés, on devrait revoir leur travail. Signale la plaie de l'absentéisme qui règne parmi les conseillers communaux et provinciaux. N'étudient pas assez les ordres du jour du conseil communal ou provincial.

Lalmand. La situation de l'organisation s'est redressée au sommet par un travail méthodique qui peut encore être considérablement amélioré. Il serait bon maintenant d'améliorer le travail fédéral par le même travail méthodique. Aider les militants fédéraux à le faire. Propose que lors de la multiplication du rapport, les renseignements d'ordre confidentiels soient tapés sur des feuilles séparées et reprises après lecture. Que Bertrand condense son rapport et le présente au prochain C.C. en le liant au rapport politique. Suggère à Burnelle de veiller à ce que l'organisation ait plus pléthore d'orateurs aux meetings du Parti. Dénoncer le sectarisme des F.C. Inviter R. Hollender au C.C. et lui demander de préparer une intervention sur les permanences sociales de Solidarité et l'aide que Sol. attend à ce sujet des F.C. Le secteur "Jeunes" est le plus sombre. Gillis devrait intervenir au C.C. N'est pas partisan de créditer purement et simplement les fédérations de leurs dettes envers le D.R. antérieures au I/I/47. Le faire éventuellement en fonction de 3 critères.

- 1) Part des dirigeants actuels.
- 2) Effort fourni pour la réduire
- 3) Effort fourni pour rembourser dette nouvelle.

Apprend qu'à Liège les membres du Parti résistent à "Rénabel" et notamment à Seraing. Propose une intervention de Sironval au C.C. Il faut une collaboration plus grande entre les cadres et l'organisation. Le plus grand danger serait de ne pas connaître les cadres. Prospector chaque mois une fédération flamande et française et réunir biographies d'au moins 100 camarades à proposer à des postes militants dans les sections. Les militants fédéraux ne peuvent appliquer toutes les directives qu'en mettant des cadres au travail ce qui leur prendra du temps. La section est l'endroit où l'on fait connaître la ligne aux membres, ou l'on fait la propagande du Parti, tandis qu'il faut



le groupe pour appliquer et prolonger dans l'action.  
 A l'échelon du groupe, il n'y aurait plus de cloison entre les tâches. Si le même homme accomplit plusieurs tâches, il faut lier les tâches, mais au sein et à l'échelon fédéral, il faut établir une hiérarchie.

Renforcer considérablement notre travail en Flandres. Les membres du C.C. et du B.P. doivent avoir une plus large part d'activité en Flandres.

Les percepteurs; y insister au C.C., organiser le recrutement au travers d'eux - Citer l'exemple du Parti Tchèque. Il serait bon qu'un des camarades de l'organisation se déplacent en Tchécoslovaquie où le Parti paraît le mieux organisé.

Au C.C. il faut faire un vibrant appel au recrutement. Préconise des réunions régulières des chefs des services pour améliorer encore le rendement de l'appareil Central. Propose que Damin fasse rapport au C.B.P. sur le fonctionnement des commissions ~~différentes~~ techniques.

Bertrand conclut *en résumant au la réunion et la possibilité de réaliser les décisions dans la direction et section.*  
*Il rappelle la proposition faite par Bertrand et souligne l'importance d'insister sur le B.P. aux prochaines réunions.*  
Van Aershot donne lecture d'une lettre de Jeanne Mullier, remerciant les membres du B.P. pour leurs vœux de prompt rétablissement.  
 La réunion du C.C. est maintenue pour le 29/et 30 novembre.



December 47

BP03\_1947\_12



RAPPORT DE LA SEANCE DE LA COMMISSION FLAMANDE DU 3/12/47

Présents; VAN HOORICK, VAN AERSCHOT, BOB CLAESSENS, VANDENBOOM, MINNEBO et RUYS.

Bert VAN Hoorick ouvre la séance en disant que cette réunion a été convoquée pour discuter de différents points, dont le principal est l'envoi d'un document par HENDRIK DE MAN au Rédacteur en Chef VAN EYNDE de la Volksgazet.

Ce fait lié à un autre notamment celui du meeting donné par Balthazar à Gand, prouve un essai de faire glisser les dirigeants sociaux-démocratiques vers la droite et le camp de l'anti-communisme.

Balthazar a choisi son moment, la constellation politique actuelle lui permet de faire ce chantage et spécialement en vue de certains dirigeants sociaux-démocrates gantois et de provoquer un référendum de la population en faveur de Leopold III.

Dans quelles mesures devons-nous intervenir ?

Démontrer les buts réels de cette manœuvre et créer les possibilités d'approchement ~~xxx~~ entre communistes et socialistes, éclaircir l'atmosphère.

VAN DEN BOOM: J'avais demandé de mettre les trois questions suivantes à l'ordre du jour:

- 1° De Man
- 2° Ligue Catholique Flamande
- 3° Fonds Vermeylen et Incivisme.

DE MAN: Je veux placer son cas dans le cadre de la question royale

Il veut chercher du soutien chez les socialistes flamands. L'attitude réactionnaire des socialistes flamands se trouve en fonction de l'influence du bloc catholique puissant en Flandres. De Man veut diviser le Parti socialiste. But: constituer un Parti socialiste flamand dans lequel il y aurait des points de programme repris du programme Balthazar. Le programme Balthazar peut être bien reçu dans certains milieux socialistes flamands. Balthazar a compris que l'incivisme en question flamande sont liés dans la pratique. La fin pourrait en être que le Parti socialiste serait disloqué, en Flandre.

Ma proposition: éditer un manifeste contre DE MAN avec question:

Qui le soutient ? Lancer un mot d'ordre (Formes et termes à discuter) "~~XXXXXXXXXX~~ TRAVAILLEURS SOCIALISTES EPUREZ VOUS-MEMES VOS RANGS !"

Interventions de Ruys (demande en ce qui concerne cette action, de mettre l'accent sur la propagande dans les entreprises en ce qui concerne les résultats positifs acquis par les démocraties populaires de l'Europe Orientale afin de mettre fin aux calomnies anti-communistes et de recruter des membres)

MINNEBO Qui parle dans le même sens en disant que les socialistes ont assez de leurs dirigeants mais n'adhèrent pas à notre parti.

VAN AERSCHOT qui donne dans ce sens des exemples pratiques et CLAESSENS

VAN HOORICK: proposition pratique

- 1° article RODE VAAN —
- 2° Manifest —
- 3° Imprimer des circulaires dans les fédérations pour répondre aux calomnies contre les diri-

flut avoué de propagandistes, mais  
no intervention par juges de la popul. flamand.



2.

geants communistes ( pour les entreprises)

LIGUE CATHOLIQUE FLAMANDE - Fonds VERMEYLEN.

24 | VAN DEN BOOM ~~Max~~ Le Congrès de K.V.L. avait une orientation nette - réaction de notre Parti zéro - Pour la Wallonie le Parti autorise que les plus grandes calomnies contre la Flandre soient dites - il serait essentiel que notre point de vue ~~xxxxxx~~ soit connu également en Wallonie. - soutien de quelques socialistes nous est assuré là.

Ce congrès est un premier pas vers la réforme d'un front fasciste - c'était un rappel pour les néo-fascistes et les inciviques - premières mesures d'organisation ont été prises pour former un front - certaines questions Bruxelles, terre flamande, Services Publics, aspirants flamands pour hautes fonctions d'Etat ont été traitées. but: opposer les flamands contre les Wallons. La question de la classe ouvrière a également été traitée - but: l'employer dans le cadre de la politique néo-fasciste.

Mesures pratiques d'action pour K.V.L.

Intercaler K.V.L. dans la question royale et l'amnistie des inciviques. Reconstruction du Monument de l'Yser et Pélérinage .

7 | Nous devons placer quelque chose devant ce front : certaines personnalités flamandes n'y étaient pas - Le Fonds Vermeylen serait un appareil convenable. J'ai eu une discussion avec Mussche : accord que le fonds Vermeylen ne serait pas l'oeuvre d'un Parti - y donner un large caractère - en faire un large front démocratique - éditer un journal; toutes les tendances des groupements démocratiques flamands - Mussche est prêt de ~~présenter~~ des communistes dans les commissions.

proposition: reprendre contact avec Mussche - insister auprès du Fonds Vermeylen. Si pas d'accord chercher les éléments pour former un front.

7 | En liaison avec le K.V.B. se pose aussi la question des syndicats et la question flamande : des ouvriers flamands doivent travailler sur des plans français - D.R? devrait prendre également position. - J'ai parfois l'impression que les articles du D.R. ne défendent que les intérêts des wallons.

11 | VAN AERSCHOT : Il y a en effet trop peu d'intérêt de la part des camarades wallons. - au dernier C.C. on a volontairement raccourci le temps de parole de Bert Van Hoorick. Il insiste beaucoup sur l'emploi de la Radio régionale pour notre propagande.

5 | VAN HOORICK Nous devons spécialement voir pour des possibilités pratiques et empêcher les manoeuvres autour de la question des nationalités. Je ne pense pas avoir beaucoup d'autres possibilités que le Fonds Vermeylen - Nous devons en tout cas chercher contact avec des éléments démocratiques. Nous sommes indispensables dans le Fonds Vermeylen. Proposition; VANDEN BOOM reprendra contact avec MUSSCHE. J'ai des contacts avec Max Lamberty, il est pour une grande partie d'accord avec mon intervention à la Chambre concernant le Statut fédéral. Claessens doit également, comme resp. des intellectuels chercher des points de contacts en Flandres.

7 | Van den Boom donne des exemples pratiques sur l'intervention de Van Aerschot concernant le fait qu'on néglige trop de s'occuper des ouvriers flamands en Wallonie - Les possibilités de la diffusion de la R.V. On demande à Ruys d'examiner cette affaire de plus près.

Van HOORICK : la commission flamande devrait adresser une lettre ouverte au Congrès Wallon.



3.

Van den Boom est chargé de préparer cela.

Quant à la question de DE MAN Van HOORICK fera l'article et le manifeste.

Le Camarade VAN DEN BOOM demande que les camarades communistes de la C.G.S.P. avec DEJACE se réunissent avec des membres de la Commission flamande afin d'examiner le problème ~~flamand~~ dans le cadre des syndicats.

BOB CLAESSENS souligne encore que Ruys doit examiner les possibilités de la diffusion de la R.V. <sup>dans</sup> les gares de Wallonie surtout là où les ouvriers doivent changer de train. Il demande l'attention pour le Congrès des instituteurs qui sera organisé le 28 et 29 février prochain à Liège. Les instituteurs flamands devraient être représentés convenablement.

Il demande quand la conférence des intellectuels flamands sera organisée à Gand - Cette question sera soumise au Secrétariat pour qu'on puisse faire un début d'organisation.

VAN HOORICK : Lalmand est d'accord de conférer plus de compétence à la commission flamande particulièrement en ce qui concerne l'agitation et la propagande. - Dans ce cas là la commission devra être élargie avec des délégués des fédérations flamandes les plus importantes. Se réunir plus. -

On demande de faire paraître l'article de Gerlo sur le mouvement flamand, déjà paru dans Rénovation dans la Revue démocratique Debat Ruys est chargé de traiter cette affaire.

INCIVISME: VAN HOORICK le problème n'a pas été posé d'une manière exacte dans le D.R. Après la campagne qu'on a menée dans la R.V. nous sommes tombés dans la faute de faire des concessions à l'épuration rabbinique. Ceci ~~diminue~~ le résultat de notre campagne dans la R.V. J'ai écrit une brochure qui paraîtra dans quelque temps.

Il y aura un tirage de 5.000 dont 2.000 seront placés par l'Agence Decehenne et 3.000 par les fédérations: propagande et diffusion

Van den Boom ~~xxxxxxxxxxxx~~ donne suite à un aperçu sur la situation difficile des inciviques et l'activité des catholiques pour les aider: ils entrent aux services des grands collaborateurs qui les mettent au travail à des salaires dérisoires. Nous devons tâcher de nous servir des inciviques qui s'adressent à nous et tâcher d'avoir des contacts réguliers, c'est une question de méthode et de forme.

Le problème sera examiné lors d'une prochaine réunion.



1  
REUNION DU BUREAU POLITIQUE DU 6.12.47.-

=o=

Présents : Lahaut, Lalmand, Terfve, Bertrand, Borremans, Van Aerschot, Gillis, Herssens, H.Glineur, Van Hoorick, Burnelle.

Rapport du Cde Lalmand : 9e Congrès du Parti.

1) date : Pentecôte, de vendredi au lundi.

2) salle : préfère "La Madeleine". A son défaut, l'A.B.C.

3) Comité du Congrès - direction : Bertrand.

membres : Closset, M.Mertens, J.Mullier, Eykman, Lévine, Black, Bob Claessens, Michiels, Dewasme, Hemel, M.Guisse.

Pour décoration : amicale des artistes  
(Bob Cl.)

établir d'urgence un projet de budget, en recherchant certaines recettes.

4) Invités : à certaines séances, la presse et personnalités.  
à toutes les séances, délégués des P.C. étrangers - 20 à 25.  
s'efforcer d'obtenir large participation des Partis des  
pays de démocratie populaire.

5) Délégués : 1 par 100 membres. Minimum 5 par fédérations. Veiller à ce que figurent parmi les délégués beaucoup de camarades de la base et surtout des entreprises. Les membres de la C.C.C., du C.C. et les resp.nationaux y seraient invités avec droit de vote.

6) Présidium : 5 fondateurs du Parti.

4 jeunes.

4 intellectuels.

2 paysans.

2 commerçants.

10 femmes.

6 P.P.et résistants.

8 ouvriers

+ les membres du B.P.sortant.

1 présidence énergique et efficace, les présidents se relayant d'après un roulement minutieusement établi.

7) Interventions préparées.

Organisation : Bertrand.

Travail en Flandre: Van Hoorick.

Femmes : Mullier.

Classes Moyennes: Sironval.

Intellectuels : Claessens.

Entreprises : Borremans.

Education : Herssens.

Cadres : Van Aerschot.

Agit.-Prop. : Burnelle.

Colonies : Damin.

Mandataires : Taillard.

Presse : Terfve.

.../...



~~Rxxx~~ Problèmes nationaux : Glineur et Gerlo.  
Mutualités : Avaux.  
Situation internationale : Marteaux.  
Unité ouvrière : Dejace.  
Réservé : F. Coenen.

8) Les commissions et leurs présidents :

Vérification des mandats : Teillard.  
Organisation, Administration, Finances : Bertrand.  
Cadres, Education : Herssens, Van Aerschot.  
Jeunes : Van Hoorick.  
Femmes : Jane Mullier.  
Paysans, Classes moyennes : Dispy.  
Presse : Terfve.  
Entreprises : Borremans.  
Politique : Lalmand.  
Commission des résolutions : Terfve.

9) Finances et rapport C.C.C. : ne viendraient pas dans la discussion générale, mais en commissions avec conclusions développées devant congrès !

10) Rapport d'organisation : insistera sur 4 secteurs particuliers : travail en Flandres, paysans, jeunes, entreprises.

Le rapport sera élaboré par une commission dirigée par Dispy et comprenant Bertrand et tous les resp.nationaux + Van Hoorick (pour commission flamande) + Van Aerschot.

Bertrand rassemblera toutes les informations dans un rapport préliminaire qui sera discuté au cours d'une conférence nationale d'organisation réunissant 1 délégué par 200 membres. Cette conférence aura lieu au début de février. Elle sera préparée par le Drapeau Rouge et le Guide du Militant. Le rapport contiendra des chapitres particuliers consacrés au "travail en Flandres", au "travail paysan", au "travail parmi les jeunes", au "travail dans les entreprises". Après cette conférence, le rapport sera remanié et publié en brochures à raison de 10.000 réparties par 10 par section. 1 ou 2 pages publicitaires diminueront les frais d'édition. Les brochures devraient être dans les sections entre le 1er et le 15 avril tandis que le texte devrait être soumis au B.P. le 7 mars.

11) Rapport moral :

sera établi par Lalmand. Une thèse parviendra aux fédérations avant les congrès fédéraux et ensuite aux délégués au Congrès.

12) Congrès fédéraux : auront lieu à partir du 15 avril jusqu'au 9 mai (dernier délai).

Ordre du jour : 1) rapport d'organisation.  
2) rapport moral.  
3) élection des délégués au congrès national.

inviter les congrès fédéraux à désigner 1 chef de délégation qui entrera en contact, avant le congrès, avec le service technique.

.../...



Au cours d'une réunion préalable de la délégation, d'après des indications nationales, répartir les délégués par commission.

Editer un programme du congrès pour aider les délégués (avec annonces publicitaires).

Frais : logements (chez les membres du Parti) : en charger la fédération bruxelloise.  
repas (à charge du centre - carnets).  
Frais de déplacements payés intégralement par le Centre.  
Salaires - forfait de 100 frs par délégué à charge du Centre.  
reste à charge des fédérations.

13) Horaire : vendredi, séances publiques (10 h. Partie musicale.  
(10 h.30 Installation présidium  
(11 h.30 Constitution des Comm.  
(14 h. rapport moral.  
( Discussion.  
(Soir : commissions.

samedi (séances privées) 9 h. Rapports.  
Commissions - Mandats.  
" - C.C.C.  
" + Finances  
" - Organisation  
11 h.30 à 12h.30" - Discussion  
rapport moral  
14 h. à 19 h. - - -  
Soir : Commissions.

dimanche (9 h. à 13 h.) Disc.rapport moral.  
séances publiques.  
14 h.30 Délégués étrangers.  
16 h.30 à 18 h.30 : disc.rapport moral  
Soir : fête.  
Commissions, là où le travail n'est pas  
terminé.

lundi (séances privées) 9 h. Présentation candidats- C.C.  
C.C.C.  
Finances  
10 h. Conclusion rapport.  
11 h. Vote résolutions.  
14 h. Elections.  
17 h. Discours de clôture.  
Soir : éventuellement meeting.

Temps de parole : 15' pour chefs de délégations.  
10' pour autres délégués.

14) Candidats au C.C. : examiner à une réunion spéciale du B.P. et du C.C.

Candidatures à présenter par les congrès fédéraux et par délégués (seraient reçus jusqu'au samedi à midi, au cours du congrès).



DISCUSSION.-  
-----

- Van Hoorick : voudrait que les congrès fédéraux commencent au début d'avril.  
Y aura-t-il deux conférences d'organisation (1 flamande et 1 française).  
Salaires : si on met % à charge des fédérations, on risque de ne pas voir désigner des ouvriers. Propose mandat impératif. Voudrait une bonne représentation flamande. Est partisan du vote secret.
- Herssens : salle : Madeleine.  
invités : s'assurer de représentants du P.C.F. et des pays à démocratie populaire.  
discussion : tenir compte des faiblesses du VIIIe congrès.  
donner un maximum de vie aux séances de commission et aux séances privées. Veiller à l'unité de vue aux séances publiques.  
réduire les interventions préparées : organisation, femmes, intellectuels, entreprises, travail en Flandres, classes moyennes, presse, situation internationale, unité ouvrière, Coenen. Les autres pourraient avoir lieu en commission.  
Partisan du vote secret : laisse la décision à la Commission politique.  
Candidats : discussion au C.C. - faire connaître aux fédérations le nom des membres sortants.
- Avaux : frais de déplacement : d'accord.  
pour allonger discussion générale, la séance musicale d'ouverture pourrait avoir lieu à 9 h.30.
- Glineur : salle : Madeleine.  
délégués : veiller à une bonne représentation des entreprises.  
Les sections d'entreprises ne pourraient-elles être directement représentées.  
préfère que toutes les interventions préparées, proposées par Lalmand, soient maintenues.  
Ne pas oublier la question des pensionnés dans rapport d'organ.  
Supprimer la fête pour prolonger discussion.  
Réduire à 5' temps de parole des délégués autres que chefs de délégations.
- Van Aerschot : invitera-t-on P.C. allemand ?  
Il faut plus de délégués de base.  
Demander aux resp. nationaux d'intervenir dans leur langue d'origine.
- Dejace : faire ratifier mesures de préparation par C.C.  
Dans la presse, attirer l'attention sur caractère démocratique du congrès.
- Gillis : ajouter intervention préparée sur " Jeunes".  
propose participation active des J.P. à la fête.



Borremans : décharger Black de la commission d'organisation.  
limiter les interventions dirigées.  
établir une coordination entre les commissions.  
dans la commission des résolutions, reprendre des membres  
des diverses commissions.  
vote secret.

Bertrand : propose de supprimer intervention dirigée sur l'organisation  
et se contenter du rapport sur l'organisation qui ne devrait  
pas avoir lieu directement après le rapport moral.  
En ce qui concerne la conférence nationale d'organisation,  
il n'estime pas nécessaire d'en faire un spécialement réservé  
aux camarades flamands.  
Propose que les congrès fédéraux se tiennent les deux jours.  
Dans la pratique, on a constaté, à la veille du 8e Congrès,  
que les congrès fédéraux d'un jour ne permettaient pas une  
discussion fructueuse et moins encore une élection sérieuse  
des délégués au congrès national. Croit que la thèse doit  
être développée par le secrétaire politique fédérale et non  
pas par le membre du Bureau Politique qui assistera au con-  
grès.  
Est partisan du vote public.

Burnelle : est d'avis qu'il faut faire des recommandations aux délégués  
pour obtenir une bonne orientation de la discussion.

Terfve : salle : Madeleine.  
maintenir la fête du dimanche.  
veiller à la qualité des délégués.  
les membres du C.C., de la C.C.C., les resp.nationaux peuvent-  
ils intervenir en qualité de délégués? C'est contraire aux sta-  
tuts. Ils doivent être délégués par une fédération.  
Présidence avec relais. Orienter la discussion. Ne pas laisser  
la discussion se noyer dans une foule de questions de détails.  
Lier les interventions dirigées au rapport moral.  
Vote public.  
Accepter encore des candidats aux instances supérieures au cours  
du congrès.  
Souhaite l'organisation d'un meeting le lundi soir ou mieux, en  
utilisant les délégués étrangers, une série de meetings dans  
l'agglomération.

Dejace : propose boîte aux lettres dans la salle du congrès où les dé-  
légués pourront glisser des correspondances pour le bureau.

Lahaut : préfère "La Madeleine" car, dans cette salle, les délégués pour-  
ront disposer de salles. Est partisan des meetings populaires  
avec délégués étrangers dans l'agglomération bruxelloise. Lui  
aussi croit que les S.P. doivent faire le rapport aux congrès  
fédéraux.  
Quant à la forme de votation, il propose de laisser au congrès  
le soin d'en décider.

.../...



CONCLUSIONS DE LALMAND :

La meilleure date est le Pentecôte. Il faudra organiser les congrès fédéraux en tenant compte que la présence d'un membre du B.P. y est absolument indispensable.

Est adversaire d'une conférence d'organisation en flamand et une autre en français.

L'accent sera mis sur le travail en Flandres. A ce propos, la commission flamande doit être mise largement à contribution.

La proposition d'Avaux d'avancer l'ouverture musicale ne peut être retenue, le rapport moral ne pouvant être scindé.

Les statuts prévoient que les participants au congrès doivent être délégués par une fédération. Proposera un amendement aux statuts permettant aux resp.nationaux, aux membres du C.C. et de la C.C.C.d'être soustraits à cette règle.

Croit, en effet, qu'il faut remplacer Black au comité d'organisation du congrès par un Cde de la C.G.S.P.

Nous ne devons pas refouler les interventions portant sur des détails. Aux congrès fédéraux, le délégué du B.P. doit orienter la discussion sur les idées essentielles du rapport moral.

"La Madeleine" lui semble préférable aux autres salles.

Mode de votation : résolutions à main levée.

pour élection du C.C., de la C.C.C. et de la commission financière, congrès décide, sur proposition de la commission politique. A son avis, nous devons défendre, devant la commission politique, le vote public. Faire statuer le prochain C.C.

Fête : faire trancher le C.C.

Temps de parole : clôture suffisamment vite la liste et ne plus en accepter après.

Interventions préparées : supprimer "organisation".

ajouter "pensionnés",

"jeunes",

"victimes de la guerre";

les rattacher au rapport moral.

Propose, pour les propositions de candidats au prochain C.C., une discussion ultérieure au B.P. avec ratification par le C.C.

Quand le prochain C.C. ? 2e dimanche de janvier.

Envoyer aux fédérations la liste des membres actuels du C.C., autoriser les délégués à présenter encore des candidats au congrès. Clôturer le samedi à midi.

Ne pas discuter les candidatures au cours du congrès mais devant la commission politique. Autoriser éventuellement une minorité de la commission politique à faire, sur un candidat ou sur l'ensemble des propositions, une déclaration devant le congrès. D'où l'importance de la commission politique. 20 % au moins des délégués doivent en faire partie. En partant de 600 délégués, cela ferait donc 120 membres.

.../...



COMMUNICATIONS.-

- 1) En ce qui concerne la publicité à donner dans la presse à nos réunions, Demany formule une série de propositions.
  - a) Parlement - prévoir des communiqués à la suite de délégations chez les ministres. Herssens s'en charge.
  - b) Secrétariat : ne pas envoyer d'informations.
  - c) B.P. : après chaque séance, 1 communiqué ne venant pas avant information au D.R. S'en occuperont : Burnelle et Terfve.
  - d) Convocation C.C. (Bertrand) : réunir les journalistes après ou pendant le C.C. (Bertrand) - Résumé des travaux C.C. (Terfve)
  - e) Congrès national : conférence de presse lère et dernière journée.
  - f) Demany propose de créer un secrétariat de presse à la direction du Parti. A ce sujet, entretien Terfve - Demany - Burnelle.
  - g) A certains C.C., les journalistes pourraient être invités. Laisser le soin d'en décider au B.P.
- 2) Autoradio-cinéma.- Le secrétariat examinera les propositions de Burnelle au cours de la semaine du 7 au 14/12/47.
- 3) Lancement société "Nouvelle Société Belge d'impression et d'édition": le B.P. est d'accord pour que Terfve, en rapport avec le B.O., mène campagne pour placement des titres à 100 frs., chez tous les membres du Parti, libérables en 5 versements de 20 frs.

.....  
.....  
.....



	Trésorerie Nat.		Drapeau Rouge.	
ARLON-VIRTON	4.865,65	7.739,25	27.833,17	7.033,52
ATH Tournai	36.862,35	46.237,20	101.538,74	33.157,34
BORINAGE	126.278,70	97.089,50	417.772,55	415.584,23
BRABANT-WALLON	20.570,95	9.823,50	21.827,80	19.233,30
BRUXELLES	1.144,40	17.115,00	82.850,25	28.434,65
CH. RIEROI	14.000,00	15.836,00	107.404,95	100.672,95
Dinant	12.795,00	17.355,00	1.762,45	8.726,50
HUY-WAREMIE	60.096,40	51.643,20	108.796,15	130.009,90
LIEGE	29.625,95	82.271,10	332.459,55	17.917,45
MOUSCRON	11.882,05	11.975,80	57.546,90	55.760,65
NAMUR	11.048,85	43.561,40	8.823,20	3.519,10
OUTH-A-BLEVE	4.984,25	6.161,25	55.121,00	51.818,70
SOIGNIES	2.323,00	10.129,85	554.303,15	581.291,00
THUDINIE	29.951,70	29.975,15	160.849,25	153.739,60
VERVIER	17.857,85	21.933,70	21.191,30	20.169,40
	77.287,10	76.052,20	2.063.380,71	1.710.461,29



Extérieur		Total		
29.000,00	71.900,50	61.698,82	86.673,87	X
77.664,33	20.100,00	216.065,42	119.291,52	
41.415,90	222.964,85	588.467,15	765.638,52	X
107.828,80	92.871,00	150.287,55	121.930,20	
870.219,55	429.420,80	954.214,20	507.970,15	
85.486,70	31.500,00	203.891,65	118.008,95	
15.291,30	7.000,00	29.818,75	33.031,50	X
80.000,00	67.915,00	218.892,55	249.598,10	
326.616,00	170.480,05	718.731,50	300.698,30	
15.478,00	35.478,00	117.906,95	110.211,45	
100.360,65	70.800,00	150.232,70	117.910,50	
-----	8.000,00	30.105,25	69.312,95	X
95.776,00	150.776,00	652.402,45	687.199,95	X
89.192,55	141.200,00	351.993,50	324.915,05	X
150.813,40	177.942,00	192.862,55	220.215,10	X
2.193.233,12	1.553.578,20	1.733.900,99	3.692.892,59	



	Août. 1916			
	Trésorerie Nat.		Drapeau Rouge	
ALOST	8.315,60	3.359,55	79.941,80	4.735,00
OSTENDE-BRUGES	5.617,55	555,60	21.860,89	14.896,54
ANVERS MALINES	25.082,70	21.802,00	62.426,69	17.828,59
TIRIONDE	3.607,70	5.121,10	27.916,80	1.674,10
GAND	2.448,70	4.356,90	66.451,75	9.664,60
COURTRAI	31.235,95	35.635,30	196.137,23	181.377,73
LIMB URG	11.528,50	19.637,35	37.464,92	15.326,02
LOUVAIN	2.300,00	3.906,45	75.392,72	72.820,15
RENAIIX	24.212,10	20.307,40	10.020,30	1.369,25
	114.378,80	114.681,95	578.213,10	319.691,98



Extérieur		Total.		
63.180,05	20.000,00	151.767,45	28.094,55	
-----	50.442,95	27.478,44	66.895,09	X
155.240,15	155.240,15	242.749,54	191.870,74	
36.330,00	36.332,00	67.853,50	43.127,20	
-----	24.700,00	68.900,45	38.726,50	
400.770,00	377.681,00	628.143,18	594.694,03	
34.521,30	47.000,00	83.514,72	81.963,67	
163.000,00	162.000,00	241.292,72	238.726,30	
105.150,00	93.050,00	139.686,40	114.726,65	
958.497,50	967.446,10	1.651.089,40	1.401.825,63	



Le 1er août 1946, un inventaire a été dressé par fédération. Un contrôle des comptabilités, auquel s'est livré le Cde Hutse, a immédiatement prouvé que l'inventaire était inexact, des resp.fédéraux n'ayant pas osé communiquer le montant des dettes envers les tiers.

Des commissions de financement ont été créées à Liège, Bruxelles. Là où elles fonctionnent, les dettes fédérales ont diminué. Nous exigeons maintenant les P.V. des réunions des commissions de financement et nous envisageons d'y envoyer l'agent de liaison de la fédération. A chaque réunion nationale mensuelle, les secrétaires administratifs sont invités à détailler les activités de la commission fédérale de financement.

En réalité, le déficit fédéral s'est aggravé depuis le 1er août 1946 jusqu'au moment où la Caisse Nationale de compensation a été constituée. La vérification est aisée. La C.N.P. paie 40 permanents. Notre intervention mensuelle reste de l'ordre de 30.000 frs.

Du 1er août 1946 au 1er juillet 1947, la moyenne mensuelle des permanents à charge des fédérations était de 70 et faisait un déficit mensuel de 195.000 frs, ce qui donne théoriquement depuis le 1er août 1946, pour le paiement des permanents, un déficit général de 2.145.000 frs.

Depuis le 1er juillet de cette année, dans les plus mauvaises fédérations, la dette envers les tiers n'augmente plus.

L'accent a été mis sur la perception des cotisations et sur l'application du barème. Le tableau ci-après, portant sur l'ensemble du pays, indique les résultats enregistrés (voir p.19).

Deux fédérations sont à citer en exemple :

Liège : 300 percepteurs - 1er semestre 1947, atteint 5,77 de moyenne.  
Est actuellement à 6,40 frs.

Bruxelles : 275 percepteurs - 1er semestre 1947, atteint 8.86. En octobre, les sections ont encaissé 87.000 frs de cotisations contre 60.000 frs en septembre.

Indépendamment de la mise en activité des commissions de financement et de l'extension de notre système de perception de cotisations, la direction nationale devrait accorder une aide spéciale au Luxembourg, à Namur, au Limbourg et à Anvers, sous la forme d'un permanent supplémentaire payé par nous.

En ce qui concerne les dettes envers le D.R., antérieures au 1er janvier 1947, nous pourrions les "geler" en exigeant des engagements fermes pour la nouvelle dette ultérieure au 1er janvier 1947.

.../...



Fédérations	1 fr.	2,50 frs	5 frs	10 frs	20 frs	50 frs	100 frs
Borinage	155	14192	16993	5758	288	-	43
Brabant Wallon	110	216	4780	4705	171	3	-
Bruxelles	340	2225	14088	16619	1940	545	91
Centre	1251	5102	11041	2695	185	35	17
Soignies (1 mois)	-	200	280	487	-	-	-
Charleroi	1409	13318	20254	3109	654	48	-
Dinant	10	820	2711	755	-	-	-
Liège	-	12736	26642	10076	938	100	19
Lux. Arlon	35	743	2570	1153	284	-	6
Virton	-	604	2759	352	70	-	-
Mouscron	50	1014	3529	414	35	-	-
Namur	433	2845	4800	2964	185	40	-
Ourthe-Amblève	123	1280	3209	724	91	-	-
Thudinie	1300	3400	6800	1325	125	-	-
Ath- Tournai	320	4267	13976	1612	92	36	-
Verviers	-	1563	4025	2818	413	10	-
Huy - Waremme	-	2327	8939	1576	118	-	-
Aalst	-	-	6000	700	650	100	10
Antwerpen	175	2242	3871	4235	860	56	30
Brugge	-	462	658	463	38	-	-
Gent	111	1492	3248	1646	210	15	26
Belgique	97	1070	6043	968	46	10	-
Leuven	9	1054	1959	508	57	-	-
Limburg	29	298	1388	870	42	79	-
Mechelen	331	454	1303	1130	152	9	-
Oostende	-	264	1323	435	71	-	-
Dendermonde	92	1788	2275	1478	24	6	-
Vl. Ardennes	-	160	2130	250	40	-	-
Totaux :	6400	76136	177614	69825	7779	1092	242
% :	1,89	22,45	52,38	20,60	2,29	0,32	0,07

1946

1947

1er trim. 2e trim. 3e trim. 4e trim.

1er semestre

Cotisations moyennes nat.	5,67	5,70	5,67	5,80	5,95
Cotisations wallonnes	68.245	55.718	49.402	36.724	42.085
Cotisations flamandes	13.763	11.875	10.926	8.156	9.259
Cotisations Bruxelles	8.775	7.855	6.957	5.863	5.975
	90.783	75.448	67.285	50.743	57.319
	=====	=====	=====	=====	=====



TIMBRES DE COTISATIONS.

Total	Timbres achetés	Timbres renvoyés	Membres cotisants	Montant	Cotisation moyenne
37429	41582	4153	6238	188240	5,03
9985	11342	1357	1664	75170	7,53
35848	39611	3763	5975	317682	8,56
20326	24140	3814	3388	103311	5,08
967	1000	33	967	6770	7,-
38792	41801	3009	6465	182544	4,70
4296	4296	-	716	23165	5,40
50511	54645	4134	8418	291470	5,77
4791	6706	1915	798	32552	6,80
3785	4320	535	631	20225	5,35
5042	5700	658	840	25070	5,-
11287	11693	406	1881	66905	5,93
5427	6025	598	904	28428	5,23
12950	12950	-	2160	59550	4,60
20303	21341	1038	3384	100627	4,90
8829	8860	31	1471	60972	6,90
12960	14310	1350	2160	68632	5,30
7460	7460	-	1243	56000	7,50
11469	12106	637	1911	90485	7,90
1621	2415	794	270	9835	6,06
6748	7800	1052	1125	44091	6,53
8234	8560	326	1372	44087	5,35
3587	3900	313	598	18659	5,20
2706	2945	239	451	21204	7,83
3379	4765	1386	503	22771	6,74
2093	2400	307	349	13045	6,23
5663	7369	1700	944	31497	5,56
2600	2600	-	433	14450	5,55
339088	372642	33554	57319	2.017437	5,95



Administration.  
-----

Dans ce domaine, nous enregistrons une amélioration. Nous nous attachons à former les responsables administratifs, à les entourer d'adjoints, à leur faire établir régulièrement leur rapport-type et les statistiques fédérales. Trois fois de suite (à raison d'une assemblée par mois), ils ont été réunis au Centre. Avec eux, les problèmes d'organisation sont discutés sur la base des documents administratifs du mois précédent que nous avons reçus et que nous avons analysés. A la dernière réunion, tous les camarades d'expression française étaient présents et il ne manquait que deux camarades d'expression flamande.

Ajoutons à cela l'organisation de larges campagnes décidées par le C.C. ou le B.P. comme celle des loyers, etc.

Comme on le voit, le Bureau d'Organisation a, dans une large mesure, joué son rôle. Nous connaissons mieux le Parti. Tout ce que nous ont appris les agents de liaison, l'envoi d'un membre du C.C. à 50 assemblées générales de sections, les déplacements du secrétaire national d'organisation, la présence de membres du C.C. aux séances du comité fédéral, ne nous indiquent pas que des résultats positifs. L'essentiel, dans une période de redressement, c'est naturellement de pouvoir multiplier les résultats, mais n'est-il pas encore de déceler toutes les faiblesses, toutes les erreurs, d'établir une image fidèle de l'organisation du Parti qui a guidé les membres du B.O. Ce désir a posé et continue à poser le problème du contrôle du travail des fédérations et de la base.

C'est ce contrôle, indispensable du haut jusqu'en bas, pour qu'il soit fructueux et qu'il serve immédiatement à proposer des mesures d'organisation vivantes et efficaces qui nous impose de rendre, au sommet, le travail plus rationnel. Le rythme de travail - avec le même personnel technique - doit croître dans la proportion où se développe le travail du Parti.

La rationalisation du travail impose à tous, plus de bonne volonté, de discipline, de méthode. L'indifférence de l'un, l'incompréhension de l'autre, la confusion entre "indépendance" et "initiative" du troisième, auraient, dans la situation actuelle, le résultat de bloquer un ou plusieurs rouages de la délicate machine qu'est l'organisation du Parti.

.../...



Dans le cadre d'une indispensable augmentation du rendement des "spécialistes", des agents de liaison, des membres du C.C., d'une rationalisation du travail du secret.nat.d'organisation, les mesures qui s'imposent sont, à mon avis, les suivantes :

- exclure les directives générales et les remplacer par des notes hebdomadaires ou mi-hebdomadaires, tapées immédiatement à l'issue de l'entretien que le secrétaire d'organisation aura, au moins une fois par quinzaine, avec les responsables nationaux, les agents de liaison et les secrétaires fédéraux. La note (l'expérience a été faite au cours de ce mois) provoque beaucoup plus d'intérêt que la directive.
- les "spécialistes" doivent lutter contre une tendance à la mécanisation, à la schématisation. Ils doivent documenter le B.O. mais apprendre à lier leur travail aux manifestations politiques dans leur secteur de travail. Sinon, nous courrons le risque d'anémier, d'atrophier notre organisation.
- Exclusion du travail personnel au profit du travail collectif.
- Apprendre davantage aux agents de liaison à préparer leurs R.V., à ne pas perdre de temps, à voir un maximum de militants en un minimum de temps, et surtout des militants de base.
- obtenir de tous la renonciation à l'application mécanique et à l'enregistrement mécanique qui font qu'ils ne sont plus alertés par les graphiques, les notes et les procès-verbaux.
- développer chez les membres du B.O. et les membres des C.F. l'esprit d'initiative, le sens des responsabilités, le sens de la continuité dans le travail et l'action.
- continuer à mener la lutte, au cours des contacts, dans les réunions du Parti, contre le manque d'intérêt porté aux problèmes d'organisation.

#### LES DIRECTIONS FEDERALES.

+O+O+O+O+O+O+O+O+O+O+

Il est urgent, malgré les résultats obtenus, de consolider encore les directions fédérales. Nous courrons le danger d'avoir des services centraux organisés, fonctionnant régulièrement, et de ne pouvoir trouver le résultat du travail central dans le travail de base, par suite de la faiblesse des directions fédérales et locales.

Les considérations valant pour les membres du B.O. valent pour les militants fédéraux. Accorder un soin jaloux à l'élargissement des collectifs de travail constitués autour de chacun des membres. Le nombre de bénévoles

.../...



au travail autour du C.F. est encore insuffisant quoiqu'en progrès. Le problème des liaisons avec les sections reste encore posé malgré d'incontestables progrès. Développer l'éducation politique des cadres moyens.

Dans le cadre des problèmes fondamentaux d'organisation,  
quels sont les aspects positifs et les  
----- faiblesses ? -----

L'application du centralisme démocratique.

Les congrès fédéraux sont mieux préparés à la base. La base contrôle mieux ses dirigeants : 25 à 30 % de présences aux assemblées générales.

Une sérieuse amélioration est nécessaire et possible.

a) Le Comité Central se réunit régulièrement. Les comptes-rendus de ses travaux sont-ils suffisamment popularisés par ses membres ? Par une partie seulement. En raison de la signification que nous donnons à la pénétration dans les entreprises et au développement de notre influence parmi la classe ouvrière, les membres du C.C. devraient, à l'avenir, faire des comptes-rendus des travaux du C.C. devant les communistes d'entreprises les plus importantes ou d'une même industrie régionale: Postiers (Bruxelles), Tramwaymen (Bruxelles), Réparateurs de navires (Anvers), Usines Métallurgiques (Liège, Charleroi), Mineurs.

b) les comités fédéraux doivent veiller à l'organisation de congrès et d'assemblées de travail, raffermir les liaisons; leurs membres doivent davantage oser eux-mêmes s'adresser à la population de la région.

c) les mandataires doivent absolument faire des comptes-rendus de mandats. Ceci concerne surtout les mandataires communaux.

d) Les comités de sections doivent se réunir plus régulièrement et faire le compte-rendu de leurs activités devant l'assemblée générale. Dénoncer le danger qui réside dans les assemblées générales se transformant en simples conférences d'informations assurées par un membre du comité fédéral. Nous pouvons et nous devons, actuellement, veiller à ce que les meilleurs camarades de la base, les plus actifs, les plus conscients, les plus dévoués, assurent la direction des sections locales et d'entreprises. Ce n'est pas le cas. C'est un problème de cadres. PROPOSITION : grouper les fédérations par ordre de nécessité, <sup>et l'urgence;</sup> porter l'effort des cadres pendant 1 mois simultanément sur une fédération d'expression française et une fédération d'expression flamande. Les deux adjoints seraient chargés d'assister aux assemblées de base, de réunir 100 biographies par fédération et de régler par la suite le problème des directions locales défaillantes avec les resp. fédéraux des cadres.

.../...



Je propose que les deux premières fédérations à prospecter en décembre soient : BORINAGE et OSTENDE.

Les sections et les fédérations doivent davantage renseigner le Comité Central, par l'intermédiaire du secrétariat d'organisation, sur tous les éléments susceptibles d'aider la direction à préciser la ligne politique. Nous recevons beaucoup plus d'informations. C'est encore de loin insuffisant. La correspondance au Guide du Militant nous aidera dans ce sens.

Les comptes-rendus des assemblées de travail dans le secteur entreprises nous sont également précieux.

La confiance dans les possibilités d'action du  
Parti et dans le génie créateur des masses.  
-----

Il faut combattre énergiquement les camarades qui sous-estiment les possibilités d'action du Parti et qui surestiment les forces de l'adversaire. Ce n'est souvent qu'un prétexte pour être inactif, pour échapper à la nécessité d'être actif dans leur syndicat et autres organisations populaires, pour se confiner dans une semi-clandestinité. De là à s'isoler des masses, il n'y a qu'un pas. La "campagne contre l'augmentation des loyers" renforce la conviction, chez les bons militants de base, que l'action dans les masses ouvre pour le Parti des horizons inconnus jusqu'à ce jour. Des indices sérieux indiquent que le nombre des sectaires et des timorés, des sceptiques et des hésitants diminue et que la vitalité de nos sections augmente.

Par exemple, la fluctuation de nos effectifs et les résultats de notre campagne de recrutement:

Janvier	34.426	nombres
février	50.033	"
mars	54.338	"
avril	57.699	"
mai	60.369	"
juin	61.261	"
juillet	61.709	"
août	61.544	"
septembre	62.059	"
octobre	63.000	"

La progression de certaines fédérations est remarquable. A noter que ce sont les régions où le sectarisme est battu littéralement en brèche. D'autres : Charleroi, Ourthe-Amblève, Wareme, Soignies, n'augmentent pas leurs effectifs. Les causes résident précisément dans le manque de confiance dans les possibilités du Parti, dans le sectarisme, dans l'isolement stérile, dans le manque de confiance dans les masses.

.../...



Notre concours national d'émulation dont tous les membres du B.P. ont eu copie, suscite l'enthousiasme. Nous voulons atteindre les 100.000 membres au Congrès national. De 757, nos sections locales doivent passer à 900. Le but est d'élargir le recrutement en l'organisant concrètement. Tous les membres du Parti ayant une activité doivent travailler spécialement deux ou trois sympathisants, leur vendre le D.R., la littérature, entraînant rapidement leur adhésion.

Dans les usines et les bureaux, dans les chantiers et les communes, le but n'est pas de gagner quelques dizaines de nouveaux membres, mais d'affilier 15 à 20 % du personnel et au moins 25 % des voix acquises aux élections communales. Le Parti doit vivre la vie de l'usine. Les communistes doivent connaître les revendications ouvrières et populaires dans le détail. Ils doivent déceler immédiatement les inquiétudes et les malaises des travailleurs; ils ne doivent plus se laisser surprendre par les événements, mais les dominer. Une organisation plus poussée les y aidera puissamment.

L'activité politique de nos organisations de base doit être plus largement développée; elles ne doivent pas se confiner dans des questions purement administratives.

L'ouvrier communiste, élément le plus conscient  
dans le travail communal du Parti.

Nous abordons ici une des questions les plus controversées au sein du Parti. Sauf dans les villes, l'armature de nos sections locales est constituée par des ouvriers communistes. D'où la résistance que l'on rencontre dans les sections locales à l'organisation de la majeure partie de leurs membres sur le lieu de travail. Cette résistance revêt les aspects les plus imprévus. Lors de la remise des cartes de membres, des ouvriers communistes négligent à dessein d'y inscrire le nom de l'entreprise où ils sont occupés. Ils n'assistent pas aux assemblées constitutives de leur section d'entreprise. De tels errements reposent sur un malentendu, lequel résulte d'une interprétation tronquée des statuts du Parti.

L'ouvrier doit s'intéresser aux problèmes communaux, aux questions de prix, au problème du ravitaillement, de l'urbanisation. Il doit donc s'intéresser de très près à la gestion communale.

Sur le plan communal, il se rencontre avec les ménagères, les commerçants, les paysans, les jeunes. C'est de leur contact avec l'ouvrier que les éléments des classes moyennes, de la paysannerie et des diverses couches

.../...



sociales de la population, prennent conscience qu'ils subissent une exploitation commune, qu'ils ont un ennemi commun et que la lutte pour leur émancipation ne peut prendre des voies différentes.

L'ouvrier est l'élément le plus conscient de la classe montante. A ce titre, il doit entraîner les éléments moins conscients dans l'action commune contre les forces d'oppression du peuple. Le principe a surtout sa valeur au sein du Parti Communiste qui est appelé à mener toutes les forces de progrès au combat libérateur.

Les camarades des groupes d'entreprises doivent participer aux activités de la section du Parti dans la commune où ils habitent. Ils peuvent même, avec l'autorisation du comité fédéral et de leur section d'entreprise, développer une activité dirigeante dans un groupe de quartier ou dans leur section locale. La solution n'est à conseiller que dans le cas où l'ouvrier communiste n'a pas une responsabilité dans son entreprise. Mais il reste entendu que sa présence aux réunions du groupe du quartier ou de la section locale, ses interventions basées sur son expérience de la lutte, sont primordiales.

Vaniteux seraient l'intellectuel communiste, le commerçant communiste, le paysan membre du Parti ou la ménagère affiliée qui croient pouvoir se passer de l'immense expérience des ouvriers communistes. Une section ou un groupe du Parti, en l'absence d'ouvriers communistes, est un corps sans âme, quelque soit le degré d'instruction et d'intellectualité des membres qui la composent.

Constituer des milliers de groupes de base !

La mobilisation du Parti, l'action politique, dépend en partie (connaissance de la ligne) de l'assemblée générale, mais avant tout du fonctionnement de milliers de groupes par lesquels s'applique la ligne du Parti.

Le développement du Parti, sa liaison avec les masses, ses luttes, dépendent du travail collectif de tous ses membres. Au point de vue du rendement et de l'efficacité de notre organisation actuelle, nous pourrions comparer notre Parti à une immense usine où la direction et ses différents services existent, de même que les chefs d'ateliers et les contremaîtres, mais où il manque une multitude de chefs d'équipes et d'équipes. Une telle usine ne pourrait pas fonctionner et le rendement y serait bloqué. Dans un atelier, les ouvriers doivent être répartis dans des équipes. Dans une fédération, le travail du Parti n'est efficace que s'il existe une section

.../...



dans chaque commune et dans une section, la mise au travail et l'éducation des membres n'est possible que par l'existence et le fonctionnement des groupes de base. C'est la condition essentielle de l'efficiencce du travail communiste.

Dans le "Manuel d'Education Elémentaire" qui va être édité à l'intention des membres du Parti, le Cde Sam Herssens, député de Bruxelles et responsable national à l'éducation, détermine les conditions indispensables pour avoir de bonnes réunions de groupes avec la présence régulière de tous les adhérents:

- convocation écrite mentionnant l'ordre du jour de la réunion;
- contrôle régulier des présences et travail de conviction auprès des adhérents qui sont absents sans raisons valables;
- répartition des tâches entre tous les adhérents;
- choix judicieux du lieu, du jour et de l'heure de la réunion;
- réunion commençant à l'heure exacte;
- réunion courte (une heure et demie par exemple);
- discussion démocratique, chaque camarade ayant le droit et le devoir de donner son opinion sur le sujet débattu (les décisions sont prises à la majorité mais applicables pour l'ensemble du groupe, y compris éventuellement ceux qui avaient une position différente).

La réunion du groupe, pour être intéressante et efficace, doit comporter :

- 1) la vérification de l'exécution des décisions prises;
- 2) la discussion politique des questions actuelles à l'ordre du jour de la réunion, cette discussion devant aboutir, pour chaque question, à des décisions pratiques de travail, dont l'exécution est répartie entre les adhérents;
- 3) une partie éducative.

Antérieurement, le B.P., discutant un 1er rapport d'organisation, avait décidé de porter surtout l'effort sur la constitution d'un vaste réseau de percepteurs de cotisations - 1 par 15 membres - D'excellents résultats sont acquis dans plusieurs fédérations. 1000 percepteurs sont recensés. Déjà, à Bruxelles, les percepteurs de cotisations sont utilisés comme agents de liaisons entre le Parti et ses membres, notamment par l'organisation des assemblées générales. Complétons le réseau et transformons nos 5 à 6000 percepteurs en secrétaires de groupes (hommes de confiance). Les réunir par commune ou par région. Exalter devant eux le rôle et

.../...



l'action du Parti, leur travail de confiance. A partir du 1er janvier, nous doterions nos secrétaires de groupes (ex-percepteurs) d'un carnet spécial qui leur permettrait de contrôler la perception des cotisations, le recrutement par les membres, l'abonnement au D.R., la lecture de notre littérature, la présence des membres aux assemblées du Parti et aux réunions de leur syndicat et autres organisations de masse, la participation aux actions locales ou d'entreprises.

Nous aurons ainsi créé l'ossature du groupe et nous aurons fait un pas très important vers des groupes vraiment actifs.

Le Guide du Militant, diffusé actuellement à 4000 exemplaires, devenant le miroir où se reflètent toutes les expériences d'organisation - bonnes ou mauvaises - établira avec tous nos militants, y compris nos secrétaires de groupes, une liaison efficace. Le Guide du Militant devra davantage procéder à leur éducation politique.

#### Le travail en Flandres.

C'est surtout en Flandres que nos militants doivent lier action et organisation. Ils ont, sauf à Mlost, Anvers et Liébourg, la tendance "organiser d'abord, agir ensuite". Inutile d'ajouter qu'ils ne sont jamais suffisamment organisés pour agir. Une bonne partie de nos militants flamands sont des bureaucrates. Les difficultés y sont grandes, certes. Nous devons les aider mais ils ne doivent pas baser l'analyse du retard dans l'organisation en Flandres sur un prétendu désintéressement à leur égard. L'aide la plus substantielle leur est donnée. Nos amis font souvent état de directives qui ne valent pas pour eux. Il leur appartient de les adapter à leur fédération. C'est là le rôle du C.F. mais ils doivent davantage faire l'autocritique de leurs méthodes de travail et de leur politique de liaison avec les masses flamandes. L'expérience aidant, nous constatons que les grandes conférences réussissent en Flandres, que des ventes collectives organisées avec le concours de l'agent de liaison donnent des résultats inattendus. La préparation et la réussite de la Conférence Nationale des artistes à Anvers laissent parfois bien des communistes wallons. Les possibilités existent en Flandres. Nos militants flamands doivent surtout se défaire d'un sectarisme outrancier qui les amène à considérer comme inefficaces les méthodes d'organisation préconisées par la direction du

.../...



parti sous le fallacieux prétexte qu'elles ne s'adaptent pas à leur région. La démonstration est faite que leur application à l'envers, dans le Limbourg, à Courtrai, à Louvain, donne des résultats surprenants.

Jean BERTRAND,  
Secrétaire National d'Organisation.

Communiqué aux membres du Bureau Politique,  
aux responsables nationaux,  
aux agents de liaison.



*Lahaut*

Présents : Lahaut, Lalmand, Terfve, Bertrand, Van Aerschot, Van Hoorick, Gillis, Aveux, Dejace, Herssens, Glineur, Borremans, Marteaux, Burnelle.  
Invités : Noël, W. Lefèvre.

Excusés : Dispy, Coenen.

1° Rapport, par Terfve, sur la mutualité "Rénovation".  
-----

Rétroactes.-

Au moment où le B.P. décide de constituer la fédération Rénovation, il existait déjà plusieurs mutualités primaires dirigées par des membres du Parti.

Ce sont : Eenheid à Grammont et à Vilvorde.  
Unité à Clabecq, Hal, Buysinghen.

Ces sociétés, affiliées aux Fédérations Neutres de Gand et de Bruxelles, acceptent de participer à la création de Rénovation.

Pour que celle-ci puisse fonctionner normalement, deux conditions sont requises :

- 1°) la reconnaissance officielle par le Ministère de Travail.
- 2°) l'affiliation à une des cinq Unions Nationales reconnues.

Toutefois, sur la base d'engagements verbaux qui sont pris par le Directeur Général de l'Union Nationale, le B.P. décide de ne pas attendre que ces deux conditions soient remplies et passe immédiatement au recrutement.

Les 4 primaires reprises ci-dessus obtiennent leur désaffiliation de Gand et de Bruxelles, et constituent la Fédération Rénovation dont les statuts et la demande de reconnaissance sont introduits au département du Travail.

En même temps, des primaires Rénovation sont créées à Tournai, Charleroi, Namur, Dinant, Huy, Liège, Ostende, Bruxelles qui introduisent également leur demande de reconnaissance et déclarent adhérer à la Fédération "Rénovation". Peu après, c'est le Borinage qui remplit ces formalités.

En fait, Rénovation obtient immédiatement la possibilité de fonctionner puisque dès le 10 juillet, une avance de fonds d'un million lui est faite par l'Union Nationale.

Toutefois, cette avance n'est pas faite directement. L'Union Nationale a recours aux subtilités suivantes :

- 1°) alors que Clabecq, Hal, Buysinghen et Vilvorde obtiennent leur démission écrite de la Fédération Libre de Bruxelles, Grammont n'obtient qu'un accord verbal (non confirmé par écrit) de Gand.

.../...



2°) Les avances qui sont faites à Rénovation lui sont envoyées par le canal de Grammont qui, légalement, reste affilié à Gand.

Enfin, dans une lettre en date du 10 juillet, le Directeur Général de l'Union Nationale nous confirme :

1°) qu'il ne lui est pas possible de nous agréer, cette prérogative dépendant du Conseil d'Administration;

2°) que la Fédération Rénovation n'étant pas encore reconnue officiellement, il ne lui est pas possible de présenter notre demande d'admission;

3°) que les avances se feront par le canal de Grammont, affilié à la Fédération de Gand, mais que dans les livres de l'Union, c'est déjà Rénovation qui est débitée.

4°) qu'il n'est pas possible, pour le moment, de nous donner le contact avec les Groupements régionaux mais que nos demandes de soins spéciaux et d'autorisations préalables devront être adressées au siège social.

Comme on le voit, le Directeur de l'Union Nationale assurait la vie de la Fédération Rénovation mais prenait une série de précautions qui assuraient une base plus ou moins légale à ses opérations. Le seul point faible, pour lui, dans sa lettre du 10 juillet, est quand il déclare que, dans ses livres, c'est Rénovation qui est débitée des avances.

Par la suite, des protestations contre l'affiliation de Rénovation et émanant des diverses fédérations neutres (en particulier du Hainaut et de Liège) sont adressées à la direction de l'Union Nationale.

Ces protestations sont de plus en plus vives quand, en septembre dernier, par arrêté du Régent, la Fédération et les Primaires Rénovation sont reconnues par le département du Travail.

Position de plus en plus difficile du Directeur Général de l'Union Nationale.

Sa proposition : -retrait de notre candidature, d'où pas de débat à l'assemblée générale de l'Union;  
-Affiliation de nos primaires à la Féd. de Gand;  
-Fonctionnement d'une sous-féd. à Bruxelles qui garderait la direction de nos différentes primaires.

Ses moyens de pression : les avances diminuent puis cessent.

Relevé des avances : juillet : 1.000.000

9/8	500.000
28/8	500.000
11/9	500.000
27/9	500.000
4/10	300.000
17/10	200.000
25/10	300.000
4/11	500.000
25/11	100.000
4/12	140.000
8/12	150.000
12/12	100.000
16/12	373.500

<u>D'où</u> : juillet	1.000.000
août	1.000.000
Septembre	1.000.000
octobre	800.000
novembre	800.000
décembre	860.000

(Or, nos besoins ont fortement augmenté depuis octobre).

5.163.500

.../...



(à remarquer qu'un versement de 500.000 - celui du 11 septembre - est fait directement à notre CCP).

Ce n'est que la veille de l'Assemblée Générale que nous nous décidons à retirer notre candidature après nous être assurés, au cours de visites à différentes fédérations :

1°) que nous n'avons aucune chance d'être agréés;

2°) que le maintien de notre candidature rendrait impossible la solution proposée par Mr. Lamysse;

et après avoir obtenu l'engagement écrit du président de la Féd. de Gand de défendre les candidatures de nos primaires à l'Assemblée Générale de Gand, d'assurer notre représentation au Comité de direction et de permettre le fonctionnement du Bureau de Bruxelles.

#### Assemblée Générale de l'Union Nationale :

Malgré le retrait de notre candidature :

1°) la discussion a lieu malgré l'opposition du président;

2°) le courant hostile à notre admission se dessine nettement;

3°) Par une trentaine de voix contre 2, l'Assemblée Générale vote un ordre du jour interdisant aux Fédérations neutres de recruter des primaires ou sections de primaires et ce, avec effet rétroactif au 1.1.47.

4°) Même majorité pour décider la constitution d'une commission d'enquête chargée d'examiner comment les fonds de l'U.N. sont parvenus jusqu'à nous.

#### Conséquences de ces décisions :

1°) le Directeur Général de l'U.N. nous coupe les vivres sous diverses facilités prétextes;

2°) nous sentons que l'accord conclu avec Gand va être remis en cause. (interdiction de recruter en dehors de l'arrondissement). Cela doit se confirmer par la suite ~~xxxxxxx/2,xx3~~ puisque le 15/12, Gand refuse l'admission de nos primaires.

#### Nos démarches :

1) la reconnaissance de fait qui nous a été accordée par l'U.N. suffit. La Direction de l'U.N. nous a engagés dans une voie sans issue. Il lui appartient de faire confirmer la position qu'elle avait d'abord prise.

2) La loi a pour base : le principe de la liberté pour le travailleur d'adhérer à une mutualité de son choix. Quand une mutualité est reconnue, elle doit donc pouvoir s'affilier à une des cinq U.N. à qui l'on a confié le monopole de l'assurance obligatoire ou, à défaut de trouver une U.N., la possibilité d'obtenir des fonds du FNAMI. Il appartient au Min. du Travail de faire respecter ce principe du libre choix.

3) Les statuts de la Fédération de Gand lui permettent de recruter des primaires dans tout le pays. Aucune Assemblée de l'U.N. n'a le droit d'interdire à une Fédération une chose prévue par ses statuts.

Sur ces bases, nous touchons Watillon, Directeur Général à l'ONSS qui nous renvoie chez Debrugne, Directeur du FNAMI,



Celui-ci semble épouser notre thèse :

" Votre reconnaissance de fait est acquise : on nous a versé des avances, on a accepté vos bons de soins spéciaux. Quand j'ai demandé à l'U.N. si les mutualités Rénovation étaient agréées, elle a d'abord répondu "oui". Par la suite, elle est revenue sur sa première réponse et a fourni des explications assez confuses. Toutefois, le FNAMI, organisme de distribution de fonds et de réception des bons de cotisations, n'a pas le droit de s'occuper de cela. Vous devez voir Mr. Duvignon, au Min. du Travail".

Ici, autre chanson :

" Ce sont les U.N. qui sont chargées de l'exécution de l'assemblée obligatoire. ~~Exxx~~ Nous ne connaissons qu'elles. Nous n'avons pas le droit de nous immiscer dans leurs rapports avec les féd. S'il plaît à une U.N. d'exclure une féd., elle est libre de le faire. S'il lui plaît de la remplacer par un bureau qu'elle crée, elle peut aussi le faire.

Votre reconnaissance par le Ministère du Travail ne signifie qu'une chose, c'est que vous avez présenté des statuts et que vous remplissez les conditions imposées par la loi de 1894 sur l'assurance libre. Vous êtes reconnus comme Ass.libre. Pour pouvoir faire le service de l'Ass.obligatoire, vous devez être agréés par une U.N. La reconnaissance de fait, par le Directeur de l'Union Neutre ne signifie rien. Ce Monsieur a abusé de ses pouvoirs. Seul, le Conseil d'Administration pouvait vous admettre".

Entretemps, il semble que la commission d'enquête ait siégé à plusieurs reprises.

Nous avons écrit à Gand et à l'U.N. en lui signalant que nos membres étant régulièrement affiliés à Grammont, agréée par Gand, les avances devaient continuer à nous être faites. Nous menacions d'adresser une plainte au Min. du Travail. Cette menace aura fait réfléchir Lamysen qui reprend alors les versements par le canal de la Féd. de Gand.

Comment se présente la situation ?

"De Eenheid" à Grammont reste affiliée à Gand.

Tous les membres de nos nouvelles primaires ont été, dès le début, affiliés à De Eenheid. Ils sont donc régulièrement accrochés et ont droit aux avantages de l'Assurance obligatoire. Il ne nous semble pas qu'une décision arbitraire du Conseil d'Administration de l'Union comme l'interdiction de recruter hors de l'arrondissement, puisse les priver de ce droit.

La situation des anciennes primaires de Clabecq, de Hal, de Vilvorde, de Nivelles qui ne sont plus affiliées à aucune fédération, est plus délicate.

Comment sortir de l'impasse ?

Trois solutions sont possibles :

- 1°)- a) Maintenir l'affiliation de tous nos membres à Grammont;
- b) Faire les mutations individuelles de tous ceux de Clabecq, Hal, etc. à Grammont.

Avantages : Tous nos membres sont réunis au sein d'un même organisme.

Inconvénients :

- 1) conflits en perspective avec le Conseil d'Adm. de l'U.N.
- 2) aux membres wallons, on explique difficilement l'affiliation à un organisme flamand;

.../...



*Heille*

- 3) La mise en vicillesse des anciennes mutualités semble impossible;
- 4) Nécessité de licencier un grand nombre de permanents (leur nécessité);
- 5) frais d'administration d'une primaire sont de beaucoup inférieurs à ceux d'une fédération.

- 2°) - a) Maintenir les primaires flamandes groupées autour de Grammont;
- b) Ramener Clabecq, Hal, Vilvorde, Nivelles, etc..., à la féd. de Bruxelles;
- c) Affilier la primaire Rénovation de Bruxelles à la Féd. de Bruxelles;
- d) Considérer toutes les autres primaires Rénovation comme des sections de Rénovation de Bruxelles.

Avantages : 1) La dispersion n'est pas tellement importante. Nous aurions 6 groupes dont 5 appartiendraient à la même fédération d'où contacts aisés;

2) les Wallons restent affiliés à Rénovation dont le nom est maintenu.

Inconvénients : 1) mêmes perspectives de conflits avec l'U.N.;

2) licenciement de permanents dans une mesure moindre que ci-dessus;

3) frais d'administration : même remarque.

- 3°) - a) affiliation de nos primaires à leur Fédération Neutre d'arrondissement;
- b) maintien d'un bureau restreint à Bruxelles qui assurerait la liaison.

Avantages : 1°) plus de conflits avec l'U.N.;

2°) l'argent viendra facilement;

3°) nous pouvons maintenir quasi intégralement le personnel en service.

Inconvénients : 1) Très grande dispersion;

2) Danger de ne plus tenir les Cdes en mains (ex. de la FGTB);

3) Certaines féd. (Tournai, Charleroi) feront des difficultés pour nous agréer ou mettront des conditions restrictives à notre fonctionnement (Borinage).

3) ~~car~~ Il ne nous semble pas possible de faire affilier la primaire du Borinage à sa féd. d'arrondissement.

Néanmoins, c'est cette solution que nous vous proposons parce qu'elle nous permet de nous appuyer sur une base légale et de recevoir régulièrement les avances. Aux yeux de l'opinion, Rénovation existe toujours et nous ne semblons pas avoir reculé (la 2e solution offre le même avantage).

Rien ne nous oblige à nous rabattre donc sur cette position. Nous pouvons faire le mort pour autant que l'argent continue à nous parvenir et, pendant ce temps, faire des démarches au Ministère pour aboutir à une autre solution.

.../...



Situation financière :

A fin novembre, la situation s'établit comme suit :

Mali des primaires :	451.800
" fédéral :	369.200
" non établi de manière précise (dettes aux membres) :	200.000
Soins spéciaux non payés :	<u>325.000</u>

Total: 1.346.000

Il nous a été versé en décembre : 760.000.

D'où déficit à fin novembre de l'ordre de 600.000

Besoins pour décembre : au moins 1.000.000 - 1.000.000

soit : 1.600.000

Si un versement de 1.600.000 nous est fait d'ici fin décembre, nous serons à jour. (Il nous manquera alors les avances pour janvier). Un versement nous est promis pour le 20, un autre pour le 30.

Entrevue avec Peeters, chef du cabinet de Troclet.-

Nous avons défendu la position définie ci-dessus.

- 1) Reconnaissance de fait par l'U.N.
- 2) Position intenable qui résulte de la contradiction entre le principe de la liberté d'affiliation à une mutualité de son choix et le monopole accordé aux 5 Unions Nationales existantes, toutes deux consacrées par l'Arrêté-loi.
- 3) Faute de pouvoir imposer notre agrégation par une des 5 U.N. reconnues, il devrait avoir possibilité de permettre l'accrochage directement au FNAMI, tout comme les travailleurs qui ne désirent pas s'affilier à une mutualité, peuvent obtenir le bénéfice de l'assurance par le canal des offices régionaux.

Peeters est d'accord pour examiner le problème avec Troclet. Il semble assez bien disposé. Il estime que nous devons continuer à fonctionner comme nous le faisons pour le moment. Il interviendra si on nous coupe encore les vivres. Cela nous donnerait le temps de trouver une solution.

Conclusions :

1. Le Parti a été engagé, bien à la légère, dans cette affaire. Il aurait été plus sage de constituer d'abord une Fédération à Grammont et d'obtenir sans bruit sa reconnaissance par l'Union Neutre. Une fois ces deux étapes franchies, on pouvait lancer les primaires Rénovation dans tout le pays et les faire reconnaître légalement.
2. Le B.P. devrait : a) décider que l'on maintient la situation actuelle pour autant que les fonds continuent à nous parvenir et, pendant ce temps, poursuivre les pourparlers avec le Ministère du Travail;  
b) choisir une des 3 solutions indiquées ci-dessus pour le cas où ces démarches n'aboutiraient pas.

.../...



DISCUSSION.

Noël : toutes les primaires de Flandres sont sûrs de recevoir des fonds. les statuts de l'U.N. des Mutual. Neutres ne lui reconnaissent des devoirs qu'envers les fédérations reconnues par son conseil d'administration.

Dans la loi sur la sécurité sociale, deux principes sont en contradiction:

- 1°) les assurés obligatoires peuvent s'assurer à la mutualité de leur choix et doivent toucher puisqu'~~ils~~ on a effectué pour eux des retenues à la source;
- 2°) le monopole de la répartition des fonds du FNAMI est réservé à 5 grandes Unions Nationales.

Toutefois, la loi régissant provisoirement le régime de sécurité sociale déclare que les assurés obligatoires doivent être affiliés à une fédération reconnue par une Union Nationale.

L'Union Nationale Neutre a pris ses précautions. A part à versement de 500.000 frs, tous les fonds nous sont parvenus par l'intermédiaire de la fédération de Gand et étaient adressés aux membres de "Eenheit".

A noter que tous les membres de Rénovation, à part ceux des primaires ayant effectué un transfert (Nivelles, Tubize, Hal, Buysinghen, Vilvorde) sont membres de Eenheit.

La tactique des adversaires de Rénovation est de nous faire crouler par la diminution des avances mises à notre disposition. Toutefois, en décembre, elles ont tendance à augmenter par rapport à septembre, octobre et novembre.

Notre situation financière est délicate. Si, au 31.12.47, l'U.N.N. ne nous a pas versé 1.600.000 frs, nous aurons un déficit de cet import.

Avaux : a l'impression que, dans cette affaire, nous n'avons pas assez confiance en nous-mêmes. La faute capitale consiste à avoir retiré notre demande d'agrégation à l'Union Nationale des M.N. La loi est formelle: le FNAMI doit assurer le paiement de nos assurés. D'autre part, nos membres ont choisi l'U.N. des M.N. et celle-ci doit leur assurer les avantages de la loi sur la S.sociale. Le FNAMI doit donc assurer les paiements de nos membres par l'U.N. des M.N. Nous devons donc adresser à l'U.N. des M.N. et la mettre dans l'obligation dans les 3 mois de régler les comptes de Rénovation.

Il faut déposer plainte contre la FNAMI, se rendre au Ministère du Travail, déposer une demande d'interpellation parlementaire.

Le problème doit intéresser davantage nos camarades. Veut bien prendre la direction de la campagne.

Dejace : puisque 3 primaires reconnues sont indispensables pour former une fédération, rattachons nos membres à Quenast, Bruxelles et Grammont.



Lalmand : Rénovation est la plus lourde que nous ayons commise depuis la libération. La responsabilité collective du B.P. est d'autant plus grande que nous sommes novices dans la matière mutualiste.

Nous avons péché par excès d'optimisme, en sous-estimant la réaction rageuse que notre décision allait provoquer, surtout chez les socialistes. Nous avons négligé les armes extra-légales que nos adversaires possédaient.

Propose une commission de plusieurs membres pour étudier les aspects juridiques du problème, avant d'introduire une action contre le FNAMI.

Nous avons cependant reçu un avertissement par la presse socialiste.

Nous sommes tombés dans le guet-apens.

Pour le moment, les difficultés financières de Rénovation risquent de discréditer le Parti dans plusieurs régions. Sur cette base-là, une partie de l'opinion publique peut se dresser contre nous et nous n'ayons nullement besoin, à ce moment-ci, de cette aventure.

Le retrait de notre demande d'agrégation constitue-t-il une erreur ? Avant de le faire, Lalmand avait proposé que l'on obtienne de véritables garanties de la fédération gantoise. A son avis, cette erreur est moins grave que celles qui l'ont précédée. Se demande si les luttes intestines au sein du Conseil d'administration de l'U.N. des M.N. se seraient liquidées à notre avantage.

Des permanents de ~~xx~~ Rénovation, les Cds Snayers et Stéva ont écrit à la direction du Parti. Cela est normal, mais ce qui l'est moins, c'est qu'ils n'ont pas mis Noël au courant, d'où danger d'un travail fractionnel. Propose que le resp. des cadres les rencontre.

Est partisan de la première proposition de Terfve.

Pour se prononcer, il faut tenir compte des éléments suivants :

- 1° avoir de l'argent;
- 2° constituer Rénovation;
- 3° considérations d'ordre linguistique;
- 4° nombre plus ou moins grand de permanents.

Estime que nous devons faire preuve, dans ce problème, de plus d'audace, plus de combattivité, plus d'énergie, en intentant une action contre l'U.N. des M.N. et le FNAMI,

en déposant un projet de loi unifiant la distribution des fonds du FNAMI;

en faisant une démarche auprès de Van Acker;

en déclenchant une violente campagne de presse (une page entière dans le D.R. du 27.12.47).

Van Hoorick : Notre situation est dangereuse. Les malades non-payés font involontairement campagne contre le parti. Les militants de Rénovation n'osent plus se montrer. D'importants fonds du Parti ont été engagés, y compris des cotisations. Il faut en sortir et pour cela se battre violemment en sauvegardant les perspectives d'une fédération "Rénovation".

A l'origine, il y a eu manque de démocratie. Le conseil d'administration de Grammont n'a pas été consulté. Il faut laisser subsister 3 primaires

H. Gléneur : n'est d'accord avec aucune proposition. Il faut sommer le Ministre du Travail de trouver une solution. Le FNAMI peut être chargé de verser directement à notre fédération Rénovation ou les versements pourraient se faire par l'intermédiaire des offices régionaux.



Noël : propose de laisser tous nos membres à Benoit.  
Toutefois, de brancher ceux du B.W. à la primaire de Nivelles.  
d'affilier la primaire de Quenest à la fédération neutre de La  
Louvrière.

Conclusions :

- 1) Une commission composée des Odes Borremans, Van Hoorick, Terfve, Awaux, Lefèvre et Noël se rendra chez Van Acker lundi. Elle sera chargée d'appliquer les décisions du B.P. en tenant compte du résultat des démarches engagées.
- 2) Réaffiliation des primaires à leur ancienne fédération de l'U.N. des M.N. si cela facilite l'arrivée des fonds.
- 3) faire des démarches chez Van Acker, chez l'Inspecteur général du gouvernement auprès du FNAMI.
- 4) campagne de presse (DR).
- 5) dépôt d'une plainte collective d'un certain nombre de membres lésés, en collaboration avec la commission juridique.
- 6) interpellation parlementaire.
- 7) dépôt du projet de loi revisant loi régissant le fonctionnement des mutualités.

II.- CAS NEURAY.-

Lecture de sa lettre est faite par Lalmand.

Propose de renvoyer son dossier à la CCC qui devrait le convoquer à son domicile.

Après une discussion, à laquelle participent les Odes Lahaut, Herasens, Borremans, Terfve et Burnelle, le dossier sera envoyé devant la CCC et une communication sera publiée dans le Guide du Militant et sera faite devant le CF de Liège.

III.- CAS JOYE ET RELECOM.-

Lalmand donne lecture d'une lettre de Joye concernant photos parues dans le DR, propose que Joye soit convoqué devant la CCC. Accepté.

Van Aerschot a appris que Relecom s'était plaint auprès du socialiste Brunfaut des mécomptes qu'il aurait eus au sein du Parti. Relecom sera convoqué à ce sujet devant la CCC.